



# GUIDE SUR LES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ : CONNECTER LA NATURE ET LES PERSONNES

Sabina Jehan Khan, Johannes Förster, Miriam Brenck,  
Kristina Raab, Shena Garcia Rangel, Heidi Wittmer



Supported by:



based on a decision of  
the German Bundestag

## Droit d'auteur 2023

Le Centre Helmholtz pour la Recherche Environnementale - UFZ et le Centre Mondial pour le Suivi de la Conservation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-WCMC)

Ce guide a été produit dans le cadre du projet « Soutenir la prise de décision et renforcer la capacité à soutenir l'IPBES par le biais d'évaluations nationales des écosystèmes », financé par l'Initiative Internationale sur le Climat (International Climate Initiative / IKI) du Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Sécurité nucléaire et de la Protection des Consommateurs, sur la base d'une décision du Bundestag allemand.

Le projet a été mis en œuvre par l'Initiative d'Évaluation Nationale des Écosystèmes de l'UNEP-WCMC, avec le soutien du Réseau Biodiversité et Services Écosystémiques (BES-Net) de l'UNDP. Le Centre Helmholtz pour la Recherche Environnementale - UFZ était un partenaire scientifique du projet et responsable de la préparation de ce guide.

## Citation

Khan, S. J., Förster, J., Brenck, M., Raab, K., Garcia Rangel, S., Wittmer H. (2023) Guide sur les Plateformes Nationales sur la Biodiversité : Connecter la Nature et les Hommes. Centre Helmholtz pour la Recherche Environnementale - UFZ, Leipzig, Allemagne, et Centre Mondial pour le Suivi de la Conservation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-WCMC), Cambridge, Royaume-Uni. DOI: <http://dx.doi.org/10.57699/qm4c-nz16>

Disponible en ligne sur :

<https://www.ecosystemassessments.net/resource/platforms-guidebook/>

## Auteurs

Sabina Jehan Khan,<sup>1</sup> Johannes Förster,<sup>1</sup> Miriam Brenck,<sup>1</sup> Kristina Raab,<sup>1</sup> Shena Garcia Rangel,<sup>2</sup> Heidi Wittmer<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Département de politique environnementale, Centre Helmholtz pour la Recherche Environnementale - UFZ, Leipzig, Allemagne. Contact : [johannes.foerster@ufz.de](mailto:johannes.foerster@ufz.de)

<sup>2</sup>Initiative d'Évaluation Nationale des Écosystèmes de l'UNEP-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni

## Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier tous les points focaux nationaux de l'IPBES qui ont participé à ce projet pour leurs précieuses contributions et leur soutien. Les auteurs sont particulièrement reconnaissants aux membres et coordinateurs des plateformes nationales sur la biodiversité ci-après, qui ont fait part, lors d'entretiens et d'enquêtes, de leur expérience en matière de création et de gestion de plateformes sur la biodiversité, ce qui s'est avéré essentiel pour garantir que ce guide repose sur les meilleures connaissances disponibles et sur des expériences concrètes : Uzodinma Adirieje (NGA), Rashad Allahverdiyev (AZE), Mariam Akhtar-Schuster (DEU), Sergio Aranguren (COL), Paula Drummond de Castro (BRA), Marianne Darbi (DEU), Hesiquio Benítez Díaz (MEX), Lars Dinesen (DNK), Hilde Eggermont (BEL), Prudence Galega (CMR), Hernando García (COL), Rosario Gómez (COL), Mónica Alegre González (MEX), Agnès Hallosserie (FRA), Sofia Treviño Heres (MEX), Carlos Joly (BRA), Cecilia Lindblad (SWE), Mostafa Madbouhi (MAR), Elisabeth Marquard (DEU), César Mattar (CHL), Mike Ipanga Mwaku (COD), Kiruben Naicker (ZAF), Isimemen Osemwegie (West African Biodiversity & Ecosystem Services Initiative/ Plateforme sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques en Afrique de l'Ouest – WABES), Tahiry Rakotomamonjy (MDG), Hanitra Lalaina Randrianasolo (MDG), Rainer Schliep (DEU), Jan Henning Sommer (WABES), Eva Spehn (CHE).

Les auteurs remercient également les relecteurs pour leurs commentaires et leurs contributions : Augustin Berghöfer (UFZ), Claire Brown (UNEP-WCMC), Georgina Cabrera Aguirre (CONABIO), Andrea Cruz Angón (CONABIO), Diem Hong Thi Tran (IPBES TSU Capacity-Building Unit), Joseph Karanja (BES-Net, UNESCO), Carlos Galindo Leal (CONABIO, Mexique), Patricia Koleff Osorio (CONABIO), Yuko Kurauchi (BES-Net, UNDP), Abisha Mapendembe (UNEP-WCMC), Elisabeth Marquard (NeFo, UFZ), Daniela Melgarejo (CONABIO), Axel Paulsch (Institut pour la biodiversité - ibn), Julian Rode (UFZ), Sandra Janet Solís Jerónimo (CONABIO), Sofia Treviño Heres (CONABIO), Ulrike Tröger (UFZ), Tania Urquiza (CONABIO).

L'UFZ souhaite remercier tout particulièrement l'équipe de projet de l'UNEP-WCMC et notamment Claire Brown, Shena Garcia Rangel et Juanita Chaves pour leur soutien et leurs conseils précieux tout au long du processus de création de ce guide.

Crédits photos couverture : Shane Rounce sur unsplash.com

# Tableau des matières

Liste des acronymes .....	4
Liste des encadrés, illustrations et tableaux .....	5
<b>PARTIE 1: À propos de ce guide .....</b>	<b>6</b>
<b>1. À propos de ce guide sur les plateformes nationales sur la biodiversité .....</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 2: Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>2. Introduction aux plateformes nationales sur la biodiversité .....</b>	<b>9</b>
2.1 Qu'est-ce qu'une plateforme nationale sur la biodiversité? .....	9
2.2 Avantages des plateformes nationales sur la biodiversité .....	11
<b>3. Principes directeurs : crédibilité, pertinence et légitimité .....</b>	<b>15</b>
<b>PARTIE 3: Mise en place et gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....</b>	<b>17</b>
<b>4. Objectifs d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....</b>	<b>17</b>
4.1 Quels sont les objectifs potentiels d'une plateforme nationale sur la biodiversité? .....	17
4.2 Définition des objectifs et du mandat .....	19
<b>5. Comment lancer une plateforme nationale sur la biodiversité .....</b>	<b>27</b>
5.1 Conception de la structure institutionnelle et de la gouvernance .....	27
5.2 Conception des processus institutionnels .....	32
5.3 Gestion des ressources .....	35

<b>6. Comment travailler en tant que plateforme nationale sur la biodiversité .....</b>	<b>39</b>
6.1 Activités .....	39
6.2 Engagement des parties prenantes .....	43
<b>7. Suivi, évaluation et apprentissage .....</b>	<b>48</b>
7.1 Suivi et évaluation .....	48
7.2 Apprentissage et partage des enseignements .....	50
7.3 Défis communs et solutions possibles .....	51
<b>PARTIE 4: Des outils pratiques pour démarrer .....</b>	<b>56</b>
<b>8. Boîte à outils pour la mise en place et gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....</b>	<b>56</b>
8.1 Processus de mise en place et de gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....	56
8.2 Messages clés, liste de contrôle et ressources supplémentaires .....	57
Glossaire .....	61
Références .....	68
Annexe : Plateformes nationales et régionales sur la biodiversité consultées pour ce guide .....	70

## Liste des Acronymes

AFD	Agence Française de Développement		
AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo / Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement	GIEC	groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
BBPF	Belgian Biodiversity Platform / Plateforme Belge sur la Biodiversité	IUCN	International Union for Conservation of Nature / Union Internationale pour la Conservation de la Nature
BES	Biodiversity and Ecosystem Services / Biodiversité et Services Écosystémiques	JICA	Japan International Cooperation Agency / Agence Japonaise de Coopération Internationale
BES-Net	Biodiversity and Ecosystem Services Network / Réseau sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques	MEA	Multilateral Environmental Agreement / Accord Multilatéral sur l'Environnement
BioBridge	Initiative of the Convention on Biological Diversity / Initiative BioBridge de la Convention sur la Diversité Biologique	MEL	Monitoring, Evaluation and Learning / Suivi, Évaluation et Apprentissage
BioSE-RDC	Biodiversité et Services Écosystémiques en République Démocratique du Congo	PNB	Plateforme nationale sur la biodiversité
BPBES	Brésilien Platform on Biodiversity and Ecosystem Services / Plateforme Brésilienne sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques	NBSAP	National Biodiversity Strategy and Action Plan / Stratégie et Plan d'Action Nationaux en Faveur de la Biodiversité
CBD	Convention on Biological Diversity / Convention sur la Diversité Biologique	NEA	National ecosystem assessment / Évaluation nationale des écosystèmes
CITES	Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora / Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction	NeFo	Netzwerk-Forum zur Biodiversitätsforschung Deutschland / Forum du Réseau pour la Recherche sur la Biodiversité, Allemagne
CMS	Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals / Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage	NFP	National Focal Point / Point focal national
CRELE	Credibility, Relevance and Legitimacy / Crédibilité, Pertinence et Légitimité	ODD	Objectifs de développement durable
COP	Conference of the Parties / Conférence des Parties	ONG	Organisation non gouvernementale
CONABIO	Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad, México / Commission Nationale pour la Connaissance et l'Utilisation de la Biodiversité, Mexique	ONU	Organisation des Nations Unies
ESP	Ecosystem Services Partnership / Partenariat pour les Services Écosystémiques	Ramsar	Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat / Convention sur les zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau
UE	Union Européenne	SANBI	South African National Biodiversity Institute / Institut National Sud-Africain de la Biodiversité
FRB	Fondation pour la recherche sur la biodiversité	SBSTTA	Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice / Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique
GCF	Green Climate Fund / Fonds Vert pour le Climat	SPPIs	Science-Policy-Practice Interfaces / Interfaces science-politique- pratique
GEF	Global Environment Facility / Fonds pour l'Environnement Mondial	UNCCD	United Nations Convention to Combat Desertification / Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification
IKI	International Climate Initiative of the Government of Germany / Initiative Internationale sur le Climat du Gouvernement Allemand	UNDP	United Nations Development Programme / Programme des Nations Unies pour le Développement
IPBES	Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services / Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services	UNEP	United Nations Environment Programme / Programme des Nations Unies pour l'Environnement
		UNEP-WCMC	United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Centre / Centre Mondial du Suivi de la Conservation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement
		UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation / Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

# Liste des encadrés, illustrations et tableaux

## Liste des encadrés

Encadré 1.1:	définition de l'interface science-politique-pratique .....	6
Encadré 2.1:	accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la biodiversité et aux services écosystémiques .....	10
Encadré 2.2:	plateformes internationales science-politique-pratique sur la biodiversité et les services écosystémiques .....	11
Encadré 4.1:	plateformes nationales sur la biodiversité au service des évaluations nationales des écosystèmes .....	18
Encadré 4.2:	vers une plateforme régionale sur la biodiversité en Asie centrale ...	24
Encadré 6.1:	engagement avec les populations autochtones et les communautés locales .....	46

## Liste des illustrations

Illustration 1.1:	personnalisation de votre plateforme nationale sur la biodiversité .....	8
Illustration 2.1:	biodiversité et développement durable .....	10
Illustration 2.2:	avantages des plateformes nationales sur la biodiversité pour les différentes parties prenantes .....	12
Illustration 4.1:	exemple de processus d'évaluation nationale des écosystèmes qui comprend la mise en place d'une plateforme nationale sur la biodiversité.....	18
Illustration 4.2:	exemple de cartographie de l'importance et de l'approche de l'engagement des parties prenantes .....	21
Illustration 4.3:	exemple de planification stratégique pour les plateformes nationales sur la biodiversité .....	23
Illustration 4.4:	vers une plateforme régionale sur la biodiversité en Asie centrale .....	24
Illustration 5.1:	options de conception possibles pour les plateformes nationales sur la biodiversité .....	29
Illustration 5.2:	compétences requises pour concevoir des solutions qui accompagnent les processus de changement vers la durabilité.....	38
Illustration 6.1:	collaboration pour favoriser l'apprentissage social, l'influence et	

l'impact à l'interface science-politique-pratique.....45

Illustration 8.1:	éléments clés de la mise en place et de la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....	56
-------------------	---	----

## Liste des Tableaux

Tableau 2.1:	principaux avantages des plateformes nationales sur la biodiversité et exemples issus des plateformes consultées .....	13
Tableau 4.1:	objectifs clés des plateformes nationales sur la biodiversité et activités favorisant leur réalisation .....	25
Tableau 5.1:	stratégies communes utilisées par les interfaces science- politique-pratique afin de renforcer la crédibilité, la pertinence et la légitimité .....	32
Tableau 5.2:	options pour acquérir des ressources pour les plateformes nationales sur la biodiversité .....	36
Tableau 6.1:	synergies et compromis entre crédibilité, pertinence et légitimité ...	42
Tableau 7.1:	défis et solutions possibles pour les plateformes nationales sur la biodiversité .....	51
Tableau 8.1:	messages clés, liste de contrôle et autres ressources à consulter pour la mise en place et la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité .....	57



## PARTIE 1: À propos de ce guide

# 1. À PROPOS DE CE GUIDE SUR LES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ

Ce guide présente une vue d'ensemble des processus de création et de gestion des plateformes nationales sur la biodiversité (PNB). Il décrit les caractéristiques partagées par les PNB du monde entier et décrit les réflexions sur leurs principaux éléments : objectifs, structure institutionnelle, processus et activités, fournies par le personnel des PNB de différents pays qui ont été consultées pour l'élaboration de ce guide.

Une PNB est une interface science-politique-pratique travaillant au niveau national (voir l'[encadré 1.1](#)). Elle réunit des acteurs de différents secteurs afin de favoriser une meilleure intégration des considérations relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques dans la prise de décision. Par conséquent, les PNB contribuent à la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques.

Les informations présentées dans ce guide sont basées sur l'expérience des membres de 18 plateformes nationales sur la biodiversité établies ou en passe de l'être. Cette expérience a été principalement compilée à partir d'entretiens menés par le Centre Helmholtz pour la Recherche Environnementale - UFZ au cours de l'année 2020-2021 avec les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil,

Cameroun, Colombie, Danemark, France, Grenade, Madagascar, Maroc, Mexique, Nigeria, République démocratique du Congo, Suède, Suisse et Vietnam (Pour plus d'informations sur chaque plateforme, voir l'[annexe](#)). D'autres informations sur leurs PNB sont issues de leurs publications et de leurs sites Internet (en particulier pour le Brésil et le Mexique). Des données ont également été recueillies auprès du réseau d'organisations d'Europe et d'Asie centrale participant à la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), du réseau WABES (Plateforme sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques en Afrique de l'Ouest), qui soutient la contribution de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES, et d'une initiative similaire récemment mise en place en Asie centrale, afin de comprendre les expériences des plateformes régionales sur la biodiversité qui soutiennent et sont soutenues par des initiatives scientifiques, politiques et pratiques liées à la biodiversité au niveau national, telles que les PNB.

Ces données ont été complétées par une sélection de documents sur les interfaces entre la science, la politique et la pratique, par des idées tirées d'ateliers organisés par le Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP-WCMC), par l'unité d'appui technique de l'IPBES sur le renfor-

### Encadré 1.1: définition de l'interface science-politique-pratique

Il existe une diversité de parties prenantes possédant des connaissances sociales, culturelles et environnementales sur la biodiversité et les services écosystémiques, qui sont utiles pour éclairer la prise de décision en matière de développement durable. <sup>[1]</sup> Ces parties prenantes sont notamment les scientifiques, les populations autochtones et les communautés locales, les professionnels, la société civile, le secteur privé et les décideurs politiques. Les interfaces science-politique-pratique sont des initiatives transdisciplinaires qui se situent à l'intersection des secteurs, des parties prenantes et des systèmes de connaissances et qui facilitent les interactions dans le but d'améliorer la prise en compte de la biodiversité et des services écosystémiques dans la prise de décision. <sup>[2,3,4]</sup>

cement des capacités et par l'Institute for Biodiversity-Network e.V., ainsi que par des connaissances d'experts sur les interfaces entre la science, la politique et la pratique. Cet ensemble de connaissances et d'expériences montre qu'il n'existe pas de configuration unique pour une PNB, car les circonstances nationales sont différentes d'un pays à l'autre et peuvent évoluer au fil du temps. Par conséquent, ce guide offre un aperçu de

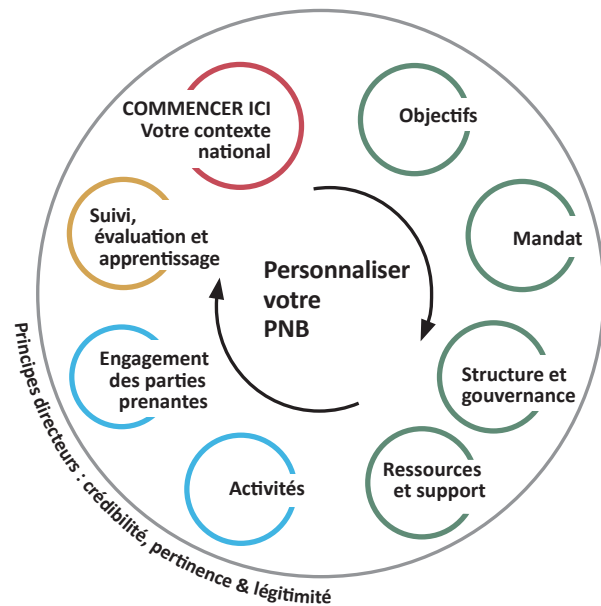
la manière dont les pays ont conçu et géré leurs PNB afin que ces dernières soient crédibles, pertinentes, légitimes et durables dans leur contexte national. Ce guide a été élaboré à l'intention de toutes celles et ceux qui souhaitent améliorer l'intégration des considérations relatives à la biodiversité dans les processus décisionnels nationaux, comme par exemple les chercheurs, les populations autochtones et les communautés locales, les décideurs, les praticiens, les points focaux nationaux des accords multilatéraux sur l'environnement., etc.

*Azerbaïdjan : « Lors de l'atelier de lancement [de l'évaluation nationale des écosystèmes], nous avons passé beaucoup de temps à discuter de la manière de créer notre plateforme [...] Nous nous sommes référés à des plateformes existantes dans le monde entier pour nous en inspirer [...] et avons repris des idées d'autres plateformes. »*

## Comment ce guide est-il structuré ?

Ce guide commence par présenter le concept de PNB et son utilité pour les différentes parties prenantes dans le paysage science-politique-pratique. Il présente ensuite trois attributs des PNB (en tant qu'interfaces science-politique-pratique) : la crédibilité, la pertinence et la légitimité. Ces attributs rendent les interfaces science-politique-pratique efficaces, comme le montrent les études en sciences sociales et en gestion organisationnelle, et peuvent servir de principes directeurs pour la conception, la gestion et le travail d'une PNB (voir le [chapitre 3](#)). Le reste du guide décrit les éléments clés du pro-

cessus d'établissement et de gestion d'une PNB. out au long de l'article, nous utilisons des citations tirées des PNB consultées et de leurs publications afin d'illustrer la manière dont elles ont géré une question particulière. Les chapitres sont organisés de manière à aborder systématiquement les considérations clés d'une manière itérative (voir l'[illustration 1.1](#)). Le dernier chapitre propose une boîte à outils composée de messages clés, de questions directrices et de ressources supplémentaires, qui aide à prendre en considération tous les éléments lors de la conception ou de la gestion de ces plateformes.



**Illustration 1.1: personnalisation de votre plateforme nationale sur la biodiversité.** Vue d'ensemble des éléments clés du processus de conception et de gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité, tels que décrits par les PNB consultées, la documentation sur les interfaces science- politique et les experts. Le cercle indique la prise en compte des principes directeurs de crédibilité, de pertinence et de légitimité à tous les stades. Ces étapes ne se suivent pas et doivent être adaptées au contexte national. Les couleurs des cercles sont reprises dans le code couleur des chapitres de ce guide.

## COMMENCER ICI Votre contexte national

### Cerner votre contexte national

Discutez et identifiez la valeur ajoutée d'une plateforme nationale sur la biodiversité dans votre pays et démarrez avec ce qui existe déjà. Dans toutes les étapes, l'accent est mis sur l'équilibre entre la crédibilité, la pertinence et la légitimité de la PNB.

→ voir le [chapitre 4 – section 4.1](#)

→ voir également le [chapitre 2 – section 2.2](#) et le [chapitre 3](#)

## Ressources et support

### Gérer ses ressources et son système de support

Évaluez et cultivez votre réseau, les points forts de votre équipe et les parties prenantes, établissez un budget et un plan de ressources et identifiez les sources de support pour les différents sujets.

→ voir le [chapitre 5 – section 5.1](#) et le [section 5.3](#)

→ voir également [chapitre 6 – section 6.1](#) et le [section 6.2](#)

## Objectifs

### Définir les objectifs de votre plateforme

Identifiez les buts et les objectifs en cartographiant les structures existantes, les processus politiques en cours, les priorités nationales, les parties prenantes et les besoins en matière de connaissances et de communication.

→ voir le [chapitre 4 – section 4.1](#), [section 4.2](#) et le [tableau 4.1](#)

## Activités

### Élaborer un plan de travail

Les aspects clés de la coordination des activités sont des collaborations solides, la hiérarchisation des activités, un tour d'horizon régulier, la flexibilité et la mise en place de systèmes de suivi.

→ voir le [chapitre 6 – section 6.1](#), [illustration 6.1](#) et le [tableau 6.1](#)

→ voir également [chapitre 7 – section 7.1](#) et le [tableau 7.1](#)

## Mandat

### Obtenir un mandat

Identifiez les institutions ou les parties prenantes qui peuvent donner un mandat à votre PNB. Déterminez les compétences dont la PNB a besoin pour remplir ce mandat.

→ voir le [chapitre 4 – section 4.2](#) et le [chapitre 5 – section 5.1](#)

## Engagement des parties prenantes

### Concevoir l'engagement des parties prenantes

Mettez en place des structures appropriées et transparentes pour un engagement et une coopération solides avec les parties prenantes afin de renforcer et de légitimer les activités.

→ voir le [chapitre 6 – section 6.2](#), [illustration 6.1](#)

## Structure et gouvernance

### Développer la structure institutionnelle et les processus de gouvernance

Mettez en place une structure adaptée aux fonctions de la NBP et réaliste quant aux ressources et soutien disponibles, afin de garantir la crédibilité et la pertinence de la NBP. Garantisiez l'adaptabilité à l'évolution du paysage institutionnel. Mettez en œuvre des processus de gouvernance allégés mais efficaces.

→ voir le [chapitre 5 – Section 5.1](#) et le [section 5.2](#)

## Suivi, évaluation et apprentissage

### Suivre, évaluer et apprendre de son travail

À chaque étape du travail, il est indispensable de rester flexible et de savoir s'adapter. Suivre vos activités et l'impact de votre travail vous aidera à anticiper et à surmonter les difficultés. Intégrez des points de réflexion dans vos processus pour permettre des expériences d'apprentissage.

→ voir le [chapitre 7](#)



## PARTIE 2: Introduction

# 2. INTRODUCTION AUX PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ



*Message clé : Les plateformes nationales sur la biodiversité sont des interfaces science-politique-pratique qui réunissent les principales parties prenantes dans le cadre d'un dialogue et de collaborations qui conduisent à une meilleure prise en compte de la biodiversité et des services écosystémiques dans la prise de décision. Ces plateformes peuvent offrir un large éventail d'avantages aux différents groupes de parties prenantes et aux détenteurs de droits.*

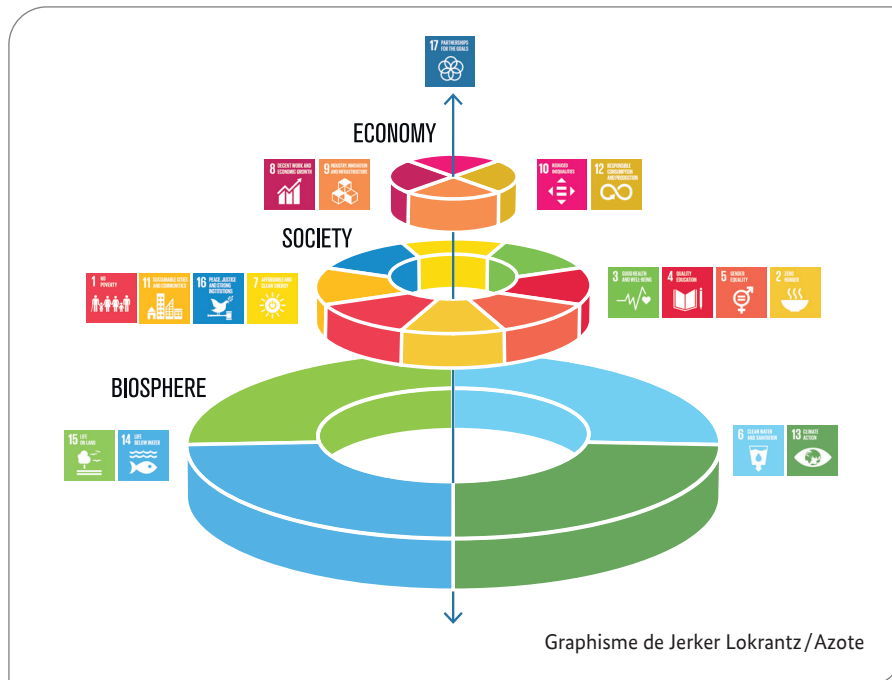
### 2.1 Qu'est-ce qu'une plateforme nationale sur la biodiversité ?

Le bien-être humain, le progrès économique à long terme et la biodiversité sont indissociables. La réalisation des aspirations locales, nationales et internationales et des engagements liés à la biodiversité en matière de développement durable dépend de l'existence d'écosystèmes sains (voir [l'illustration 2.1](#), [encadré 2.1](#)). Les décideurs doivent donc avoir accès à des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES) qui répondent à leurs besoins d'information. En outre, différents secteurs de la société doivent être inclus dans le dialogue sur la manière dont la conservation et l'utilisation durable des BES et le développement durable peuvent être réalisés.

Pour permettre de telles discussions et collaborations inclusives et significatives dans tous les secteurs de la société, de nombreux pays ont établi ou sont en train d'établir des interfaces science-politique-pratique pour la biodiversité au niveau national - souvent appelées plateformes nationales sur la biodiversité (PNB). **L'objectif principal d'une**

**PNB est de réunir les principaux détenteurs de connaissances et les décideurs dans des relations de collaboration qui conduisent à une meilleure prise en compte de la biodiversité et des services écosystémiques à la société et au bien-être humain dans la prise de décision en vue du développement durable.**

La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), qui opère au niveau international, et la Plateforme sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques en Afrique de l'Ouest (WABES), qui soutient la contribution de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES, sont des exemples de plateformes science-politique-pratique axées sur la biodiversité (voir [l'encadré 2.2](#)), tout comme le Réseau sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques (BES-Net) qui opère au niveau régional (sous-mondial) et soutient le programme de travail de l'IPBES.



**Illustration 2.1: biodiversité et développement durable.** La biodiversité est le fondement du bien-être humain, et de nombreux objectifs de développement durable des Nations Unies sont sous-tendus par la biodiversité et les services écosystémiques. (Illustration : azote pour le Centre de résilience de Stockholm, Université de Stockholm)

**Encadré 2.1 : accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la biodiversité et aux services écosystémiques.** Basé sur l'UNEP, 2015. Sourcebook of opportunities for enhancing cooperation among the biodiversity-related conventions at national and regional levels (Recueil des possibilités de renforcement de la coopération entre les conventions relatives à la biodiversité aux niveaux national et régional) page 2. <sup>[5]</sup>

**Convention sur la diversité biologique (CBD) :** l'objectif principal de la CBD est de conserver la diversité biologique et d'assurer son utilisation durable ainsi que le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. URL : [www.cbd.int](http://www.cbd.int)

(suite encadré 2.1)

**Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) :** le principal objectif de la convention de Ramsar est la conservation et l'utilisation responsable de toutes les zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale en vue de favoriser le développement durable. URL : [www.ramsar.org](http://www.ramsar.org)

**Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (CITES) :** l'objectif principal de la CITES est de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas leur survie. URL : <https://cites.org>

**Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (WHC) :** l'objectif principal de la WHC est l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle (OUV) aux générations futures. URL : <https://whc.unesco.org>

**Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) :** l'objectif principal de la CMS est la conservation et l'utilisation durable des animaux migrateurs et de leurs habitats. URL : [www.cms.int](http://www.cms.int)

**Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) :** l'objectif principal de la CIPV est de protéger les ressources végétales mondiales, y compris les plantes cultivées et sauvages, en empêchant l'introduction et la dissémination d'organismes nuisibles aux végétaux et en promouvant les mesures appropriées pour les combattre. URL : [www.ippc.int](http://www.ippc.int)

**Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) :** le principal objectif du TIRPAA est la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, en harmonie avec la CDB, en vue d'une agriculture durable et la sécurité alimentaire. Il reconnaît l'énorme contribution des agriculteurs à la diversité des cultures qui nourrissent le monde. URL : [www.fao.org/plant-treaty](http://www.fao.org/plant-treaty)

**Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (IWC) :** ratifiée en 1946, cette convention avait initialement pour but de réguler les stocks de baleines dans les océans mondiaux pour le développement de la pêche à la baleine. Plus tard, la convention a interdit la chasse commerciale à la baleine et a introduit des quotas et des calendriers pour l'utilisation traditionnelle et autochtone. Tout au long de son évolution, l'IWC a également mis en place des activités de conservation, telles que des plans de conservation de certaines espèces de baleines et un développement responsable de l'observation des baleines. URL : <https://iwc.int/>

## Encadré 2.2: plateformes internationales science-politique-pratique sur la biodiversité et les services écosystémiques

**Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES):** l'objectif principal de l'IPBES est de « renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, du bien-être humain à long terme et du développement durable. »<sup>[6]</sup> Les objectifs de son programme de travail sont les suivants : évaluer l'état des connaissances, renforcer les capacités, consolider les bases de connaissances, soutenir les politiques, communiquer et s'engager avec les membres et les parties prenantes, et améliorer l'efficacité de la plateforme. URL : [www.ipbes.net/about](http://www.ipbes.net/about)

**L'IPBES est soutenue, par exemple, par :**

**la Plateforme sur la Biodiversité et Services Écosystémiques en Afrique de l'Ouest (WABES), qui soutient la contribution de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES :** WABES est une plateforme scientifique et politique régionale qui soutient le programme de travail de l'IPBES. Financé par l'Initiative Internationale sur le Climat (IKI), elle a été créée pour répondre au besoin d'un forum sous-régional permettant aux experts en science et en politique d'échanger au-delà des frontières disciplinaires. Il s'agit d'un consortium transdisciplinaire composé de représentants d'universités, d'instituts de recherche et d'organismes politiques des 15 États d'Afrique de l'Ouest, réunis grâce au soutien d'institutions africaines, allemandes et internationales. Elle travaille à la mise en

place d'un réseau d'experts interdisciplinaires qui soutient les points focaux nationaux IPBES d'Afrique de l'Ouest, en aidant les pays d'Afrique de l'Ouest à développer le concept de leurs plateformes nationales sur la biodiversité et à renforcer les capacités des communautés d'experts locaux en matière d'interface science-politique. En particulier, elle gère un programme de maîtrise en sciences intitulé « Gestion des interfaces science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques pour le développement durable en Afrique de l'Ouest - SPIBES », qui forme des professionnels africains en début de carrière à la réflexion interdisciplinaire et aux méthodologies permettant de réaliser des évaluations d'écosystèmes. Elle élabore également un manuel présentant les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience pour entreprendre des initiatives régionales similaires.

URL : <https://wabes.org>

**Réseau sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques (BES- Net) :** a été lancé en 2016 dans le but de renforcer les capacités et d'orienter les actions en faveur de la conservation en utilisant les produits de l'IPBES. En tant que réseau de réseaux, il utilise l'expérience scientifique, politique et de mise en œuvre des trois agences des Nations Unies impliquées (UNEP, UNDP et UNESCO) ainsi que leurs réseaux associés pour soutenir le renforcement des capacités et la coopération sur le terrain. Le réseau BES-Net soutient également les évaluations nationales des écosystèmes.

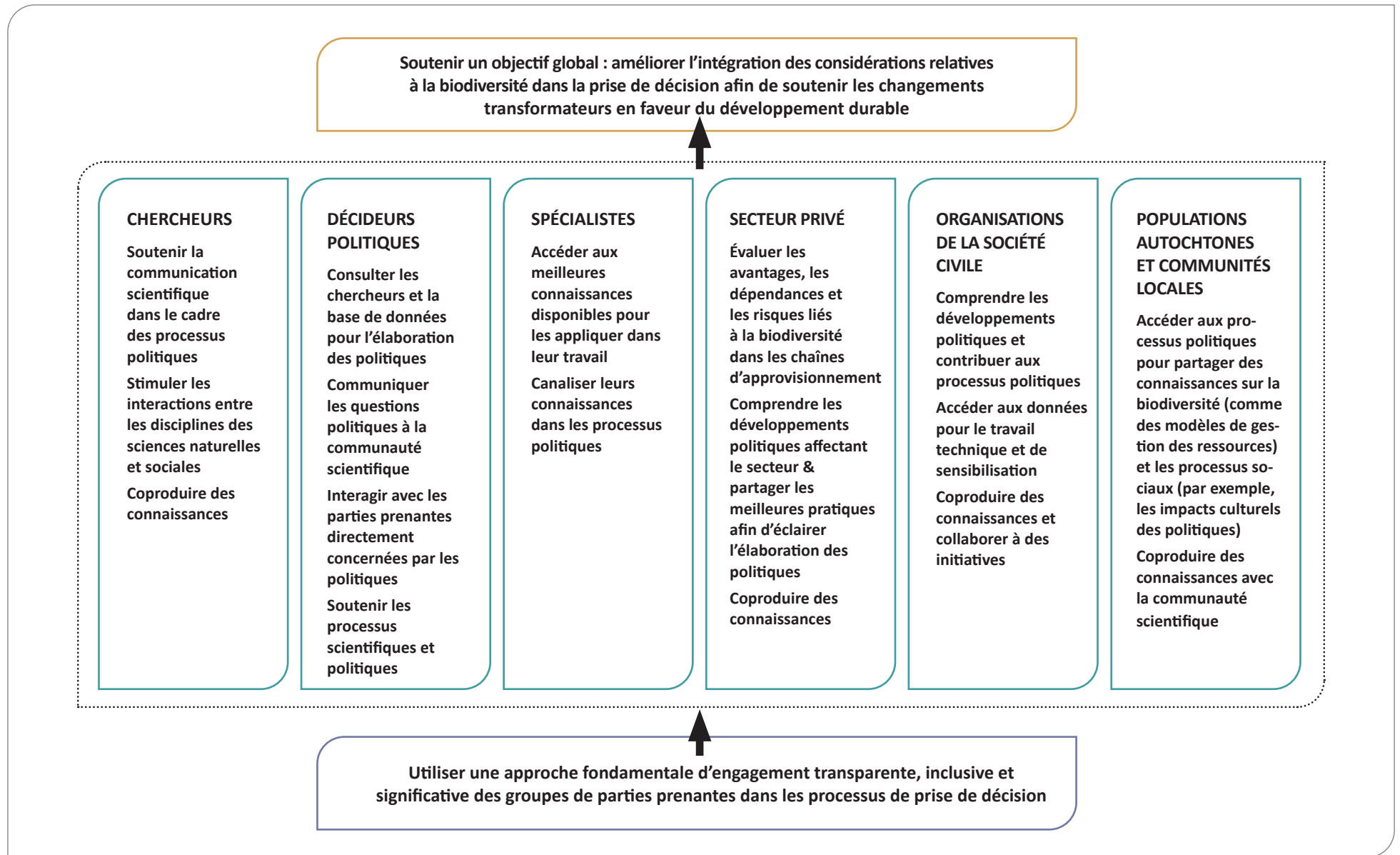
URL : [www.besnet.world](http://www.besnet.world)

## 2.2 Avantages des plateformes nationales sur la biodiversité

Créer une PNB présente de nombreux avantages. La politique, la science et les autres systèmes de connaissances sont liés de diverses manières (par exemple, la politique vise souvent à être fondée sur des données probantes ; le financement de la science repose souvent sur des décisions politiques), mais il arrive que cette relation ne soit pas performante.<sup>[7]</sup> Les interfaces science-politique-pratique, dont les NBP sont un exemple, sont spécifiquement conçues pour combler ce fossé entre connaissance et action. Par exemple, les informations ne sont pas présentées sous des formes utilisables par la politique ou la société, ou les processus de recherche n'intègrent pas d'idées valables et utilisables provenant de systèmes de connaissances multiples. Dans l'ensemble, malgré des connaissances croissantes sur la biodiversité et les services écosystémiques, la prise de décision ne se fait pas de manière cohérente dans la direction et au rythme nécessaires pour

lutter de manière adéquate contre la perte de biodiversité. Le [tableau 2.1](#) présente les principaux avantages offerts par les PNB.

Alors que le [tableau 2.1](#) résume les principaux avantages que les PNB apportent à divers aspects des processus décisionnels en général, l'[illustration 2.2](#) montre comment ces avantages se répercutent sur les parties prenantes dans différents milieux professionnels, disciplines, systèmes de connaissances, secteurs économiques et groupes sociaux. Les PNB consultées ont déclaré que les parties prenantes ont bénéficié de la synthèse, de la traduction et de la distillation par la PNB de connaissances provenant de divers domaines dans des formats et un langage plus accessibles à divers publics. En outre, en réunissant différents groupes, les PNB ont facilité la création conjointe de nouvelles connaissances et solutions.



**Illustration 2.2 :** en utilisant des approches d'engagement significatives, une plateforme nationale sur la biodiversité peut enrichir les processus décisionnels en fournissant des services et des avantages ciblés à un large éventail de parties prenantes.

Tableau 2.1: principaux avantages des plateformes nationales sur la biodiversité et exemples issus des plateformes consultées

AVANTAGES	D'AVANTAGES PROVENANT DES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ CONSULTÉES
<p>Forums où les décideurs politiques sont mis en contact avec les détenteurs de connaissances dans un dialogue bilatéral</p>	<p><i>Belgique: « La plateforme agit comme une interface science-politique, établissant le lien entre la communauté scientifique belge et les initiatives politiques aux niveaux national, européen et mondial. »</i></p> <p><i>Colombie : « Notre plateforme a été particulièrement utile dans les discussions sur la manière d'intégrer les connaissances autochtones et locales dans les processus de prise de décision. »</i></p> <p><i>Mexique : « L'un des principaux avantages est de permettre à différents secteurs de la société (et pas seulement aux décideurs) de comprendre les questions liées à la biodiversité et de constituer un groupe d'intérêt en faveur de la nature. »</i></p>
<p>Répondre aux besoins d'information et de résolution de problèmes des différents types de décideurs</p>	<p><i>Azerbaïdjan : « Nous envisageons que la plateforme synthétise les discussions sur la biodiversité des différentes parties prenantes et des conventions internationales, et qu'elle puisse donc servir de plaque tournante pour les décideurs fournissant une analyse de la situation. »</i></p> <p><i>Belgique : « L'impact unique des politiques est très difficile à mesurer au niveau de la plateforme nationale, bien que cela soit possible dans certains cas particuliers. Par exemple, en ce qui concerne les espèces exotiques envahissantes, notre rôle et notre impact sont clairs : nous disposons d'une communauté de pratique sur ce sujet, nous soutenons les politiques nationales et européennes par l'intermédiaire de différents groupes de travail et organes consultatifs, et nous soutenons le secrétariat national sur ce sujet. Nous disposons d'études de cas (qualitatives) très spécifiques pour illustrer notre impact. »</i></p> <p><i>Brésil : « Dans l'ensemble, notre plateforme a permis d'intégrer davantage le sujet de la biodiversité et des services écosystémiques dans la base de données probantes pour l'élaboration des politiques. Nous avons également déclenché des activités accélérées d'interface science-politique et, depuis sa création, d'autres initiatives émanant d'acteurs impliqués dans notre travail ont été mises en place. »</i></p> <p><i>Colombie : « La Cour constitutionnelle de Colombie a exigé une étude d'impact de l'exploitation minière à l'échelle nationale. La PNB a suggéré d'utiliser le cadre et les méthodes de l'IPBES, qui ont ensuite été adoptés par la Cour et par toutes les institutions participant à l'évaluation. »</i></p> <p><i>Mexique : « Peu de pays ont pu, aussi intensément que le Mexique au cours de cette période [1997-2006], développer la capacité de traduire les données de la recherche fondamentale en informations pertinentes et d'améliorer les capacités institutionnelles afin de développer des produits/outils utiles à la prise de décision et de rendre toutes les informations, tous les produits et toutes les méthodes accessibles au public. L'expérience mexicaine, entre autres facteurs, a incité l'Organisation de coopération et de développements économiques à créer le Fond mondial d'information sur la biodiversité (GBIF). Le Mexique fait partie du conseil d'administration du GBIF depuis sa création, représenté par CONABIO qui a joué un rôle décisif dans son développement, son orientation et sa ligne de travail. » <sup>[8]</sup></i></p> <p><i>Suisse : « Nous sommes en contact étroit avec les processus politiques, c'est-à-dire que nous élaborons des prises de position scientifiques sur des propositions de nouvelles lois, ou nous organisons des réunions avec des groupes parlementaires pour obtenir des informations directes avec des experts scientifiques de notre réseau national. »</i></p>

Tableau 2.1 suite

AVANTAGES	EXEMPLES PROVENANT DES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ CONSULTÉES
<p>Organiser des communautés de pratique</p>	<p>Belgique: <i>« Les communautés de pratique ont été initialement établies autour de questions émergentes à ce moment-là, par exemple les services écosystémiques, la biodiversité et la santé, les espèces exotiques envahissantes. Ces questions sont désormais intégrées dans le contexte politique international. La communauté de pratique sur les espèces exotiques envahissantes est devenue pertinente lorsque la législation européenne sur celles-ci est entrée en vigueur et que les États membres ont dû la mettre en œuvre. Nous avons utilisé la capacité que nous avons développée sur ce sujet pour soutenir les activités nationales de mise en œuvre [...]. Il existe un accord de coopération entre les régions dans lequel la PNB belge a été identifiée comme l'organisme clé pour aider à la mise en œuvre. »</i></p> <p>Mexique : <i>« CONABIO a formé des équipes de nouveaux professionnels de la biodiversité, créant ainsi un important capital humain pour la nation. »</i></p>
<p>Soutenir et rationaliser les processus pour respecter les engagements internationaux</p>	<p>France : <i>« Un travail particulièrement réussi issu de notre initiative a été une cartographie des activités existantes des parties prenantes françaises par rapport aux options politiques de l'IPBES fournies dans le « Résumé pour les décideurs politiques » de l'évaluation des pollinisateurs. Cette publication a été beaucoup utilisée pour soutenir les rapports non gouvernementaux à la CDB, la contribution française à l'initiative européenne sur les pollinisateurs et la compréhension du paysage existant lors du lancement du plan d'action national pour les pollinisateurs sauvages, entre autres. »</i></p> <p>Madagascar : <i>« Nous contribuons à la mise en œuvre des engagements internationaux que nous avons ratifiés et des conventions sur les zones protégées, les différents écosystèmes, la biodiversité, le changement climatique et l'intégration [environnementale]. »</i></p> <p>Plateforme régionale de l'Afrique de l'Ouest - WABES : <i>« La plateforme a fourni des lignes directrices à la Sierra Leone et a soutenu son processus de demande d'adhésion à l'IPBES. Elle soutient les 15 gouvernements d'Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire de leurs points focaux nationaux et d'autres représentants, dans l'organisation d'une réunion nationale. »</i></p>
<p>Aider les décideurs à communiquer leurs besoins d'information aux détenteurs de connaissances</p>	<p>Belgique: <i>« Nous avons été initialement créés pour soutenir la programmation et le financement de la recherche et la mobilisation des données (accès ouvert aux données). »</i></p>

### 3. PRINCIPES DIRECTEURS : CRÉDIBILITÉ, PERTINENCE ET LÉGITIMITÉ

*Message clé : La crédibilité, la pertinence et la légitimité sont des attributs d'une plateforme nationale sur la biodiversité qui améliorent son influence et son impact à l'interface science-politique-pratique. Ces qualités nécessitent une gestion active dans la conception et le travail d'une plateforme.*

**Pourquoi la crédibilité, la pertinence et la légitimité, également appelées CRELE (pour « Credibility, Relevance and Legitimacy » en anglais), sont-elles des attributs importants pour les plateformes nationales sur la biodiversité ?**

Des études sur la conception et la gestion des interfaces science-politique-pratique ont suggéré qu'il y a trois attributs, ou qualités, de ces initiatives qui influent sur leur efficacité :

- ❁ **La crédibilité** fait référence à « la qualité, la validité et l'adéquation scientifique perçues des personnes, des processus et des connaissances » et comprend des aspects tels que le fait de savoir si un acteur perçoit l'information comme répondant à des normes de plausibilité des connaissances et d'adéquation technique. Les sources de connaissance doivent être jugées dignes de confiance et/ou crédibles, de même que les faits, théories et explications causales invoqués par ces sources. <sup>[2,4,7]</sup> La crédibilité implique également de soutenir la validation des connaissances internes et l'échange de connaissances croisées (par exemple, les sciences, les pratiques et connaissances autochtones et locales).
- ❁ **La pertinence** fait référence à l'adéquation des informations fournies en termes de portée, d'échelle, de calendrier, de qualité et de niveau de détail pour les décisions d'un acteur, ou pour les choix qui affectent une partie prenante ou un détenteur de droits donné. <sup>[2,4,7]</sup>
- ❁ **La légitimité** fait référence à la perception de « l'équité et de l'équilibre du processus », à titre d'exemple si les processus gérés par les interfaces science-politique-pratique sont considérés comme impartiaux et conformes aux normes d'équité politique, sociale et procédurale. Cela implique également qu'ils prennent en compte les valeurs, les intérêts, les préoccupations, les normes culturelles et de genre, ainsi que les circonstances spécifiques dans des perspectives multiples. Le public juge la légitimité en fonction des participants et des non-participants, des procédures de sélection des participants et de la manière dont l'information est produite, évaluée et diffusée.

Lorsque l'on relie la connaissance à l'action, des choix sont faits quant aux problèmes et aux solutions potentielles qui seront pris en compte, et ceux qui ne le seront pas. <sup>[2,4,7]</sup>

En conséquence, les PNB, en tant qu'interfaces science-politique-pratique, peuvent être plus efficaces en prenant des mesures proactives pour renforcer leur crédibilité, leur pertinence et leur légitimité dans le cadre de leur conception et de leur gestion.

**La crédibilité, la pertinence et la légitimité dépendent du contexte dans lequel opère une PNB.**

Il n'existe pas de conception universelle et concrète de la crédibilité, de la pertinence et de la légitimité, car ces attributs sont sensibles au paysage particulier de l'interface science-politique-pratique et aux perceptions des différentes parties prenantes. Par exemple, une activité d'une PNB peut être crédible, pertinente ou légitime pour une partie prenante ou un détenteur de droits, mais pas pour une autre. En outre, les différentes parties prenantes ont des priorités différentes en ce qui concerne les attributs les plus importants. <sup>[9,10]</sup> Par exemple, la légitimité (comme l'équité procédurale du processus de production des connaissances) peut être une priorité pour les décideurs gouvernementaux, <sup>[2]</sup> alors que la crédibilité (comme l'utilisation d'un processus d'examen par les pairs strictement scientifique) peut être une priorité pour les chercheurs. Dans un autre contexte, les décideurs politiques peuvent donner la priorité à l'utilité des connaissances (c'est-à-dire à leur applicabilité, leur actualité et leur accessibilité) plutôt qu'à la légitimité du processus de production des connaissances. <sup>[10]</sup>

**Une PNB doit faire des choix stratégiques sur la façon de renforcer sa crédibilité, sa pertinence et sa légitimité dans sa conception et sa gestion, afin d'améliorer son influence et son impact à l'interface science-politique-pratique.**

Les PNB peuvent employer une variété de stratégies dans l'élaboration et la gestion de leurs objectifs et fonctions, de leur structure institutionnelle et de leurs processus, de leurs activités et de leurs produits, ainsi que des résultats escomptés. <sup>[11]</sup> Les stratégies communes utilisées par les interfaces science-politique-pratique sont présentées dans le [tableau 5.1](#).

**Il existe des synergies et des compromis entre la crédibilité, la pertinence et la légitimité qui peuvent être gérés activement.**

Les études montrent que pour être influentes et efficaces, les interfaces science-politique-pratique (et donc les PNB) peuvent s'efforcer de maximiser chaque attribut dans leurs buts et objectifs, leurs structures, leurs processus et leurs résultats. Cependant, il existe une relation d'interdépendance entre les attributs. <sup>[2,3,4]</sup> (voir le [tableau 6.1](#)). Il existe également des situations dans lesquelles ces relations de compromis peuvent être regroupées. Par exemple, si un produit de connaissance est perçu comme non crédible, il peut automatiquement être perçu comme non légitime. <sup>[12]</sup>

Pour en savoir plus sur les stratégies de création et de gestion de la crédibilité, de la pertinence et de la légitimité tout au long de la durée de vie d'une PNB, voir le [tableau 5.1](#) au [chapitre 5](#) et le [tableau 6.1](#) au [chapitre 6](#).



## PARTIE 3: Mise en place et gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité

### 4. OBJECTIFS D'UNE PLATEFORME NATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ

**Message clé :** *Il n'existe pas de « taille unique » pour la conception d'une plateforme nationale sur la biodiversité. Il convient de discuter et d'identifier la valeur ajoutée d'une plateforme nationale sur la biodiversité dans son pays et de s'appuyer sur ce qui existe déjà. Les objectifs et la conception doivent être adaptés au contexte. Visez des structures de gouvernance inclusives et adaptatives.*

#### 4.1 Quels sont les objectifs potentiels d'une plateforme nationale sur la biodiversité ?

L'objectif principal des PNB est de mieux intégrer les considérations relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques dans la prise de décision en vue d'un développement durable. Les principaux objectifs sur lesquels les PNB consultées se sont concentrées pour atteindre ce but sont les suivants :

- ❁ Améliorer le partage de connaissances entre la science, la politique, la pratique et la société pour des processus de prise de décision mieux informés et plus inclusifs ;
- ❁ Créer des réseaux (réactifs), des alliances et des communautés de pratique pour résoudre conjointement les problèmes ;
- ❁ Renforcer les capacités et faciliter la création d'environnements propices à l'engagement réciproque des parties prenantes ,
- ❁ Soutenir les processus gouvernementaux nationaux et infranationaux ;
- ❁ Soutenir et relier les processus politiques (scientifiques) internationaux et régionaux liés à la biodiversité au contexte national et aux communautés d'experts locales ;
- ❁ Améliorer les connaissances et sensibiliser aux questions de biodiversité pertinentes pour la science, la politique, la pratique et la société civile afin de créer un groupe d'intérêt pour la nature.

Les citations suivantes, tirées d'entretiens, illustrent la manière dont les PNB sélectionnées ont mis en œuvre certains des objectifs énumérés ci-dessus. Les PNB ont notamment joué un rôle de premier plan dans les processus d'évaluation nationale des écosystèmes (voir l'exemple dans [l'encadré 4.1](#)).

**Azerbaïdjan :** « *La PNB joue un rôle clé dans la validation des projets d'évaluation nationale des écosystèmes (NEA). Elle joue également un rôle de gestion dans la supervision de la NEA. C'est également une plateforme à travers laquelle ses membres peuvent fournir des examens et des recommandations sur la NEA.* »

**Brésil :** « *BPBES se positionne comme un courtier en connaissances, en favorisant un dialogue ouvert entre la science et la société, et peut également minimiser la « politisation de la science » et la « scientisation de la politique ».*<sup>[13,14]</sup>

**France :** « *De nombreuses activités de la Fondation française pour la recherche sur la biodiversité visent à orienter et à financer des recherches susceptibles d'éclairer les politiques et les parties prenantes ; nous aidons la communauté scientifique à définir ses objectifs de recherche de manière à ce que les questions posées soient pertinentes pour les politiques et les parties prenantes.* »

**France :** « *Les points focaux nationaux de la CDB, de la CITES et de l'UNCCD demandent à la PNB de contribuer à l'examen des documents destinés à ces processus politiques, qu'il s'agisse de documents relatifs aux relations institutionnelles entre l'IPBES et ces accords multilatéraux sur l'environnement ou de documents relatifs aux thèmes de l'IPBES (par exemple, l'adoption des évaluations de l'IPBES).* »

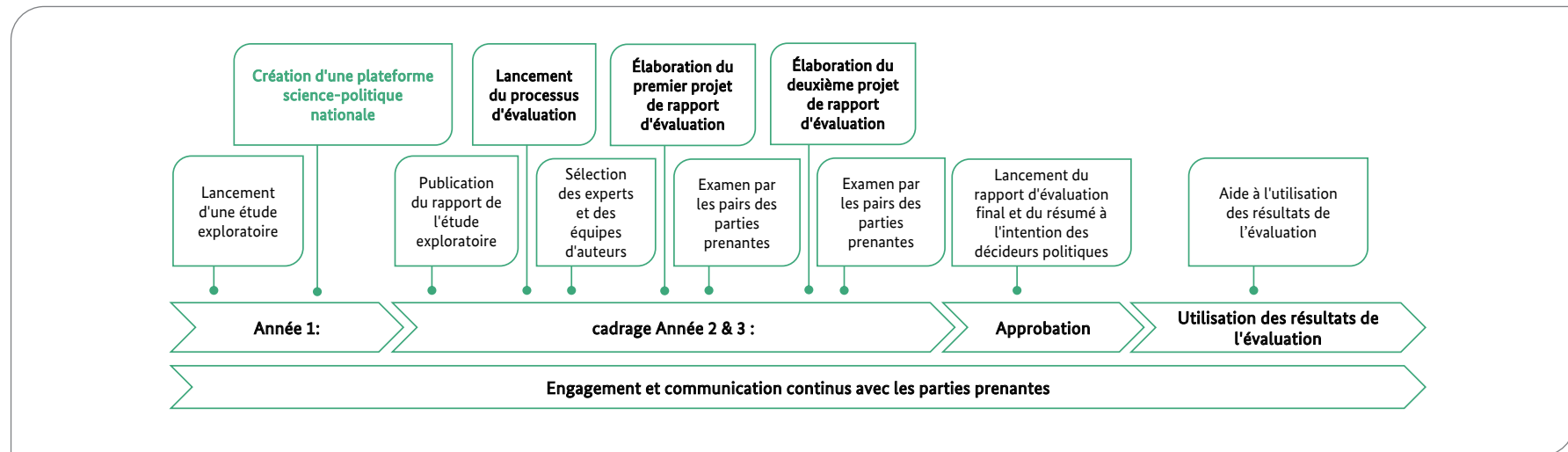
**Mexique :** « *CONABIO rassemble, génère, intègre et synthétise les informations les plus récentes et les plus fiables relatives à la diversité biologique et culturelle du Mexique et les met à la disposition du public, afin que la société connaisse, valorise et conserve la richesse naturelle du Mexique et que les décideurs élaborent des politiques visant à améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la société.* »

#### Encadré 4.1: les plateformes nationales sur la biodiversité au service des évaluations nationales des écosystèmes

Les PNB sont très utiles pour soutenir la mise en œuvre des processus politiques au niveau national. L'évaluation nationale des écosystèmes (NEA) est un exemple de processus d'appui aux politiques. Il s'agit d'une évaluation par des experts et d'une synthèse des connaissances existantes sur la biodiversité et les services écosystémiques, qui s'articulent autour de questions de politique nationale. Les NEA prennent généralement plusieurs années pour être menées à bien et impliquent de nombreuses tâches pour lesquelles les PNB sont souvent bien qualifiées, notamment en termes d'expertise et de ressources au sein de leur équipe et de leur réseau étendu, pour soutenir la réalisation de NEA en collaboration avec d'autres parties prenantes. Certaines activités des PNB qui peuvent bénéficier d'un processus de NEA :

- ❁ Organiser des processus de consultation (par exemple pour l'élaboration et l'examen des rapports de cadrage ou des projets de NEA) ;
- ❁ Organiser des événements de dialogue interactif pour la coproduction de connaissances, y compris avec les peuples autochtones et les communautés locales (par exemple, pour l'élaboration de documents de cadrage/projets) ;
- ❁ un large partage d'informations (comme la production de produits de connaissance ciblés qui partagent les résultats de NEA avec les parties prenantes).

Il est intéressant de noter que, dans certains cas, les PNB ont été établies en tant que structure ayant pour mandat initial de soutenir le processus de prise de décision et d'élaboration des politiques de NEA (illustration 4.1). Cependant, la PNB peut également adopter d'autres buts, objectifs et activités à l'interface science-politique-pratique, qui ne sont pas liés au processus de NEA et qui dépassent la durée de vie de la NEA.



**Illustration 4.1: dans cet exemple, une plateforme nationale sur la biodiversité est créée pour soutenir la mise en œuvre d'une évaluation nationale des écosystèmes** (voir année 1 : cadrage). Ici, la NEA est la première activité ou le premier résultat au sein du portefeuille du travail de la PNB. Cependant, la PNB peut également adopter d'autres buts, objectifs et activités à l'interface science-politique-pratique, qui ne sont pas liés au processus de NEA et qui dépassent la durée de vie de la NEA. (Illustration : [UNEP-WCMC 2023](#))

## 4.2 Définition des objectifs et du mandat

Les circonstances étant différentes d'un pays à l'autre, la nécessité et l'objectif d'une plateforme nationale sur la biodiversité diffèrent. La conception d'une PNB doit s'aligner sur les besoins, les possibilités et les contraintes du contexte national. Il existe peut-être déjà des réseaux et des institutions qui servent d'interface entre la science, la politique et la pratique et qui pourraient jouer le rôle d'une PNB. Au lieu de dupliquer les structures existantes, essayez de les impliquer.

Une PNB devrait être en mesure d'identifier clairement les lacunes à l'interface science-politique-pratique dans le contexte national et d'y remédier. Une fois les lacunes identifiées, la raison d'être d'une PNB devient plus claire, permettant de définir ses objectifs et son mandat. Les lacunes peuvent être identifiées en cartographiant a) les initiatives et mécanismes existants en matière de science, de politique et de pratique, b) les besoins en connaissances, c) les processus politiques pertinents, d) les priorités nationales et e) les parties prenantes. Idéalement, ces exercices sont réalisés en collaboration avec les parties prenantes et les détenteurs de connaissances concernés.

**a) Cartographie des initiatives et mécanismes existants en matière de science, de politique et de pratique :** Existe-t-il des initiatives à l'interface science-politique-pratique ? Si c'est le cas, il faut éviter la duplication des objectifs, du mandat et des activités et concevoir la PNB de manière à renforcer les travaux en cours, à combler les lacunes et à créer des synergies entre ces initiatives. Ce dernier point est également important pour renforcer la crédibilité, la pertinence, la légitimité, la durabilité et l'impact de la plateforme à long terme. Réfléchissez aux questions suivantes

- ❁ Les structures existantes seraient-elles adaptées pour assumer un rôle de PNB ?
- ❁ Ces initiatives sont-elles des courtiers en connaissances respectés (crédibles et légitimes) ?
- ❁ Que faudrait-il faire pour créer des synergies entre les initiatives existantes et pour combler les lacunes éventuelles ? Des structures supplémentaires (nouvelles) sont-elles nécessaires ?
- ❁ Quelles sont les activités d'échange de connaissances ou de renforcement des capacités qui pourraient manquer ?

---

**Belgique:** « *Notre mandat est désormais clairement défini. Certaines activités ne font clairement pas partie de notre portefeuille (parfois simplement pour des raisons historiques). Par exemple, nous ne sommes pas le point focal national pour la Convention sur la diversité biologique, nous n'abordons pas le thème du lien entre la biodiversité et le développement durable et nous ne sommes pas engagés dans des activités de sensibilisation du public. Cependant, nous travaillons avec d'autres groupes en Belgique qui travaillent sur ces sujets, afin d'assurer qu'il y ait des synergies.* »

---

**Cameroun:** « *Les gouvernements sont accablés par les responsabilités existantes de multiples plateformes. [...] La plateforme doit s'inspirer des plateformes nationales existantes afin de démontrer son utilité. Le comité national de la biodiversité existant était constamment sollicité pour répondre aux attentes mondiales (participation aux conférences des parties, etc.), mais il avait désespérément besoin d'informations crédibles et viables pour répondre à ces demandes. Par conséquent, une plateforme science-politique était hautement nécessaire et pertinente afin de conseiller le comité de la biodiversité existant [...], une plateforme par laquelle des informations fondées sur la science pourraient être recueillies et validées pour informer les résultats du comité national de la biodiversité et d'autres décisions et instances d'élaboration des politiques. Sur la base de cette utilité, il a été facile de convaincre le ministre en charge de l'environnement de créer la PNB science-politique, parce qu'il l'a présenté comme une adaptation et un renforcement du comité existant, afin de mieux remplir son rôle.* »

---

**Mexique :** « *CONABIO a été créée en 1992 avec un mandat clair : servir de plateforme nationale sur la biodiversité pour l'interface science-politique et pour le suivi des conventions relatives à la biodiversité. Lors de la création de l'IPBES, les points focaux nationaux pour l'IPBES étaient également ceux du centre d'échange de la CDB [tous deux hébergés au sein de CONABIO]. Il est essentiel d'éviter la duplication des efforts en créant des 'plateformes nationales de biodiversité' uniquement dans le cadre de l'IPBES.* »

---

**Suisse :** « *La plateforme nationale du GIEC était déjà établie au sein de l'Académie des Sciences, c'est pourquoi elle a servi de modèle et a facilité la mise en place d'une structure similaire pour l'IPBES.* »

**b) Cartographie des besoins en connaissances :** Est-il nécessaire de sensibiliser le public et de lui faire comprendre l'importance de la biodiversité pour le bien-être de la société, pour les différents secteurs économiques et/ou pour des domaines politiques plus vastes ? La PNB pourrait faciliter la synthèse et la diffusion des connaissances existantes (comme la réalisation d'une évaluation nationale des écosystèmes ou le partage des résultats des évaluations de l'IPBES). Les citations suivantes illustrent la manière dont les PNB sélectionnées incluent et comblent les lacunes en matière de connaissances.

**Brésil :** *« Il n'y avait pas d'acteurs (comme une ONG ou le gouvernement) qui synthétisaient les connaissances en matière de BES au Brésil (comme le fait l'Institut Humboldt en Colombie ou CONABIO au Mexique). Les connaissances en matière de BES sont réparties entre différents ministères (environnement, science et technologie, affaires étrangères, agriculture, planification) qui ne communiquent et ne collaborent pas. L'idée était de synthétiser les connaissances en termes de BES au Brésil, non seulement pour améliorer l'évaluation régionale de l'IPBES pour les Amériques, mais aussi pour les présenter aux gouvernements à un niveau plus élevé, en particulier pour qu'ils les intègrent dans la planification du développement économique. »*

**Afrique du Sud :** *« Le mandat clé de notre plateforme est d'entreprendre des recherches pour explorer, révéler, célébrer, défendre et rendre compte de la biodiversité pour le plus grand bénéfice et le plaisir de tous les Sud-Africains. »*

**c) Cartographie des processus politiques en cours :** Est-il nécessaire d'informer un processus politique concret (comme la réforme des politiques d'aménagement du territoire) ? La PNB pourrait fournir des produits de connaissance personnalisés (comme des notes d'information) et accueillir des événements (comme des ateliers) qui soutiennent l'évaluation de diverses options de conception de politiques sans prendre position sur un résultat particulier.

**Afrique du Sud :** *« Bien que l'Afrique du Sud ait une tradition d'élaboration de politiques fondées sur des données scientifiques, il existe une lacune ou un manque de mécanisme formel en ce qui concerne la traduction et l'alignement des conclusions scientifiques pour éclairer la prise de décision et l'élaboration des politiques. C'est pourquoi la plateforme nationale a été créée : pour servir d'intermédiaire entre les résultats de la recherche scientifique et d'autres éléments probants et les processus de prise de décision. »*

**d) Cartographie des priorités nationales :** Quelles sont les questions actuelles et émergentes pertinentes pour l'agenda de développement national ? Quels sont les sujets qui ont reçu trop peu d'attention dans le paysage scientifique, politique et pratique existant ? La PNB pourrait se spécialiser dans des questions d'intérêt sociétal qui intéressent déjà les parties prenantes et les titulaires de droits ou qui devraient faire partie des discussions portant sur la politique nationale. Les plateformes nationales et régionales sur la biodiversité consultées sont par exemple axées sur les politiques à mettre en œuvre :

- ✿ Agriculture et sécurité alimentaire (comme la France et le Mexique) ;
- ✿ Biodiversité et santé (par exemple, la Belgique) ;
- ✿ Atténuation du changement climatique et adaptation (par exemple le Brésil) ;
- ✿ Gestion des zones côtières (comme le Mexique et la Suède) ;
- ✿ Restauration écologique (Mexique) ;
- ✿ Santé environnementale (Nigeria) ;
- ✿ Financement et investissement (par exemple, des paiements pour les services écosystémiques) (Suisse, Vietnam) ;
- ✿ Connaissances autochtones et locales (par exemple, la Colombie, le Brésil, le Mexique, la Suède) ;
- ✿ Traités internationaux (comme l'Afrique du Sud) ;
- ✿ Espèces envahissantes (par exemple, la Belgique et le Mexique) ;
- ✿ Dégradation des sols, gestion des ressources en eau et migration transfrontalière des espèces sauvages (par exemple, l'Asie centrale) ;
- ✿ Écosystèmes marins (par exemple, le Mexique) ;
- ✿ Écosystèmes de montagne (pâturages) (comme l'Azerbaïdjan) ;
- ✿ Comptabilité du capital naturel (Nigeria) ;
- ✿ Pétrole et gaz (comme l'Azerbaïdjan) ;
- ✿ Pollinisation (par exemple, le Brésil) ;
- ✿ Tourisme (Suisse) ;
- ✿ Écosystèmes transfrontaliers (par exemple, le Corridor biologique méso-américain – le Mexique et autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes) ;
- ✿ Urbanisme et architecture (par exemple, la Suisse) ;
- ✿ Gestion de la faune (comme l'Afrique du Sud).

**Cartographie des parties prenantes :** Quels sont les acteurs et les détenteurs de connaissances qui pourraient utiliser ou fournir des informations sur la biodiversité et les services écosystémiques ? Par exemple, les parties prenantes peuvent avoir besoin d'aide pour renforcer leur capacité à s'engager dans un processus politique (UNCCD, UNFCCC, CBD, IPBES, évaluations nationales des écosystèmes, etc.) À cet égard, une PNB pourrait fournir des approches adaptées à ces parties prenantes.

Les parties prenantes et les détenteurs de connaissances qui sont généralement pertinents pour le travail d'une PNB comprennent : les institutions de recherche, les institutions gouvernementales, le secteur privé, les peuples autochtones et les communautés locales, les organisations de la société civile (par exemple, les ONG ou les groupes religieux) et d'autres organisations qui travaillent à l'interface de la science, de la politique et de la pratique.

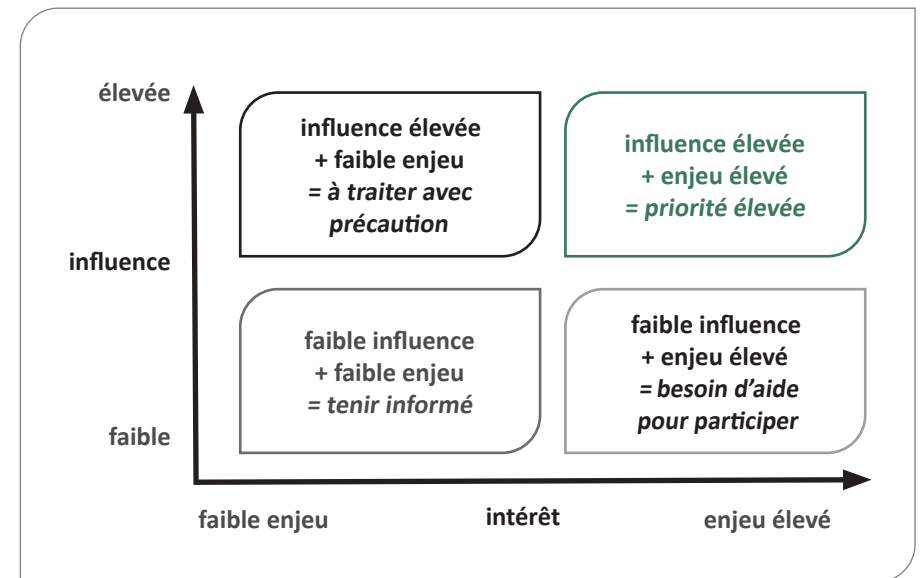
Un exercice de cartographie des parties prenantes (voir l'illustration 4.2) et les questions directrices suivantes peuvent fournir une orientation sur les parties prenantes à impliquer :

- ❁ Quelles sont les parties prenantes qui ont des priorités et des dépendances vis-à-vis de la biodiversité et des services écosystémiques (enjeu important ou faible) ?
- ❁ Quelles sont les parties prenantes qui exercent une influence sur les processus de prise de décision concernant la biodiversité et les services écosystémiques (influence élevée ou faible) ?
- ❁ Existe-t-il des processus décisionnels continus pour lesquels les parties prenantes pourraient bénéficier d'une meilleure information ?
- ❁ Quels sont leurs besoins en matière d'information et quelles sont les sources d'information utilisées jusqu'à présent ?
- ❁ Quelles sont les parties prenantes qui doivent renforcer leur capacité à s'engager et à être représentées dans l'interface science-politique-pratique ?
- ❁ Quelles sont les possibilités d'engagement avec ces différents segments de parties prenantes ?

Pour plus d'informations sur les approches d'engagement des parties prenantes, voir le [chapitre 6 – section 6.2.](#)

*France : « Nous concentrons notre travail sur les conclusions de l'IPBES orientées vers les solutions afin de proposer des recommandations opérationnelles [aux parties prenantes, tel que le secteur privé] qui pourraient éventuellement conduire à une efficacité accrue dans la mise en œuvre, plutôt que de fournir simplement des résultats de recherche. »*

*Suisse : « Notre PNB a étudié dans quelle mesure les options politiques proposées dans l'évaluation mondiale de l'IPBES et l'évaluation régionale de l'IPBES pour l'Europe et l'Asie centrale ont été prises en compte par les différents secteurs, et quelles sont, sur la base de la nécessité d'agir, les options les plus importantes pour les secteurs spécifiques. »*



**Illustration 4.2: exemple de cartographie de l'importance d'un processus d'engagement pour les parties prenantes.** Les parties prenantes peuvent être cartographiées selon les deux axes de l'influence et de l'intérêt (ou selon d'autres critères). Les résultats peuvent servir de base à l'élaboration de stratégies ciblées d'engagement des parties prenantes. Illustration adaptée de l'IAEA (2021) Stakeholder Analysis (Analyse des parties prenantes).<sup>[15]</sup>

Réfléchir aux résultats de l'exercice de cartographie ci-dessus pour définir la valeur ajoutée (objectif) d'une PNB. Les résultats de cet exercice d'inventaire devraient vous aider à répondre aux questions suivantes :

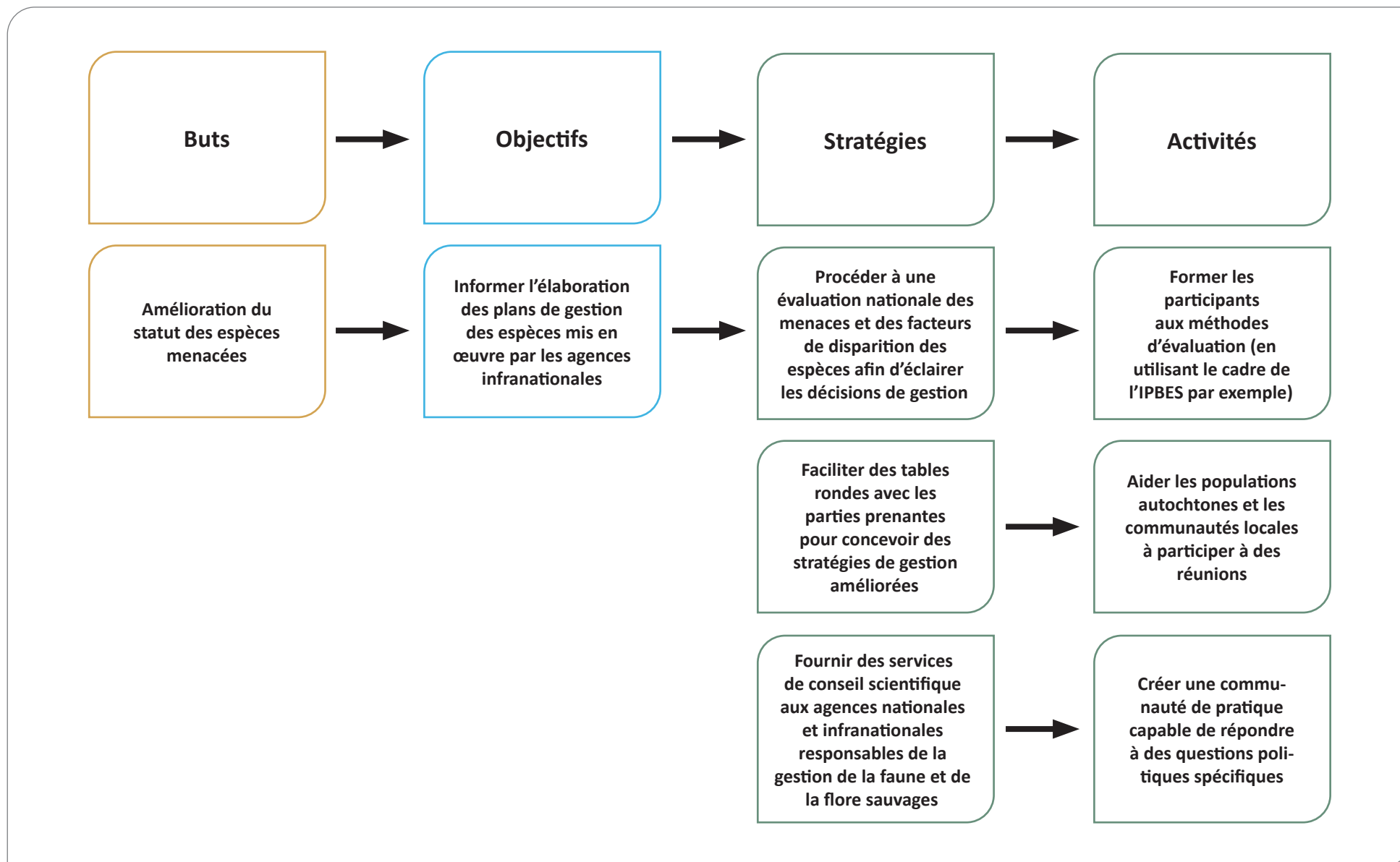
- ❁ Quels sont les besoins en matière de connaissances qui seront satisfaits ?
- ❁ Quels sont les sujets d'intérêt national qui seront ciblés ?
- ❁ Quels sont les processus politiques en cours ou émergents qui seront pertinents ?
- ❁ Quelles parties prenantes seront impliquées ?
- ❁ Quelles sont les lacunes de l'interface science-politique-pratique qui seront comblées ?

À partir de cette base, réunir les groupes de parties prenantes susceptibles d'être impliqués dans l'accueil, la gestion ou l'engagement de la PNB, afin de définir conjointement

le mandat et les éléments d'un plan stratégique - buts, objectifs, stratégies (programmes), activités et résultats. (voir [l'illustration 4.3](#) pour un exemple de planification stratégique et le [tableau 4.1](#) pour des activités susceptibles de soutenir la programmation). [L'encadré 4.2](#) décrit comment un groupe de parties prenantes du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan s'est réuni pour discuter de la création d'une plateforme régionale sur la biodiversité pour l'Asie centrale et les résultats de leur premier atelier de cadrage.

Dans l'ensemble, une PNB doit s'assurer que ses programmes, ses activités et ses résultats :

- ❁ soient crédibles, pertinents et légitimes ;
- ❁ soutiennent la transmission neutre des connaissances ; et
- ❁ réunissent les parties prenantes, les ressources et les capacités appropriées pour atteindre ses objectifs.



**Illustration 4.3: exemple de planification stratégique pour les plateformes nationales sur la biodiversité.** Exemple d'éléments d'un plan stratégique dans lequel une plateforme nationale sur la biodiversité définit d'abord ses buts et objectifs, puis les associe aux stratégies, activités et résultats correspondants qui peuvent contribuer à la réalisation de ces buts et objectifs.

**Encadré 4.2 : vers une plateforme régionale sur la biodiversité en Asie centrale.** Basé sur Paulsch et Shakhnazarov (2021) Pathways to a Regional Biodiversity Platform in Central Asia (Vers une plateforme régionale sur la biodiversité en Asie centrale). [16]

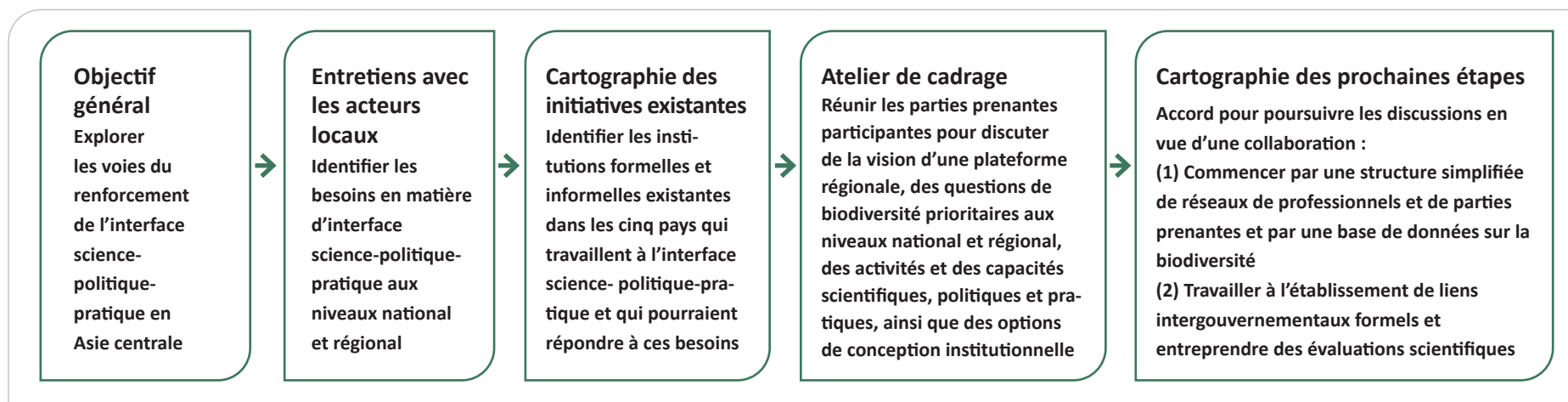
Un groupe d'acteurs locaux du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan – avec le soutien d'un cabinet de conseil en environnement européen et de l'Agence norvégienne de l'environnement – a identifié le besoin d'une interface régionale science-politique-pratique afin de renforcer la capacité des gouvernements nationaux et des acteurs à traiter les questions de biodiversité et de services écosystémiques.

Pour lancer le processus, des entretiens ont été menés avec les parties prenantes locales afin d'identifier les besoins régionaux fondamentaux en matière de science, de politique et de pratique, et des organisations sélectionnées ont été invitées à un atelier de cadrage auquel ont participé des scientifiques, des décideurs politiques, des réseaux d'experts en conservation, des professionnels (comme des agriculteurs), des chercheurs débutants et des ONG. Ils ont cherché à comprendre leurs différentes visions d'une plateforme régionale, les questions de biodiversité de priorité nationale et régionale, les activités, les capacités et les options de conception.

Ils ont constaté que la dégradation des sols, la gestion des pâturages, la conservation de l'eau, la gestion de la faune et de la flore sauvages et la gestion des zones protégées ne pouvaient être abordées que dans le cadre d'une approche transfrontalière :

partager les méthodologies et les enseignements tirés des solutions existantes dans leur propre pays. Une initiative transfrontalière pourrait générer de nouvelles connaissances, normaliser et améliorer l'accès aux données existantes afin de combler les lacunes en matière de connaissances. Elle pourrait améliorer la communication entre les parties prenantes sur les questions de biodiversité. Enfin, elle pourrait exercer un effet de levier et améliorer l'impact des investissements internationaux en matière de coopération au développement et renforcer la coopération politique entre les gouvernements.

Dans l'ensemble, ces parties prenantes disposent de capacités complémentaires (connaissances, compétences, réseaux, infrastructures, financement, légitimité et crédibilité dans leurs contextes nationaux, etc.) pour répondre aux besoins d'une institution régionale et ont accepté de poursuivre les discussions en vue d'une collaboration. Les ressources étant assez limitées, ils se sont mis d'accord sur une approche consistant à utiliser dans un premier temps une conception allégée des réseaux de professionnels et de parties prenantes et une base de données de connaissances sur la biodiversité. Ils ont également convenu qu'ils pourraient s'orienter vers des objectifs à long terme de liens intergouvernementaux formels et entreprendre des évaluations scientifiques au fur et à mesure du développement des capacités, de l'établissement de relations internes et de l'acquisition de connaissances.



**Illustration 4.4: vers une plateforme régionale sur la biodiversité en Asie centrale.** Exemple des premières étapes d'un processus de création d'une plateforme régionale de biodiversité en Asie centrale. Les parties prenantes du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan ont été invitées à identifier sa valeur ajoutée dans les contextes scientifiques, politiques et pratiques régionaux et nationaux, ainsi que les prochaines étapes en vue d'une collaboration formelle.



**Tableau 4.1: objectifs clés des plateformes nationales sur la biodiversité et activités favorisant leur réalisation.** Sur la base d'entretiens avec les plateformes nationales de biodiversité.

OBJECTIFS	ACTIVITÉS POTENTIELLES
<p><b>1. Améliorer le transfert de connaissances entre la science, la politique, la pratique et la société pour des processus décisionnels mieux informés et plus inclusifs</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❁ Identifier les besoins et les sources d'information dans les domaines de la science, de la politique et de la pratique (analyse de l'horizon, cartographie des connaissances, analyse des lacunes, etc.)</li> <li>❁ Synthétiser, traduire et partager les connaissances sur la biodiversité de manière à encourager leur utilisation par les décideurs (par exemple, réaliser des évaluations des écosystèmes, élaborer des produits de connaissance ciblés sur des questions telles que la note d'information sur l'évaluation de la pollinisation de l'IPBES pour le secteur agricole).</li> <li>❁ Synthétiser, traduire et partager les connaissances sur les processus décisionnels ( politiques, plans, programmes) afin que les détenteurs de connaissances puissent mieux répondre aux besoins d'information des décideurs.</li> <li>❁ Créer des outils et des processus qui soutiennent la science, la politique et la pratique (comme des modèles, protocoles d'évaluation des risques, cadres ou méthodologies de prise de décision, évaluations nationales des écosystèmes, etc.).</li> <li>❁ Mobiliser les données : publication des données, création et gestion de bases de données, développement de normes et d'outils pour le stockage et l'utilisation des données. Coordonner les processus de dialogue pour les groupes cibles dans les domaines de la science, de la politique et de la pratique afin de concevoir conjointement des questions de recherche, de produire conjointement des connaissances et de concevoir conjointement des options pour la gestion des questions de biodiversité (comme des ateliers, réunions, conférences, etc.).</li> <li>❁ Évaluer ou suivre les progrès réalisés dans l'intégration des considérations relatives à la biodiversité dans les politiques et les pratiques des différentes juridictions et des différents secteurs.</li> <li>❁ Créer, héberger et entretenir des bases de données nouvelles ou existantes sur la biodiversité et les services écosystémiques, les institutions, les programmes, les projets, les experts, les équipes de recherche, les événements et les possibilités de financement.</li> </ul>
<p><b>2. Créer des réseaux, des alliances et des communautés de pratique (réactifs)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❁ Identifier et mobiliser les parties prenantes, les détenteurs de connaissances et les secteurs qui pourraient bénéficier de l'intégration de la biodiversité dans la prise de décision (cartographie des parties prenantes et des opportunités de services écosystémiques).</li> <li>❁ Permettre un contact rapide entre les experts et les autres détenteurs de connaissances en cas de besoin (par exemple, si les décideurs politiques ont besoin d'une réponse à une question spécifique ou un scientifique souhaite obtenir des informations sur la pertinence politique d'un travail proposé).</li> <li>❁ Identifier les points communs et les stratégies coordonnées pour aborder les questions de biodiversité.</li> <li>❁ Coordonner ou soutenir des communautés de pratique transdisciplinaires ( biodiversité et santé, espèces exotiques envahissantes).</li> <li>❁ Mettre en place des mécanismes de mobilisation et de réponse des réseaux, des alliances et des communautés de pratique.</li> </ul>
<p><b>3. Soutenir les processus gouvernementaux nationaux et infranationaux</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❁ Informer sur le développement d'initiatives politiques et de recherche au niveau local (cantons, villes) jusqu'au niveau national (par exemple, formulation de la Stratégie et des Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité - SPANB).</li> <li>❁ Informer sur l'évolution des systèmes de financement nationaux et internationaux.</li> <li>❁ Informer sur l'élaboration de programmes éducatifs (comme des programmes d'études pour les écoles et les universités).</li> </ul>

Tableau 4.1 suite

OBJECTIFS	ACTIVITÉS POTENTIELLES
<p><b>4. Soutenir les processus (scientifiques) politiques internationaux et les relier au contexte national et aux communautés d'experts locales</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Fonctionner comme, accueillir, soutenir ou collaborer étroitement avec les points focaux nationaux pour les processus politiques internationaux tels que la CDB, la CITES, la CMS, l'IPBES, le GIEC, l'IUCN, la Convention de Ramsar, l'UNCCD, l'UNFCCC, les ODD, etc.</li> <li>✿ Rationaliser les mécanismes d'établissement de rapports, la collecte de données et les indicateurs au niveau national en fonction des différents cadres politiques, dans la mesure du possible.</li> <li>✿ Renforcer les synergies entre les activités et les processus de communication des processus politiques internationaux, par exemple : accéder aux données et les partager, élaborer des positions nationales cohérentes dans l'ensemble des processus, soutenir les nominations nationales, sensibiliser.</li> <li>✿ Soutenir les initiatives régionales en faveur de la biodiversité, telles que WABES (contribution de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES), le réseau des organisations d'Europe et d'Asie centrale participant à l'IPBES, le partenariat pour la biodiversité (consortium d'organismes de financement promouvant la recherche paneuropéenne sur la biodiversité et les services écosystémiques), EKLIPSE (mécanisme de connaissance et d'apprentissage en matière de biodiversité et de services écosystémiques).</li> </ul>
<p><b>5. Renforcer les capacités et faciliter la création d'environnements favorables</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Soutenir la coordination de plateformes et d'événements pour le renforcement des capacités, la mise en réseau des parties prenantes, etc.</li> <li>✿ Aider les parties prenantes et les détenteurs de connaissances à participer aux processus science-politique-pratique (financement de voyages, traduction de curriculums vitae, rédaction de dossiers de demande de soutien pour les institutions d'origine, etc.).</li> <li>✿ Établir des relations de travail fondées sur la confiance et l'apprentissage mutuel en créant des processus inclusifs pour un engagement équitable et transparent des parties prenantes et des détenteurs de connaissances.</li> </ul>
<p><b>6. Sensibiliser aux questions de biodiversité pertinentes pour la science, la politique, la pratique et le public, la société civile</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Élaborer des outils de communication ou des résultats ciblés (site Internet, bulletins d'information, listes de diffusion, rapports, fiches d'information, communiqués de presse, réponses directes aux demandes de renseignements du public, etc.)</li> </ul>

## 5. COMMENT LANCER UNE PLATEFORME NATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ

**Message clé :** *Les structures de gouvernance et de gestion doivent impliquer les parties prenantes, permettant ainsi d'atteindre les objectifs, de tirer parti des ressources et d'acquérir de l'influence. Diversifier la base de ressources pour assurer la durabilité à long terme. Constituer une équipe aux compétences diversifiées.*

### 5.1 Conception de la structure institutionnelle et de la gouvernance

Comme les circonstances varient d'un pays à l'autre, la conception d'une PNB doit être adaptée aux besoins de l'interface science-politique-pratique, aux priorités socio-environnementales nationales, à la dynamique des parties prenantes et aux ressources disponibles pour le fonctionnement. <sup>[11,17]</sup> Par conséquent, les PNB peuvent avoir différents niveaux de complexité et différentes formes d'engagement des parties prenantes (voir [l'illustration 5.1 A– C](#)). Par exemple, une PNB peut commencer comme suit :

- ❁ Un réseau informel de parties prenantes intéressées par les questions de biodiversité ;
- ❁ Une plateforme de communication ou un forum de discussion qui partage des informations (par exemple, par le biais de publications, de sites Internet, de présentations) avec les décideurs ;
- ❁ Une série de réunions ad hoc entre les parties prenantes et les détenteurs de connaissances sur des questions d'importance nationale qui peuvent émerger dans un court laps de temps et nécessitent une réponse politique ;
- ❁ Un groupe de travail, un projet ou une évaluation scientifique dans un but clairement défini ;
- ❁ Un organe organisationnel à long terme doté d'une coordination, d'un conseil consultatif, de groupes de travail, d'un mandat et d'un programme de travail clairement définis.

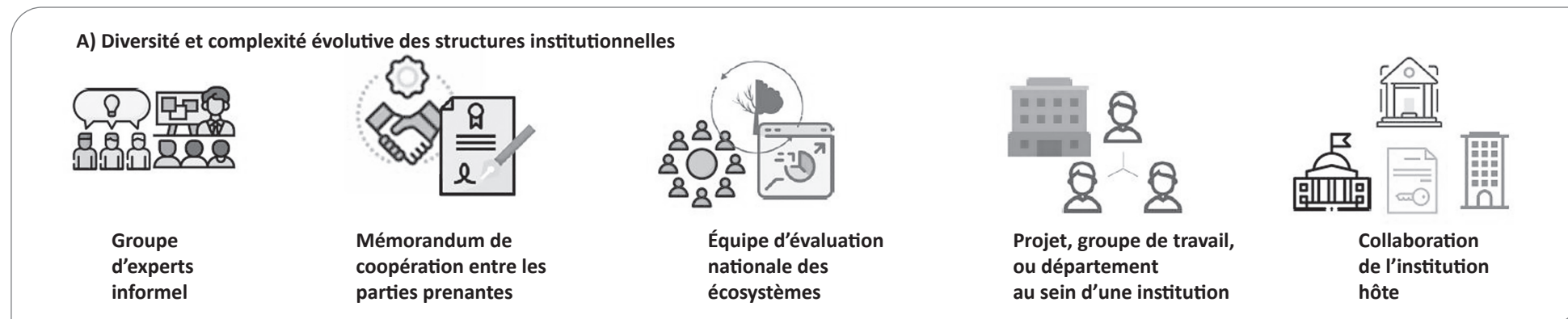
En outre, la structure institutionnelle peut évoluer au fil du temps pour s'adapter aux changements parallèles de ces facteurs. [L'illustration 5.1 A– C](#) fournit des exemples de la manière dont les membres et les activités de certaines PNB consultées ont évolué en réponse aux nouvelles ressources disponibles et aux changements dans le paysage national de science-politique-pratique. Les citations suivantes sont d'autres exemples de l'évolution de certaines PNB au cours de leur vie.

**Belgique :** *« Au départ, nous étions plus proches des scientifiques, apportant un soutien pratique (comme la mobilisation des données). Mais au fur et à mesure que nous sommes devenus plus actifs à l'interface, nous nous sommes transformés en un organe de coordination des initiatives scientifiques et politiques. Nous avons maintenant mieux pris en compte cette évolution dans notre nouveau plan stratégique. »*

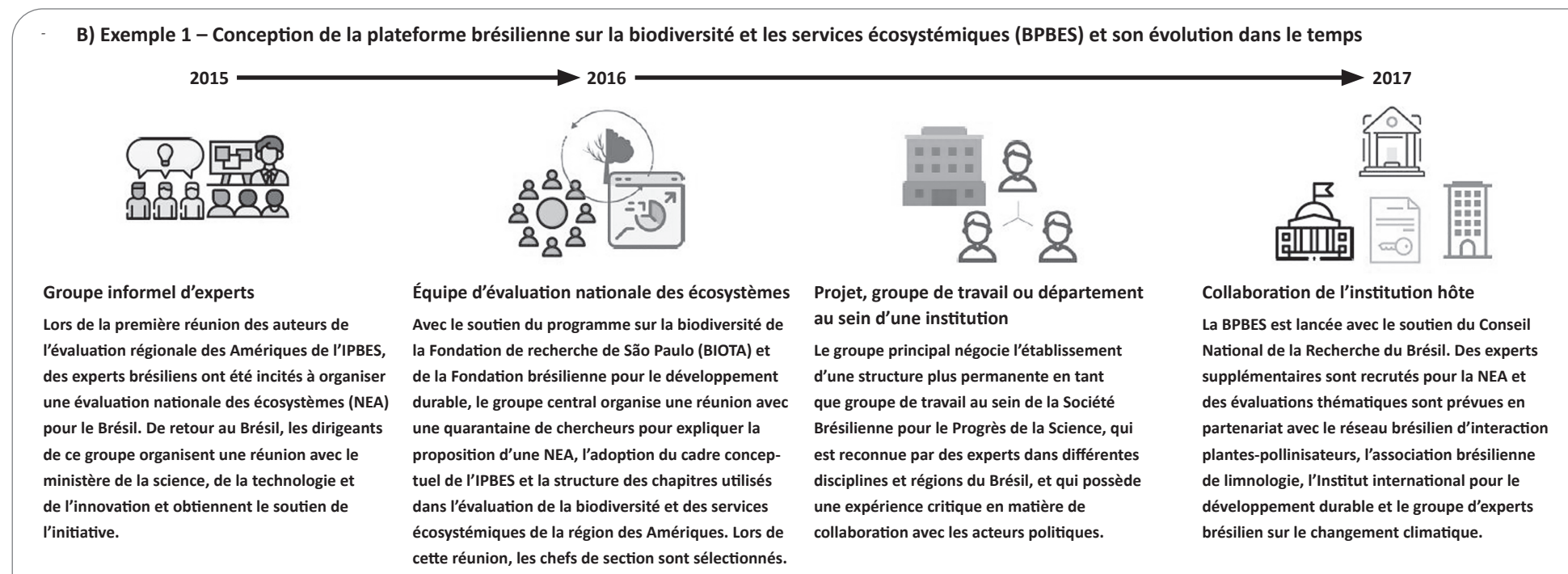
**Allemagne :** *Au début, vous avez une idée de la manière dont les choses peuvent être faites, mais plus tard, vous vous rendez compte que des changements sont nécessaires. Il peut arriver, par exemple, que certains aspects du travail de la plateforme soient repris par une autre institution au fil du temps. Lorsque les conditions changent en tant que telles, le rôle et les tâches d'une plateforme peuvent également changer. »*

**Mexique :** *« Au cours de sa première phase (1993-1995), CONABIO s'est consacrée à la mise en œuvre des normes internationales alors naissantes, relatives aux structures des bases de données sur la biodiversité et à l'appui des projets visant à les atteindre. Dans une deuxième phase (1995 à 1998), elle a commencé à produire des analyses et des documents d'importance nationale, en partie sur la base des données déjà obtenues, mais toujours sans que l'on puisse parler d'utilisateurs réguliers, hormis ceux qui sont strictement académiques. Cependant, la collecte de données s'est considérablement développée. Au cours de la troisième phase (1998 à ce jour), CONABIO a reçu une demande croissante de conseils, en commençant par ceux liés au suivi des besoins forestiers, à la gestion des espèces forestières et à la définition des priorités en matière d'actions de conservation. Actuellement, l'institution conseille régulièrement, et en vertu de dispositions légales, différents départements du gouvernement fédéral. »*

Illustration 5.1 : options de conception possibles pour les plateformes nationales sur la biodiversité

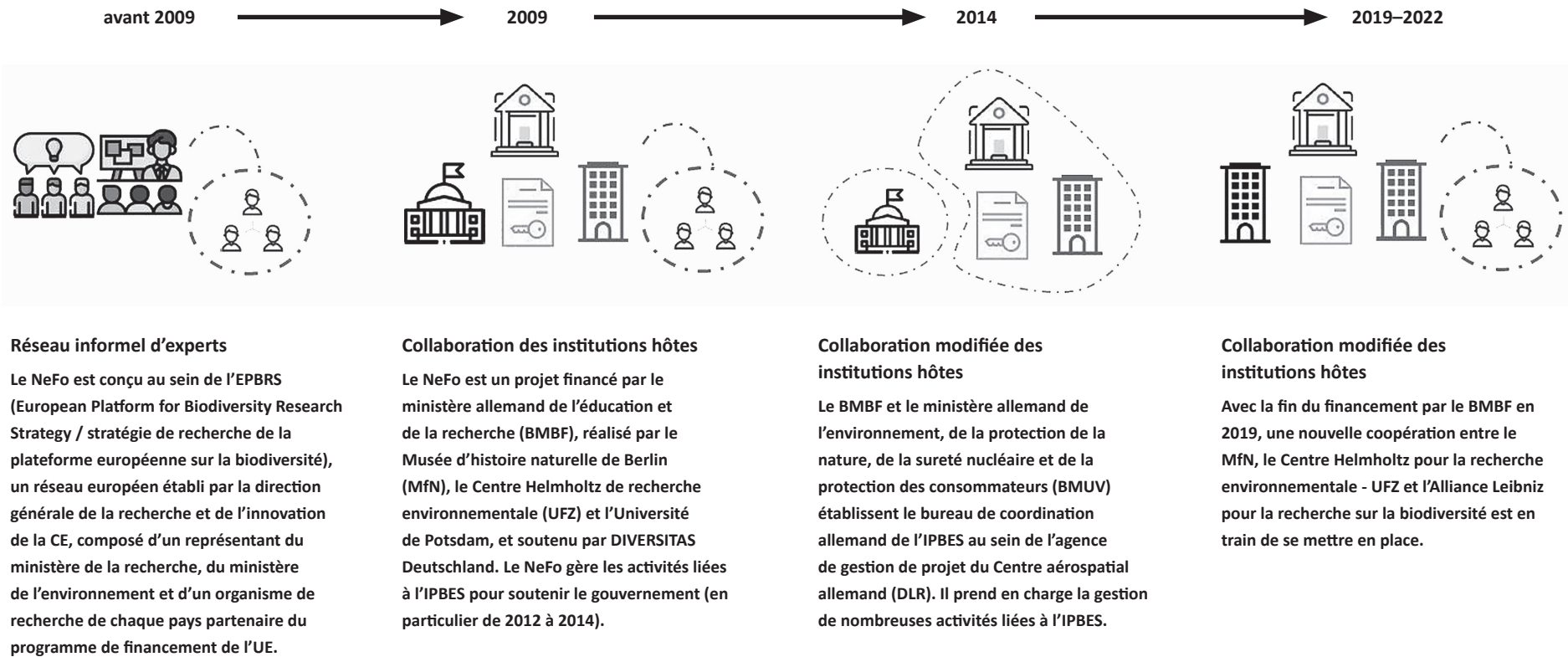


**Illustration 5.1 A :** Il existe toute une série de structures institutionnelles qu'une plateforme nationale sur la biodiversité peut adopter en fonction de son point de départ et de ses objectifs. En outre, la structure institutionnelle initiale peut être adaptée en fonction de l'évolution des circonstances : besoins en matière d'interface science-politique-pratique, priorités socio-environnementales nationales, dynamique des parties prenantes et ressources disponibles pour son fonctionnement. Illustration basée sur les données des plateformes nationales de biodiversité consultées.



**Illustration 5.1 B :** La plateforme brésilienne sur la biodiversité et les services écosystémiques a formalisé sa structure institutionnelle tandis que l'équipe centrale adoptait de nouveaux projets, nouait de nouveaux partenariats et mobilisait davantage de ressources pour étendre ses activités.

### C) Exemple 2 - Conception du forum-réseau allemand pour la recherche sur la biodiversité (NeFo) et son évolution dans le temps



**Illustration 5.1 C :** Le forum du réseau allemand pour la recherche sur la biodiversité était à l'origine un projet (représenté dans la figure par l'équipe regroupée dans un cercle en pointillés) d'une autre interface science-politique-pratique et a évolué vers un projet de collaboration entre plusieurs institutions de recherche et d'enseignement. Sa structure et ses activités sont modifiées en fonction des ressources disponibles et de l'entrée d'autres organisations dans le paysage scientifique, politique et pratique de la biodiversité.

Les PNB qui sont (ou sont hébergées dans) des institutions formelles dans le paysage science-politique-pratique sont susceptibles d'avoir à la fois un organe de gouvernance et une équipe de gestion de base. L'organe de gouvernance est chargé de guider l'orientation stratégique de la PNB et de contribuer à la mise en place du réseau et des ressources nécessaires à la réalisation de ses objectifs. La direction ou l'équipe centrale est responsable de l'exécution du plan stratégique.

**Belgique:** « *Notre équipe établit un plan de travail annuel basé sur les besoins des utilisateurs et l'analyse de l'horizon. Nous élaborons une stratégie sur une base quadriennale, en examinant le paysage international – le contexte actuel et ce que nous prévoyons pour les prochaines années – afin de nous assurer que ce que nous faisons sera pertinent. Un groupe d'experts rédige d'abord, en interne, une stratégie qui est examinée par le comité de pilotage, qui décide ensuite si elle constitue une bonne voie à suivre. Ensuite, nous élaborons un plan de mise en œuvre annuel détaillé.* »

**Allemagne :** « *Un conseil consultatif persistant pendant toute la période de financement aurait pu contribuer à donner au NeFo un statut, une position et une reconnaissance plus solides (et, ainsi, une légitimité), par le biais de l'appropriation et de la responsabilité parmi les différentes parties prenantes.* »

L'expérience des PNB consultées montre qu'un organe de gouvernance bien conçu (comité directeur, conseil, conseil consultatif ou conseil des intervenants, etc.) comprend les parties prenantes et les détenteurs de connaissances qui peuvent conférer à la PNB la crédibilité, la pertinence, la légitimité et les ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs, exécuter son mandat (s'il y a lieu) et préserver sa viabilité. Sur la base des résultats des exercices d'inventaire (cartographie) au [chapitre 4 – section 4.2](#), vous pouvez rassembler les groupes de parties prenantes qui pourraient répondre à ces besoins et qui pourraient être intéressés par la gouvernance et/ou la gestion de certains aspects de la PNB de manière substantielle, afin de définir les dispositions institutionnelles.

**France :** « *L'essentiel est de disposer d'un réseau solide de personnes engagées, touchant les trois cercles - politique (par l'intermédiaire de plusieurs ministères), recherche (par l'intermédiaire des principaux instituts de recherche) et professionnels (en s'appuyant sur les réseaux existants intéressés par la biodiversité) - pour remplir les différentes fonctions d'une PNB. Il faudra ensuite plusieurs années pour renforcer le réseau et le développer.* »

Les éléments suivants sont à prendre en considération pour les structures institutionnelles d'une PNB, qui favoriseront l'inclusion, la transparence, la responsabilité et, de manière générale, des opérations harmonieuses et efficaces :

- ❁ Viser à développer l'accès aux forums de décision et aux ressources (par exemple expertise, financement, soutien en nature) par le biais des réseaux étendus de collaborateurs au sein et au-delà des organes de gouvernance.
- ❁ Améliorer la représentation et la collaboration entre les différentes régions géographiques, les niveaux de compétence, l'expertise, les secteurs et les types de connaissances, qui peuvent être actuellement déconnectés dans le paysage science-politique-pratique.
- ❁ Mettre en place des mécanismes allégés pour garantir la qualité des activités et des résultats.
- ❁ Veiller à ce que les rôles et les responsabilités des membres des organes de gouvernance et des équipes de gestion soient clairement définis, en demandant par exemple :
  - Comment l'adhésion est-elle déterminée (par exemple critères d'éligibilité, renouvellement des mandats) ?
  - Quelles ressources les membres fourniraient-ils pour soutenir la plateforme (par exemple financement de base, soutien en nature, personnel détaché) ?
  - Qui participe à l'établissement des ordres du jour, à la convocation des réunions ad hoc, etc. ?
  - Quelles sont les décisions prises par consensus, à la majorité ou de manière exécutive ?
  - Qui peut participer à la prise de décision (par exemple, les membres observateurs peuvent-ils voter) ?
  - Comment gérer les conflits d'intérêts (par exemple, les tensions entre les sources de financement et les processus de production de connaissances) ?

**Colombie :** « *Le processus est ouvert : toute communauté autochtone et locale peut adresser une lettre au comité pour demander son adhésion. Cependant, nous ne pouvons pas avoir d'assemblée. Nous ne sommes pas fermés, mais nous sommes composés d'environ 10 à 15 institutions, qui sont les coordinateurs de leur secteur ou de leur réseau.* »

**France :** « *La PNB est hébergée par la Fondation française pour la recherche sur la biodiversité (FRB). La PNB a été créée suivant une décision des ministères principalement intéressés par l'IPBES (Recherche, Affaires Étrangères et Environnement), qui ont rédigé nos termes de référence. La FRB reçoit des fonds du ministère de l'Enseignement*

*supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du ministère de la Transition écologique pour fonctionner, parmi d'autres sources de financement supplémentaires. Il y a actuellement 244 institutions au sein du Conseil consultatif des parties prenantes de la FRB, l'un de ses organes de gouvernance qui est organisé en sous-groupes. Les chefs des sous-groupes sont membres de la PNB ; nous travaillons avec eux plutôt qu'avec l'ensemble du Conseil, afin de faciliter la gestion globale. Ils assistent aux réunions pour recevoir des informations et apporter leur contribution du point de vue des parties prenantes, mais ils ne prennent pas de décisions (les décisions sont du ressort des ministères). »*

Les entretiens avec les PNB établis ont mis en évidence une variété de dispositions institutionnelles allant de structures simples à des structures complexes. Il a été observé que dans les pays développés, les centres de recherche jouaient généralement le rôle de chef de file dans l'hébergement des PNB, tandis que dans les pays en développement, les PNB étaient principalement hébergées au sein des services gouvernementaux à l'échelle nationale. Voici des exemples de types d'institutions qui ont participé à l'établissement ou à l'hébergement de PNB :

- ❁ Instituts de recherche et académies des sciences (comme en Allemagne, Brésil, Colombie, Suisse) ;
- ❁ Organismes gouvernementaux nationaux et/ou infranationaux, tels que les départements, les organes de coordination interministérielle, etc. (par exemple en Afrique du Sud, Madagascar, Mexique, République démocratique du Congo, Suède, Viêt Nam) ;
- ❁ Réseaux régionaux d'interfaces science-politique-pratique (par exemple le réseau ECA).

Il existe également un large éventail d'autres exemples intéressants de configurations dont les organes de gouvernance sont constitués de groupes mixtes :

- ❁ Cameroun: un groupe de travail informel composé de représentants de ministères, d'une association de peuples autochtones, de communautés locales et d'universités a d'abord vu le jour, avant d'évoluer vers un comité interministériel ;
- ❁ Danemark: coopération entre de grandes universités et un ministère ;
- ❁ France : consortium d'instituts de recherche, d'universités, du secteur privé et de ministères ;
- ❁ Maroc: consortium de ministères, d'ONG, d'associations de gouvernements locaux.

*Azerbaïdjan : « Nous avons consulté des experts juridiques afin d'obtenir des modèles possibles pour la structure de la PNB qui pourraient être maintenus à long terme (10-20 ans) ; 3-4 modèles ont été délibérés ».*

*Brésil : « L'indépendance vis-à-vis du gouvernement n'est pas toujours la meilleure solution. Bien que la crédibilité des résultats de l'évaluation ne soit pas compromise - ce qui empêcherait le gouvernement de les adopter - et qu'il y ait une énorme flexibilité (comme pour obtenir les meilleurs résultats, en faisant appel aux bonnes personnes, etc.), il faudra trouver des moyens de faire parvenir les conclusions aux décideurs politiques. »*

*Cameroun: « L'expérience du Cameroun, qui a mis en place une plateforme dotée d'un mandat spécifique pour la coordination des évaluations nationales sur la biodiversité et les services écosystémiques, a été couronnée de succès. Nous avons examiné le paysage actuel de la coordination des évaluations de la biodiversité et ce qui pourrait être mis à profit afin d'obtenir une contribution et une supervision réussies. Une plateforme préexistait, le Comité national de la biodiversité (CNB), basé au sein du Ministère de l'Environnement, qui était chargé de coordonner les interventions, d'assurer le suivi et de rendre compte de la mise en œuvre nationale des engagements mondiaux en matière de biodiversité. Il s'agissait d'un organe interministériel. Il y avait un problème de capacité en ce qui concerne les informations disponibles et crédibles requises pour ses décisions. Des discussions ont été menées avec et au sein du ministère chargé de l'environnement sur l'intérêt de disposer d'une plateforme nationale sur la biodiversité qui pourrait superviser les évaluations des informations scientifiques et fournir des informations crédibles pour répondre aux besoins politiques du CNB et du ministère. À l'époque, le gouvernement avait entamé le processus d'élaboration d'une nouvelle phase pour sa stratégie nationale de développement 2010-2020, qui arrivait à échéance. La plateforme a offert une fenêtre d'opportunité pour intégrer l'information dans les besoins politiques émergents. Le ministère ayant reconnu ce besoin, la tâche a été plus facile. La PNB est désormais un sous-comité du Comité national de la biodiversité, avec une direction clairement définie, et qui cherche à garantir un caractère véritablement multipartite. »*

*Allemagne : « NeFo ne travaille pas avec les parties prenantes locales ; il n'est engagé qu'avec les ONG de conservation de la nature et d'autres parties prenantes à l'échelle fédérale. Mais cela a été identifié comme un point à améliorer ; il serait très bénéfique pour toute plateforme d'établir des liens avec les différents niveaux juridiques et en particulier avec la mise en œuvre au niveau local et régional. »*

## 5.2 Rechercher la crédibilité, la pertinence et la légitimité dans les opérations de la PNB

Les processus institutionnels sont le cadre des approches et des pratiques de travail utilisées par la PNB pour exécuter son plan stratégique, atteindre ses objectifs et remplir son mandat. Comme pour la conception des structures institutionnelles, il est important, lors de la conception des processus, d'adopter les valeurs d'inclusion, de transparence et de responsabilité, qui sont autant de fondements de la crédibilité, de la pertinence et de

la légitimité. Le [tableau 5.1](#) présente les stratégies communes utilisées par les interfaces science-politique-pratique pour renforcer leur crédibilité, leur pertinence et leur légitimité, ainsi que des exemples de la manière dont les PNB établies les ont mises en œuvre au sein de leurs structures ou processus institutionnels.

**Tableau 5.1 : stratégies communes utilisées par les interfaces science-politique-pratique pour renforcer leur crédibilité, leur pertinence et leur légitimité.** Basé sur van der Hel et Biermann (2017) « The authority of science in sustainability governance : a structured comparison of six science institutions engaged with the Sustainable Development Goals » (L'autorité de la science dans la gouvernance de la durabilité : une comparaison structurée de six institutions scientifiques engagées dans les objectifs de développement durable).<sup>[18]</sup>

CRÉDIBILITÉ	EXEMPLES D'UTILISATION DE LA STRATÉGIE PAR LES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ CONSULTÉES
Examen par les pairs : garantir la qualité scientifique grâce à des procédures formelles d'examen (élargi) par les pairs des produits de la connaissance	<p><b>France :</b> « <i>La qualité du travail de la PNB, en particulier dans la préparation des points de l'ordre du jour des plénières de l'IPBES, a été reconnue et renforce la présence de la PNB dans le paysage de l'élaboration des politiques.</i> »</p> <p><b>Suisse :</b> « <i>Les experts sont tenus de déclarer leurs conflits d'intérêts lorsqu'ils participent à des processus de production de connaissances pour des produits destinés aux décideurs politiques.</i> »</p> <p><b>Colombie :</b> « <i>Comme les principes de l'IPBES recherchent la crédibilité et la légitimité, nos processus sont basés sur des procédés d'examen et des appels externes et ouverts, qui invitent tout secteur possédant des connaissances en matière de biodiversité et souhaitant contribuer à la réalisation d'une évaluation.</i> »</p>
Titres de compétences: engager les détenteurs de connaissances qui possèdent des titres de compétences reconnus	<p><b>Afrique du Sud :</b> « <i>L'un des membres de notre conseil d'administration (de SANParks) a été sélectionné pour faire partie du groupe d'experts multidisciplinaire de l'IPBES.</i> »</p>



Tableau 5.1 suite

PERTINENCE	EXEMPLES D'UTILISATION DE LA STRATÉGIE PAR LES PLATEFORMES NATIONALES SUR LA BIODIVERSITÉ CONSULTÉES
<p>Intégration : synthétiser les meilleures connaissances disponibles et élaborer des produits de connaissance complets et intégrés, dans des formats adaptés aux besoins de la prise de décision</p>	<p>Danemark: « <i>Nous travaillons avec les meilleurs experts scientifiques de notre pays pour élaborer des dossiers de consensus. Nous nous attendons à ce que ces documents aient un impact politique car ils reposent sur une déclaration uniforme de la communauté scientifique, au sens large, à l'intention du public et des décideurs. Vous ne pouvez pas choisir un scientifique qui vous dit ce que vous voulez entendre et aller dans cette direction ; vous disposez maintenant de 50 scientifiques qui arrivent aux mêmes conclusions : c'est le point crucial pour faire avancer l'agenda de la biodiversité.</i> »</p> <p>Mexique : « <i>Une moyenne d'environ 250 experts dans différents domaines de connaissance, y compris les questions sociales, la biodiversité, le contexte physique, entre autres, participent à l'élaboration de chaque étude nationale (infranationale) sur la biodiversité.</i> »</p>
<p>Adapté à l'objectif : fournir des connaissances opportunes et applicables aux processus de prise de décision</p>	<p>Brésil : « <i>Le fait que la BPBES ne soit ni un organisme gouvernemental, ni une ONG ou une entreprise privée, permet de conserver une certaine mobilité, une bureaucratie réduite et une action rapide.</i> » <sup>[14]</sup></p> <p>France : « <i>La PNB n'est pas une structure ad hoc mais est hébergée par une institution limitrophe (Fondation française pour la recherche sur la biodiversité) qui travaille à l'interface science-politique : c'est la clé de son efficacité sur les questions de l'IPBES.</i> »</p> <p>Mexique : « <i>Toutes les stratégies nationales et régionales en matière de biodiversité comprennent un diagnostic basé sur des études de la biodiversité. CONABIO aide les autorités subnationales à élaborer leurs stratégies en fonction de leurs besoins particuliers.</i> »</p> <p>Suisse : <i>Ce secteur commence seulement à prendre conscience de la nécessité d'inclure la biodiversité dans leur portefeuille de 'finances durables'.</i> »</p> <p>Mexique : « <i>L'Alliance mexicaine pour la biodiversité et les entreprises a été créée par la société civile et le secteur privé en tant que mécanisme permanent de dialogue intersectoriel pour aborder les questions liées à la conservation, à l'utilisation durable et à la restauration de la biodiversité du Mexique dans une perspective commerciale.</i> »</p>
<p>Solutions : développer des approches et des outils pour aider à la résolution des problèmes et à la prise de décision</p>	<p>Colombie : « <i>La plupart des institutions membres de notre comité national sont axés à la fois sur les sciences naturelles et les sciences sociales.</i> »</p>

Tableau 5.1 suite

LÉGITIMITÉ	EXEMPLES D'UTILISATION DE LA STRATÉGIE PAR LES PLATEFORMES NATIONALES POUR LA BIODIVERSITÉ CONSULTÉES
<p>Représentation : inclure divers systèmes de connaissances, disciplines, genres et régions géographiques dans les structures et processus institutionnels</p>	<p><b>Brésil :</b> « Une PNB ne peut pas être simplement un groupe d'amis scientifiques, mais doit au contraire représenter des scientifiques de différentes régions, de différents sexes et de différentes expertises. Il y a beaucoup de jalousie entre les institutions scientifiques des régions et des États du Brésil. Pour gérer cette situation, nous avons choisi de nous engager d'abord avec une organisation faïtière nationale travaillant avec toutes les disciplines et tous les États du Brésil – la Société brésilienne pour le progrès de la science –, et de faciliter le travail avec d'autres organisations limitrophes, afin de construire une représentation et une légitimité élevées à partir de diverses parties du pays. »</p> <p><b>Suisse :</b> « Nous sommes accueillis par l'Académie suisse des sciences, qui est une institution nationale globale et indépendante. Le fait de ne pas être lié à une université particulière augmente la crédibilité et la légitimité, car le travail et les positions politiques de la PNB ne sont pas considérés comme une machine de relations publiques pour une institution particulière. »</p> <p><b>Mexique :</b> « Pour l'élaboration de l'ENBIOMEX [stratégie nationale sur la biodiversité au Mexique], des consultations et des ateliers spécialisés ont été organisés afin d'intégrer la dimension de genre et de renforcer la participation des IPLC (peuples autochtones et communautés locales) à sa mise en œuvre. »</p>
<p>Reconnaissance : obtenir un mandat ou un rôle institutionnalisé dans les mécanismes de gouvernance</p>	<p><b>Cameroun:</b> « Un indicateur clairement défini dans le document d'orientation de la NBSAP II pour atteindre la cible 2 (sur l'information scientifique) consiste à établir « une plateforme nationale opérationnelle pour la science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (SPBES). C'est sur la base de ce mandat clair que la plateforme a été établie par une décision du Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable en 2017 ».</p> <p><b>Plateforme sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques en Afrique de l'Ouest - WABES :</b> « Nous travaillons directement avec les points focaux nationaux de l'IPBES, qui sont mandatés par les gouvernements nationaux. »</p>
<p>Participation : inclure les parties prenantes et les détenteurs de connaissances dans la conception conjointe des objectifs, des activités et des résultats de la PNB</p>	<p><b>Brésil :</b> « Le fait que, contrairement aux évaluations intergouvernementales, le gouvernement n'ait pas de droit de veto sur nos rapports contribue à l'objectif de légitimité. Toutes les parties prenantes ont le même poids dans le processus, y compris le gouvernement. » <sup>[14]</sup></p> <p><b>Brésil :</b> « La participation se fait dès le stade de l'élaboration conjointe des questions de recherche - nous avons modifié notre façon de travailler pour parvenir à une coproduction des résultats. »</p>

## 5.3 Gestion des ressources

Idéalement, une PNB construit et gère sa base de ressources de manière à pouvoir atteindre ses objectifs principaux et ses activités de soutien, tout en restant flexible afin de répondre aux besoins émergents à l'interface science-politique-pratique, aux événements imprévus et aux éventuelles opportunités. La base de ressources est constituée de l'ensemble des financements internes, des contributions en nature, des compétences, de l'expertise et des relations, ainsi que de la capacité de la PNB à tirer parti de son réseau pour y accéder.

### 5.3.1 Financement / Gestion financière

L'expérience montre qu'il est utile d'exploiter diverses sources de financement pour garantir les ressources (financières et en nature) nécessaires au démarrage et à la viabilité à long terme. Les témoignages suivants fournissent des exemples de la multiplicité des stratégies utilisées par les PNB consultées pour développer, gérer et étendre leur base de ressources.

**Belgique:** « *Le budget est resté le même au cours des 15 dernières années. Au départ, nous avons moins de personnel, mais plus de ressources. Aujourd'hui, nous avons plus de personnel et certains membres du personnel travaillent depuis longtemps pour la PNB, ce qui explique que leurs salaires aient augmenté. Nous avons donc été poussés à nous engager davantage dans des projets externes, qui bénéficient d'un financement et qui sont en phase avec notre travail.* »

**Brésil :** « *La BPBES est principalement financée par des agences gouvernementales qui subventionnent la recherche (85 % du budget), les principaux coûts étant liés à l'évaluation nationale de la BES. Chaque membre de l'équipe centrale disposait d'un post-doctorant à temps plein et d'étudiants techniques pour l'aider dans des tâches spécifiques. Cela peut également être considéré comme une activité de renforcement des capacités, puisqu'ils ont appris à mener une évaluation et ont acquis de l'expérience en matière de communication scientifique et d'arènes internationales de négociation.* »

**Brésil :** « *La communication et la sensibilisation ont été un autre élément clé de la conception et de la stratégie de BPBES pour permettre un financement à long terme.* » <sup>[14]</sup>

**Brésil :** « *Nous collectons actuellement des fonds en nous engageant auprès des ambassades des pays qui soutiennent habituellement les activités environnementales, par exemple l'Allemagne, la Norvège, etc.* »

**Danemark:** « *Nous avons discuté des appels d'offres comme source de financement, mais nous ne travaillons pas en tant qu'agence de conseil. Il existe une zone grise, dans laquelle nous sommes prêts à financer des projets, mais seulement si la tâche est tout à fait scientifique et correspond à notre crédibilité scientifique.* »

**Mexique :** « *Environ 60 à 70 % du budget de CONABIO provient de fonds fédéraux ; le reste provient de sources externes, dont certaines sont d'origine internationale. Tous les fonds sont déposés dans une fiducie privée, un arrangement qui a joué un rôle fondamental au fil des ans dans la performance de la Commission en permettant une utilisation harmonieuse, efficace et transparente des ressources dont elle dispose.* » <sup>[15]</sup>

Par conséquent, la combinaison de différentes sources aide les PNB à assurer la continuité et l'établissement de coalitions stratégiques peut aider à accéder à des sources de financement qui ne sont pas accessibles individuellement (voir le [tableau 5.2](#)). Idéalement, la combinaison des ressources est gérée de manière à ce qu'elles se complètent et s'amplifient mutuellement. Si cette approche se prête bien à l'établissement d'une base de ressources stable, l'augmentation du montant et de la diversité des sources de financement accroît le budget administratif nécessaire à la collecte de fonds (par exemple, la rédaction de propositions de financement), à la gestion financière et au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports. Une bonne gestion des finances et des programmes/projets augmente les possibilités d'accès à d'autres financements.

Tableau 5.2 : options pour acquérir des ressources pour les plateformes nationales sur la biodiversité

SOURCE	EXEMPLES DE RESSOURCES FOURNIES
<p><b>Universités et instituts de recherche</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement d'un projet ou d'un programme spécifique</li> <li>✿ Apport de capital en nature (par exemple, bureau ou équipement)</li> <li>✿ Contribution en nature de l'expertise en matière de communication et de relations avec les médias</li> <li>✿ Soutien au personnel de recherche et d'enseignement pour qu'il participe aux processus politiques nationaux et internationaux</li> </ul>
<p><b>Développement et coopération internationale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement désigné pour les projets et les NEA (par exemple IKI, AFD, AECID, JICA, BioBridge, GEF, WB, IUCN, GCF)</li> <li>✿ Financement du démarrage de l'organisation et des projets pilotes</li> </ul>
<p><b>Fondements</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement d'activités de renforcement des capacités (par exemple, allocations pour la participation de jeunes chercheurs aux NEA)</li> <li>✿ Financement de projets désignés</li> </ul>
<p><b>Gouvernement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement de base pour les opérations</li> <li>✿ Soutien aux experts nationaux pour qu'ils participent aux délégations des processus politiques internationaux</li> <li>✿ Détachement d'experts d'autres services</li> <li>✿ Bourses/subventions pour les chercheurs en début de carrière (postdocs, étudiants diplômés) souhaitant travailler à l'interface science-politique-pratique (renforcement des capacités)</li> </ul>
<p><b>Institutions hôtes de la PNB</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement ou contribution en nature du salaire de l'équipe centrale de la PNB</li> <li>✿ Apport de capital en nature (par exemple, bureau ou équipement)</li> <li>✿ Contribution en nature de l'expertise en matière de communication et de relations avec les médias</li> </ul>
<p><b>Appels de fonds</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement de projets désignés</li> <li>✿ Soutien aux activités de renforcement des capacités</li> </ul>
<p><b>Processus scientifiques, politiques et pratiques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Contribution en nature au soutien de la communication et de la publicité</li> <li>✿ Soutien aux activités de renforcement des capacités</li> </ul>

Tableau 5.2 suite

SOURCE	EXEMPLES DE RESSOURCES FOURNIES
<b>Organisations intergouvernementales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement du démarrage de l'organisation et du projet pilote</li> <li>✿ Financement des évaluations scientifiques</li> <li>✿ Financement des activités d'engagement des parties prenantes</li> </ul>
<b>Partenariats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement d'un projet ou d'un programme spécifique</li> <li>✿ Soutien aux experts pour qu'ils participent aux processus politiques nationaux et internationaux</li> <li>✿ Soutien aux activités de renforcement des capacités (ateliers de formation)</li> </ul>
<b>Particuliers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement discrétionnaire pour saisir les opportunités</li> </ul>
<b>Secteur privé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement de projets commandés</li> <li>✿ Parrainage d'événements (réunions, ateliers, conférences)</li> </ul>
<b>ONG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Financement d'un projet ou d'un programme spécifique</li> <li>✿ Parrainage d'événements (réunions, ateliers, conférences)</li> <li>✿ Soutien à la participation des experts aux processus politiques</li> </ul>

### 5.3.2 Ressources humaines et gestion des talents

Les compétences de l'équipe centrale d'une PNB doivent être suffisamment diversifiées pour permettre une exécution efficace des stratégies et des activités. Viser le travail en équipes transdisciplinaires avec une expertise en sciences naturelles, en sciences sociales, en savoirs autochtones et locaux, en sciences humaines (comme la politique ou le droit) et en pratique. Il est utile que l'équipe de base de la PNB ait des connaissances pratiques dans tous ces domaines ; des liens solides avec des réseaux sont utiles pour obtenir une expertise supplémentaire.

**France :** « *L'expertise technique du personnel de la PNB, relative aux processus politiques de l'IPBES, est sa principale force pour fournir un soutien efficace à la délé-*

*gation nationale dans la préparation de la plénière, ainsi que son accès à un large réseau d'experts pour préparer les discussions techniques et scientifiques. »*

**Suisse :** « *Exploiter les réseaux déjà existants sur la biodiversité et les interfaces science-politique en général permet une réduction considérable du travail dans la construction d'un réseau d'experts, de connaissances et d'actions. »*

En outre, l'expertise en matière de communication – par exemple les services de traduction linguistique, la modération/facilitation, la communication scientifique, la gestion des médias sociaux et la conception graphique – est également importante. Ces compétences sont nécessaires pour améliorer l'accès des parties prenantes aux connaissances et à la compréhension des questions relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques.

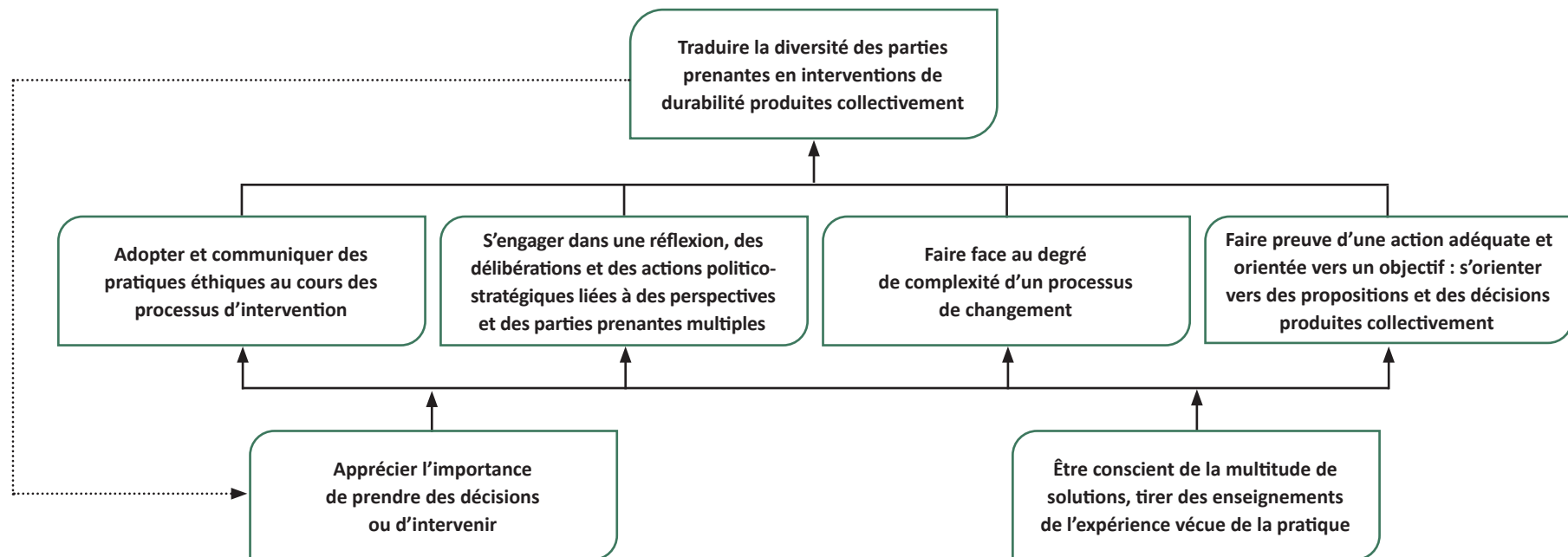
**Belgique:** « Vous avez besoin de différents types de compétences au sein d'une plateforme - celles qui conviennent au travail de bureau et celles qui conviennent à l'engagement des autres. Notre PNB a eu la chance d'avoir un membre du personnel extrêmement expérimenté et compétent en matière de facilitation qui a formé d'autres personnes au sein de notre PNB. Bien que cette personne ne travaille plus pour la PNB, ses connaissances sont toujours présentes. De bonnes compétences en matière de facilitation ont également accru la valeur de la PNB dans le contexte national : les parties prenantes nous ont demandé de fournir des services de facilitation lors d'autres événements. »

Les équipes de la PNB qui sont motivées et persévérantes, flexibles et pleines de ressources, qui sont capables d'autoréflexion et qui sont prêtes à apprendre sont très bien placées pour relever les défis de l'interface entre la science, la politique et la pratique.

**Belgique:** « Nous sommes en mesure de travailler de manière flexible parce que notre personnel fait preuve d'un haut niveau d'engagement, d'enthousiasme et d'implication. »

**Brésil :** « Le processus d'évaluation est long et intense, c'est pourquoi les chercheurs impliqués doivent être très intéressés par le travail de gouvernance et doivent voir qu'il y a une contribution importante à apporter dans ce domaine, sinon il sera difficile de rester motivé pour obtenir de bons résultats du processus. »

L'engagement des parties prenantes étant une activité stratégique majeure d'une PNB, il est très utile que l'équipe centrale ait les connaissances, les compétences et les sensibilités culturelles nécessaires pour faciliter les interactions entre les parties prenantes de différents secteurs de la société, qui conduisent à une transformation des processus de prise de décision.<sup>[19]</sup> L'interface science-politique nécessite des compétences similaires à celles requises pour les processus de gestion du changement (voir l'illustration 5.2). Si vous ne disposez pas de ces compétences en interne, faites appel à des experts et à de bons présentateurs issus de vos réseaux ou engagez des professionnels pour les processus ou événements particulièrement importants et sensibles.



**Illustration 5.2 : compétences requises pour concevoir des solutions qui soutiennent les processus de changement vers la durabilité.** Un modèle relationnel montrant les dimensions de la compétence d'intervention pour le développement durable. Les relations entre les dimensions sont représentées par des lignes et les influences par des flèches. La flèche en pointillé illustre un processus cyclique, améliorant ainsi le niveau de performance.<sup>[20]</sup>

# 6. COMMENT TRAVAILLER EN TANT QUE PLATEFORME NATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ

*Message clé : Une PNB bénéficie d'un plan de travail structuré, d'une adaptation aux nouveaux développements, d'une gestion active de la crédibilité, de la légitimité et de la pertinence ainsi que d'un engagement continu des parties prenantes.*

## 6.1 Conception de la structure institutionnelle et de la gouvernance

La gestion d'une PNB se focalise sur le renforcement de sa crédibilité, de sa pertinence, de sa légitimité (voir le [chapitre 3](#), le [chapitre 5 – section 5.1](#) et le [tableau 5.1](#)) et de sa durabilité à long terme. Ce chapitre présente les pratiques opérationnelles de base, telles qu'elles sont recommandées par les PNB consultées pour ce guide.

**Élaborer un plan de travail hiérarchisant les activités en fonction de leur pertinence, du mandat et des ressources disponibles.**

Un plan de travail annuel contient généralement une liste et un calendrier des activités et des résultats liés au plan stratégique (voir [l'illustration 4.3](#)). Le plan de travail doit être revu régulièrement (par exemple tous les 6 mois) pour s'assurer que les activités et les résultats se concentrent sur ceux qui sont :

- ❁ pertinents pour le contexte actuel de la science, de la politique et de la pratique (c'est-à-dire les besoins en matière de prise de décision des parties prenantes et des détenteurs de connaissances avec lesquels la PNB est engagée) ;
- ❁ les plus importants pour remplir le mandat officiel de la PNB. Il faut utiliser de la manière la plus stratégique possible les ressources disponibles pour atteindre les objectifs de la PNB.

### Développement de vos collaborations

La gestion des collaborations avec les parties prenantes et les détenteurs de connaissances peut être l'aspect le plus important de la coordination quotidienne, car la qualité de ces relations détermine significativement l'impact et la continuité d'une PNB. Les collaborations peuvent avoir lieu, par exemple, avec des détenteurs de connaissances (par exemple des chercheurs scientifiques, des détenteurs de connaissances autochtones

et locales), les professionnels (c'est-à-dire le secteur privé, les ONG, les détenteurs de droits), les décideurs (par exemple les administrateurs des gouvernements locaux, les entreprises, les gestionnaires des actifs de la biodiversité tels que les gestionnaires des zones protégées et les agriculteurs), d'autres plateformes science-politique-pratique (comme d'autres PNB, des plateformes régionales traitant de sujets liés à la biodiversité ou au changement climatique), des organisations de la société civile (par exemple des réseaux religieux intéressés par les questions environnementales, des groupes de citoyens scientifiques) et des processus internationaux (comme les points focaux nationaux pour les accords multilatéraux sur l'environnement (MEA)), etc.

Il est important pour une PNB de maintenir une interaction régulière avec les parties prenantes et les détenteurs de connaissances tout au long de la durée de vie d'une initiative de collaboration, afin de :

- ❁ Instaurer la confiance et une compréhension commune de l'objectif et de la nature de la collaboration ;
- ❁ Réduire la duplication des efforts et créer des synergies en regroupant les activités (ateliers communs, campagnes de communication coordonnées) ;
- ❁ Optimiser les ressources en partageant les connaissances, le financement (par exemple, un consortium d'organisations gérant une initiative dans le cadre du même programme de financement) et l'infrastructure (par exemple, les bases de données, les bureaux, l'équipement) ;
- ❁ Identifier en permanence les opportunités pour éclairer la prise de décision et comprendre qui est le mieux placé pour faire avancer l'information et/ou les demandes.
- ❁ Promouvoir un dialogue constructif entre les systèmes de connaissances.

**Belgique:** « *Le point focal national du GIEC est une personne basée à l'Office belge de la politique scientifique qui n'est pas liée à la PNB au sens strict, mais nous collaborons étroitement. Nous avons des interactions régulières, par exemple en examinant des parties des rapports du GIEC relatives à la biodiversité et en soutenant les collaborations entre l'IPBES et le GIEC. Il s'agit également d'une interaction très personnelle entre deux personnes qui se connaissent et se croisent à la machine à café. S'il y a une évolution, nous avons la possibilité de nous consulter mutuellement.* »

### **Répondre aux nouveaux développements dans le paysage science-politique-pratique**

Pour qu'une PNB reste pertinente et réponde aux besoins de la société, il faut qu'elle soit constamment consciente de l'évolution de la situation nationale, ce que l'on appelle plus généralement « un tour d'horizon. » Il s'agit de l'observation proactive des changements majeurs dans le paysage scientifique, politique et pratique qui peuvent affecter le travail de la PNB, y compris sa crédibilité, sa réputation, sa légitimité et sa durabilité. Un exercice de tour d'horizon implique essentiellement une évaluation rapide des éléments à prendre en compte pour définir les objectifs et le mandat de la PNB, qui ont été abordés dans le [chapitre 4 – section 4.2](#), et constitue un exemple de la raison pour laquelle la gestion d'une PNB est un processus itératif. En résumé, le tour d'horizon prendrait en compte les éléments suivants :

- ❁ Quels sont les besoins émergents en matière de connaissances (par exemple de nouvelles questions pour lesquelles il existe un déficit de connaissances) ?
- ❁ Quels sont les processus politiques émergents ou en recul (de nouvelles possibilités de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques) ?
- ❁ Quels sont les sujets émergents ou en recul qui constituent une priorité nationale (les nouvelles questions soulevées dans l'arène décisionnelle) ?
- ❁ Quelles sont les interactions entre les parties prenantes qui évoluent (les nouvelles parties prenantes ayant besoin d'une aide à la décision, nouvelles interfaces science-politique-pratique) ?

**Belgique:** « *De nombreuses activités de soutien aux politiques, y compris les communautés de pratique, ont été lancées autour de questions émergentes que nous jugions importantes, et ces questions sont maintenant devenues courantes dans le contexte politique international.* »

**Afrique du Sud :** « *Des effets imprévus tels que la pandémie et ses conséquences socio-économiques ont entraîné une redéfinition des priorités. Cela signifie qu'il faut aligner l'interface science-politique sur les priorités nationales immédiates. En Afrique du Sud, il s'agit notamment de renforcer l'économie de la biodiversité, de promouvoir l'utilisation durable de la biodiversité locale et des services écosystémiques ainsi que le partage équitable de leurs avantages de manière transformative [...] étant donné que l'économie devra être stimulée après la COVID-19.* »

Le tour d'horizon peut être effectuée sur une base biannuelle ou annuelle ou dans le cadre du processus d'élaboration d'un nouveau plan stratégique par la PNB (par exemple tous les trois à cinq ans). Elle peut prendre en compte ce qui se profile à l'horizon de la science, de la politique et de la pratique au cours de l'année, des deux années ou des cinq années à venir, et ainsi de suite. La participation d'un groupe diversifié de personnes travaillant dans différents secteurs concernés permettrait d'obtenir des résultats plus pertinents. Sur la base des résultats de cet exercice, une PNB peut décider de revoir et d'ajuster ses objectifs, son mandat (voir le [chapitre 4 – section 4.2](#)), les structures institutionnelles (voir le [chapitre 5 – section 5.1](#)), les processus institutionnels (voir le [chapitre 5 – section 5.2](#)) et les résultats pour répondre à l'évolution des circonstances (voir aussi le [tableau 7.1](#) sur les défis et les solutions possibles). Toutefois, elle pourrait également décider de maintenir son orientation et son mode de fonctionnement actuels afin, par exemple, de s'établir fermement en tant que leader dans un domaine.

**Mexique :** « *En 2006 et 2007, les responsables de CONABIO ont réalisé une évaluation prospective des besoins en informations et en renseignements pour la prise de décision dont le Mexique aura probablement besoin dans les quinze ou vingt années à venir, en ce qui concerne la connaissance, la gestion durable et la conservation de la biodiversité. Il est devenu évident que la définition des développements futurs devait se fonder sur l'expérience, les informations recueillies et les méthodologies élaborées au cours des vingt années d'activité de la Commission. Sur la base de ces éléments, il a été possible d'établir les domaines prioritaires sur lesquels la plupart des ressources humaines et financières devraient être concentrées (sans négliger les autres sujets traités par CONABIO).* » <sup>[8]</sup>



### **Laissez de l'espace dans votre plan de travail pour répondre à des opportunités ponctuelles**

Bien qu'un tour d'horizon aide une PNB à répondre aux changements substantiels et à long terme dans le contexte national (par exemple changement d'orientation politique), une PNB doit également être suffisamment agile pour répondre à des opportunités imprévisibles et sensibles au facteur temps afin d'atteindre ses objectifs. Par exemple, une PNB peut recevoir une invitation inattendue à commenter une nouvelle politique proposée dans le cadre d'un débat politique national. Même si le programme de travail actuel d'une PNB ne lui permet pas de participer directement à ce processus politique d'actualité particulier, il est utile de faire preuve de souplesse et de réfléchir à la possibilité d'utiliser cette opportunité pour atteindre ses objectifs de manière plus efficace ou plus performante.

**France :** « *La plupart de ces travaux sont effectués à la demande, de sorte qu'il n'y a pas d'activité spécifique ou de résultat répertorié de notre côté. Nous sommes une petite équipe qui peut facilement être mobilisée pour répondre à des demandes à court terme, que ce soit en préparant une intervention lors d'un événement ou en rédigeant des notes et des mémos.* »

**Belgique:** « *Nous sommes assez libres dans notre plan de travail, ce qui nous permet de nous engager dans des activités qui, à première vue, peuvent sembler risquées ou non pertinentes. Mais parce que nous avons la flexibilité d'explorer, nous sommes capables de voir des liens.* »

Toutefois, si l'exploitation d'une fenêtre d'opportunité peut conduire à l'ajout d'une nouvelle activité importante au portefeuille (comme une NEA), il convient d'examiner comment cela affecte les activités en cours et l'impact de l'augmentation de la charge de travail sur le personnel. Les ressources et les efforts nécessaires à la mise en œuvre de nouvelles initiatives sont souvent sous-estimés. Certaines stratégies consistent à recruter du personnel supplémentaire pour des activités limitées dans le temps, à sous-traiter certains travaux ou à rechercher des synergies entre les activités et les tâches et les travaux en cours.

**Colombie :** « *Il serait peut-être plus facile d'affecter des ressources financières à l'embauche d'un groupe de consultants qui collaboreraient avec les experts et consolideraient les informations. De nombreux experts ad honorem n'ont pas eu le temps*

*d'écrire [la NEA]. Le problème n'est pas nécessairement la base volontaire du travail, mais le temps nécessaire pour finaliser les chapitres. Dans ce cas, les 20 à 30 % de temps requis deviennent 40 à 50 %.* »

Autre exemple de gestion flexible, en cas de contraintes budgétaires, une PNB peut re-définir les priorités et réduire les activités au sein de son portefeuille, afin de se concentrer sur les questions d'actualité et les priorités nationales essentielles.

**Afrique du Sud :** « *En période de crise économique et de mesures d'austérité sévères, la fonction de recherche est la première à être supprimée. Par conséquent, l'interface science-politique devrait se réinventer de manière à devenir pertinente pour les questions les plus urgentes et les plus pressantes concernant les priorités nationales immédiates [...].* »

### **Gérer en permanence votre crédibilité, votre pertinence et votre légitimité**

La crédibilité, la pertinence et la légitimité d'une PNB ne sont pas statiques et nécessitent une gestion continue tout au long de la durée de vie d'une PNB. Les stratégies visant à établir la crédibilité, la pertinence et la légitimité au début de la PNB peuvent être différentes de celles qui sont nécessaires tout au long du fonctionnement d'une PNB. Une orientation stratégique différente vers la crédibilité, la pertinence et la légitimité peut s'avérer nécessaire en raison de changements dans le paysage science-politique-pratique (par exemple, l'arrivée d'une nouvelle interface plus influente, de nouvelles questions d'actualité en dehors de l'expertise de la PNB ou une gestion malhabile d'un processus d'engagement des parties prenantes). Ainsi, une PNB doit continuellement réfléchir à son influence dans le paysage et adapter ses stratégies en conséquence (voir le [chapitre 3](#) et [tableau 5.1](#)). Le [tableau 6.1](#) fournit des exemples de la manière dont les synergies et les compromis entre ces attributs sont gérés. Par exemple, l'application diligente d'un processus d'évaluation de la recherche par les pairs peut renforcer la crédibilité, mais peut perdre de sa pertinence si les produits de la connaissance arrivent trop tard pour éclairer une question politique d'actualité. Il s'agit du type de décisions stratégiques qui doivent être gérées au fur et à mesure que les problèmes se posent.



Tableau 6.1: Synergies et compromis entre crédibilité, pertinence et légitimité (adapté de Cash et al. 2002) [2]

LES EFFORTS VISANT À ACCROÎTRE UN ATTRIBUT...	...AFFECTENT UN AUTRE ATTRIBUT		
	CRÉDIBILITÉ	PERTINENCE	LÉGITIMITÉ
CRÉDIBILITÉ		<ul style="list-style-type: none"> <li>↑ en incluant différents détenteurs de connaissances qui posent des questions différentes, les activités et les résultats ciblent un éventail plus large de questions pertinentes pour la prise de décision</li> <li>↓ en isolant le processus de production des connaissances de la prise de décision, les résultats risquent de ne pas répondre aux besoins de la prise de décision</li> <li>↓ en ne respectant pas les délais pour contribuer à la prise de décision en raison de la longue durée des processus d'examen par les pairs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>↑ en augmentant l'inclusion de l'expertise (par exemple, les peuples autochtones et les communautés locales), les activités et les résultats obtiennent une « licence sociale » plus étendue</li> <li>↓ en limitant la participation aux seules personnes possédant des qualifications spécifiques dans un système de connaissances, d'autres détenteurs de connaissances et d'autres systèmes pourraient être exclus</li> </ul>
PERTINENCE			<ul style="list-style-type: none"> <li>↑ lorsque des parties prenantes ayant une connaissance du sujet sont incluses, les activités et les résultats ont plus de chances d'être utilisés</li> </ul>
LÉGITIMITÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>↑ en incluant différents systèmes de connaissances et disciplines (par exemple les connaissances autochtones et locales), ce qui permet d'introduire différentes perspectives dans la base de connaissances</li> <li>↓ par des processus de production de connaissances qui ne sont pas strictement façonnés par des normes scientifiques, par exemple, mais qui intègrent également les besoins et les perspectives des utilisateurs des connaissances dans la conception de la recherche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>↑ en associant les parties prenantes à la conception conjointe d'activités qui répondent à leurs besoins</li> <li>↓ en changeant l'orientation des produits de la connaissance pour répondre à des besoins qui dépassent les utilisateurs initialement définis</li> <li>↓ par des processus complexes d'engagement des parties prenantes qui peuvent nécessiter plus de temps que celui disponible pour respecter les délais des processus de prise de décision</li> </ul>	

## 6.2 Engagement des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes est une activité essentielle d'une PNB. Ce point est réitéré par l'utilité d'effectuer un exercice de cartographie des parties prenantes pour informer l'élaboration des objectifs et de la conception institutionnelle d'une PNB (voir le [chapitre 4 – section 4.1](#)). Les relations nouvelles et existantes doivent être construites de manière continue et habile, avec une approche éthique de l'engagement significatif dans les processus de prise de décision. Il est également important que les NBP disposent d'approches crédibles et légitimes pour impliquer les parties prenantes et les détenteurs de connaissances dans leurs structures institutionnelles (par exemple, le conseil consultatif), leurs processus (par exemple, l'examen des produits de connaissance) et leurs activités (par exemple, des consultations pour soutenir les processus politiques). Les activités d'engagement à court et à long terme pourraient viser à :

- ❁ Concevoir et mettre en œuvre ensemble une initiative (par exemple, produire une note d'information, réaliser une évaluation scientifique et développer une base de données) ;
- ❁ Renforcer la capacité des parties prenantes et des détenteurs de connaissances à s'engager à l'interface science-politique-pratique (par exemple, lors d'ateliers de formation pour les chercheurs sur la communication scientifique ; la formation des chercheurs à la compréhension des protocoles, des normes culturelles et des structures institutionnelles des peuples autochtones et des communautés locales ; ou la formation des détenteurs de connaissances autochtones et locales aux méthodes communautaires participatives telles que la modélisation 3-D participative, le renforcement de la capacité de la PNB à s'engager dans l'interface science-politique-pratique, en établissant par exemple des communautés de pratique qui peuvent fournir des conseils sur les questions émergentes ou établir un groupe de travail sur les connaissances autochtones et locales) ;
- ❁ Partager les données, l'expertise, les ressources et l'accès aux forums de décision.

**Mexique :** « *En 2008, le bureau des médias a été créé au sein de CONABIO dans le but d'établir une relation directe et constante avec la télévision, la radio et la presse, et ce, afin de multiplier et d'améliorer les possibilités de diffusion des connaissances sur les richesses naturelles du Mexique.* »<sup>[8]</sup>

**Mexique :** « *CONABIO a créé un forum en ligne (Foro IPBES México) pour permettre*

*aux experts nationaux de discuter des processus IPBES dans lesquels ils sont impliqués. Plus récemment, des représentants du monde universitaire, des IPLC, des agences gouvernementales, de la société civile et de la jeunesse (Global Youth Biodiversity Network, Mexico) ont également rejoint le forum.* »

**Afrique du Sud :** « *Nous organisons chaque année une réunion nationale sur la politique et la science, à laquelle participent des représentants des provinces, des municipalités locales, des communautés locales, des ONG et du secteur privé [...]. Les autorités provinciales sont également encouragées à organiser des réunions provinciales sur la politique et la science et à mettre en place des stratégies de recherche et d'information de leur côté.* »

**Suisse :** « *Nous nous adressons à des parties prenantes ayant des visions du monde différentes. Les églises ont leur propre réseau qui travaille sur le changement climatique, c'est pourquoi nous les avons contactées de manière proactive sur les questions de biodiversité et elles se sont montrées ouvertes au dialogue. Nous écrivons des articles les uns pour les autres dans nos magazines et un atelier sera peut-être organisé.* »

**Suisse :** « *Nous utilisons diverses stratégies pour accéder aux connaissances locales, par exemple la littérature grise, les thèses non publiées, les revues sur la conservation, etc. mises à la disposition du public dans nos archives (Service d'information sur la biodiversité en Suisse). Nous lançons également des appels pour des questions de recherche et des réponses sur les connaissances pratiques en matière de conservation de la nature (Marché des questions de recherche sur la pratique de la conservation de la nature).* »

Lors de l'élaboration de stratégies d'engagement spécialisées pour chaque type de partie prenante, il est utile de garder à l'esprit les avantages qu'elles peuvent tirer d'un tel engagement (comme [l'illustration 2.2](#)) le montre. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), par le biais de son programme sur les systèmes de savoirs locaux et autochtones, fournit également des orientations spécifiques pour travailler avec les savoirs autochtones et locaux et s'engager avec les populations autochtones et les communautés locales (voir [l'encadré 6.1](#) et le [tableau 8.1](#)), y compris dans les évaluations des écosystèmes, tant au niveau mondial (Plateforme intergouvernementale

sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)) que nationales (Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net) et l'Initiative d'évaluation nationale des écosystèmes - (NEA)). Les plateformes nationales sur la biodiversité (PNB) ont trouvé l'engagement itératif particulièrement utile, puisqu'il permet d'instaurer la confiance.

**Belgique :** « *Le travail en réseau et les relations sont très importants pour inciter les individus à participer à nos activités. Il se peut que mes collègues et moi-même demandions à d'autres personnes « êtes-vous intéressés, pouvez-vous venir discuter de ces sujets ? » et qu'elles viennent parce qu'elles nous connaissent et pensent que cela pourrait être pertinent.* »

**Brésil :** « *Nous nous attendions à ce que les secteurs privé et public s'intéressent davantage à nos travaux. Nous pensons que ceci est dû au fait que l'évaluation nationale des écosystèmes est trop restée dans le monde scientifique ; nous avons eu beaucoup de réunions au début, mais pendant le développement du travail, nous n'avons pas maintenu le dialogue. Nous allons désormais ajuster notre processus dans notre deuxième plan de travail en impliquant les parties prenantes tout au long du processus, en envoyant par exemple aux parties prenantes participantes une copie des produits finaux et en sollicitant leurs impressions et évaluations sur la façon dont leurs contributions ont été utilisées, le processus et les résultats.* »

**France :** « *Lorsque nous avons eu des retours d'information négatifs sur la façon dont l'agriculture était présentée dans la première version du résumé de l'évaluation globale de l'IPBES à l'intention des décideurs politiques, nous avons demandé à la communauté agricole de fournir des commentaires sur d'autres façons d'établir le point de vue sur la façon dont l'agriculture et la biodiversité interagissent et nous avons soumis cela dans le cadre du processus de révision externe [...]. Cela nous a aidé à construire la position de la délégation française pour l'approbation du résumé pour les décideurs politiques. C'est la raison pour laquelle notre travail avec les parties prenantes est apprécié, car il permet d'apporter d'autres points de vue.* »

Concevoir ensemble des projets, coproduire des connaissances et renforcer la capacité des parties prenantes et des détenteurs de connaissances à s'engager les uns avec les autres. Cette approche (voir l'illustration 6.1) est largement reconnue pour améliorer :

- ❁ l'instauration d'un climat de confiance par le biais d'un dialogue respectueux qui

facilite une meilleure compréhension des perspectives, des besoins et des contraintes ;

- ❁ le renforcement des capacités sur la manière de mieux répondre aux préoccupations relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques, par exemple en s'informant sur d'autres systèmes de connaissances et sur la pratique en utilisant un plus large éventail de compétences en matière de communication ;
- ❁ la réceptivité à l'égard de l'intégration des considérations relatives à la biodiversité dans le processus décisionnel, étant donné qu'il y a appropriation des produits de connaissance coproduits et de la confiance dans la crédibilité et la légitimité de ces produits.

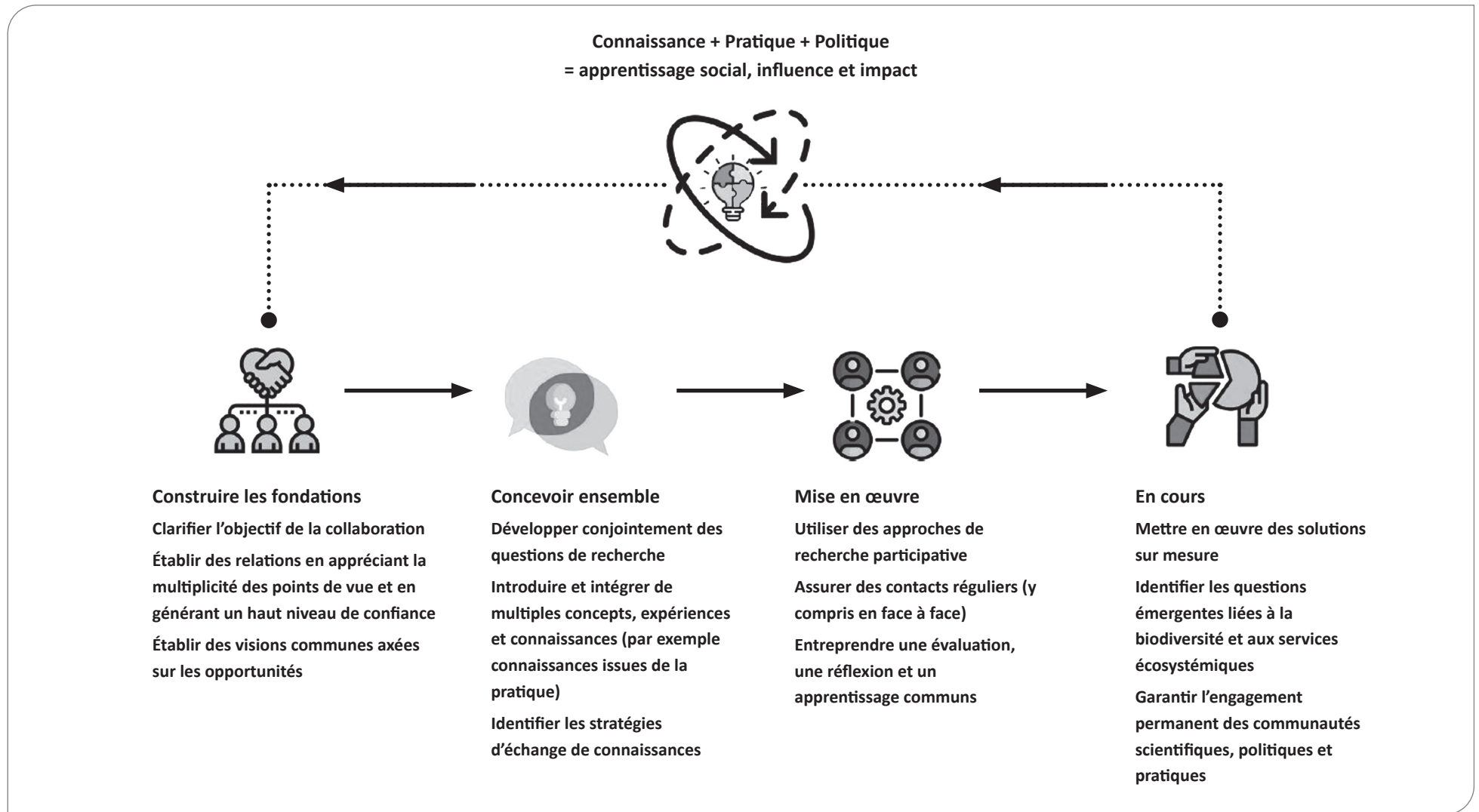
**Garantir la capacité de traduire les connaissances dans un langage compréhensible et sous des formes utilisables par les différentes parties prenantes.** Les obstacles courants à la compréhension des questions de biodiversité et à l'utilisation des connaissances par les différentes parties prenantes pour prendre des décisions plus éclairées sont les suivants :

- ❁ Terminologie complexe et incohérente ;
- ❁ Absence d'informations dans la langue locale ;
- ❁ Quantité écrasante d'informations ;
- ❁ Complexité accablante des questions.

Par conséquent, une PNB peut jouer un rôle essentiel dans la traduction des connaissances dans des formats qui répondent aux besoins des parties prenantes. Par exemple, un acteur du secteur privé peut demander à une PNB d'extraire des rapports sur les processus politiques internationaux des points pertinents pour l'entreprise.

**Brésil :** « *Les parties prenantes ont apprécié que nous mettions l'accent sur les "opportunités", c'est-à-dire sur les moyens positifs d'avancer vers des solutions, plutôt que de présenter les arguments habituels sur les problèmes.* »

**France :** « *Les parties prenantes demandent l'extraction d'informations spécifiques des résultats de l'IPBES qui sont pertinentes pour leurs activités commerciales (par exemple, pour leurs stratégies et politiques globales internes en matière d'environnement et de biodiversité). Par exemple, lors de l'évaluation méthodologique de l'IPBES sur les scénarios et les modèles, l'entreprise de produits de luxe LVMH-Moët Hennessy Louis Vuitton souhaitait comprendre comment utiliser les scénarios sur les interactions entre la biodiversité et le changement climatique pour déterminer les implications pour leurs activités commerciales (comme la production de vin).* »



**Illustration 6.1 : collaboration pour favoriser l'apprentissage social, l'influence et l'impact à l'interface science-politique-pratique.** Les principes clés qui sous-tendent le succès de l'approche science-politique-pratique : l'établissement de relations solides, la co-conception et la mise en œuvre de processus et de produits, et des engagements permanents à l'affût de nouvelles opportunités. Basé sur Cvitanovic et Hobday (2018) Building Optimism at the Environmental Science-Policy-Practice Interface through the Study of Bright Spots (Renforcer l'optimisme à l'interface science environnementale-politique-pratique par l'étude des points lumineux) ;<sup>[20]</sup> et Ison, Collins et Jaquinto (2021) Designing an Inquiry-Based Learning System: Innovating in Research Praxis to Transform Science-Policy-Practice Relations for Sustainable Development (Conception d'un système d'apprentissage fondé sur l'enquête : innover dans la pratique de la recherche pour transformer les relations entre la science, la politique et la pratique en vue du développement durable).<sup>[21]</sup>

**Encadré 6.1 : engagement avec les peuples autochtones et les communautés locales.** Basé sur les lignes directrices de l'UNDG (2009) sur les questions relatives aux peuples autochtones <sup>[22]</sup>

Les peuples autochtones et les communautés locales sont largement reconnus comme d'importants détenteurs de connaissances et acteurs de la gestion de la biodiversité et des services écosystémiques, en raison du lien souvent complexe entre leurs moyens de subsistance et les ressources naturelles et de leur connaissance approfondie de la biodiversité et des services écosystémiques.

Il est également reconnu qu'ils nécessitent **des processus d'engagement proactifs et spécialisés** qui s'adaptent de manière respectueuse et significative à leurs systèmes de connaissances particuliers et aux processus décisionnels internes de la communauté. Une PNB ne doit pas supposer que les peuples autochtones et les communautés locales seront automatiquement engagés par le biais d'autres activités des parties prenantes. Par conséquent, la conception et l'exécution des processus d'engagement devraient idéalement être informées ou dirigées par des membres des peuples autochtones et des communautés locales ou par des experts qualifiés (des anthropologues, des sociologues, etc.).

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a proposé et/ou (co-)élaboré des principes et un ensemble complet de ressources qui peuvent servir de base à l'engagement avec les peuples autochtones et les communautés locales, comme les Lignes directrices pratiques pour travailler avec les savoirs autochtones et locaux dans les évaluations nationales des écosystèmes.

Le critère qui prévaut pour déterminer quels groupes sont considérés comme des peuples autochtones est qu'ils **s'identifient eux-mêmes** comme tels. Les communautés locales peuvent être considérées comme des communautés **qui ne sont pas identifiées ou spécifiées dans les cadres juridiques nationaux comme des peuples autochtones, mais qui sont reconnues comme ayant des liens historiques** avec des lieux et des ressources naturelles, de multiples domaines de connaissances écologiques, des techniques et technologies dynamiques de gestion des ressources naturelles, des institutions coutumières pour gérer les ressources naturelles, et des visions du monde et des relations à la nature et aux paysages qui leur sont propres. Il existe également des définitions juridiques des peuples autochtones fournies par les Nations Unies, les organes de gouvernance régionaux (par exemple, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples) et les organes de gouvernance nationaux et infranationaux. Ces définitions incluent des caractéristiques de différenciation telles que la langue, les connaissances, l'histoire et les stratégies de subsistance. La différenciation entre les peuples autochtones et les communautés locales dépend du contexte sociopolitique, mais tous deux entretiennent des liens sociaux et culturels intergénérationnels avec le lieu et la nature.

Voici quelques recommandations sur la manière de concevoir un processus d'engagement pour/avec les peuples autochtones et les communautés locales :

- ❁ Utiliser **l'approche des bases de données multiples** pour s'engager avec les connaissances autochtones et locales. Tengö et al. (2014) <sup>[23]</sup> ont développé un cadre qui propose la manière dont les systèmes de connaissances autochtones, locales et scientifiques peuvent être appli-

qués ensemble pour « générer de nouvelles idées et innovations grâce aux complémentarités » (page 579) sans qu'un système soit soumis à la validation d'un autre. Cette méthode a été recommandée par l'UNESCO et a officiellement été approuvée par l'IPBES pour être utilisée dans les évaluations.

- ❁ Appliquer des normes d'engagement crédibles qui reflètent les principes de **justice, équité, diversité et inclusion** (par exemple, **les approches fondées sur les droits de l'homme, des mécanismes équitables de partage des bénéfices, des procédures de consentement préalable, libre et éclairé (FPIC)** et aligner votre travail sur la **Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones**.
- ❁ Viser des **équipes transdisciplinaires** capables de gérer l'application des connaissances entre la science et les systèmes de connaissances autochtones et locaux, d'aborder les questions sous différents angles, d'intégrer des études de cas, etc. Prévoir du temps pour que les populations autochtones et les communautés locales puissent délibérer des questions avec leurs constituants, dans un espace privé et selon leurs normes culturelles internes de crédibilité et de légitimité.
- ❁ **Recourir à des méthodes multiples pour recueillir de manière exhaustive les connaissances autochtones et locales** : atelier de dialogue sur les savoirs autochtones et locaux, atelier à pied, cartographie participative (c'est-à-dire modélisation 3D participative), recherche sur le terrain menée par les autochtones, contributions d'experts universitaires en matière de savoirs autochtones et locaux, littérature évaluée par les pairs et littérature grise, rapports des médias, rapports non publiés, vidéos, œuvres d'art produites par les peuples autochtones et les communautés locales, ainsi que par les organisations communautaires intermédiaires.
- ❁ Viser **l'établissement de relations à long terme** en assurant la continuité des communications et en confiant la gestion des relations au(x) même(s) membre(s) du personnel de la PNB. De même, une PNB peut avoir besoin de travailler avec un champion local ou une voire plusieurs organisations intermédiaires autochtones/locales (par exemple une organisation de peuples autochtones travaillant avec les peuples autochtones et les communautés locales ainsi qu'avec le département des forêts pour conserver la biodiversité sur un territoire autochtone).
- ❁ Soutenir les populations autochtones et les communautés locales dans **la conduite et la gestion de leurs propres activités de recherche**.
- ❁ Tenir compte des **questions de genre** lors de la planification des activités d'engagement, tout en reconnaissant que les connaissances environnementales sont parfois différentes d'un sexe à l'autre.
- ❁ Le personnel des PNB devrait recevoir **une formation spécialisée dans le dialogue avec les peuples autochtones et les communautés locales** (écoute active, normes culturelles autochtones et protocoles de communication, manières appropriées de discuter des différences dans les systèmes de connaissances).

Les citations suivantes illustrent la manière avec laquelle les PNB consultées ont engagé les peuples autochtones et les communautés locales et ont intégré leurs connaissances autochtones et locales dans leur travail et dans les enseignements tirés :

**Brésil :** « *L'évaluation des connaissances autochtones et locales est une expérience de coproduction de connaissances avec les peuples autochtones et les communautés locales. Le processus prend plus de temps parce qu'ils ont un calendrier et une méthode de travail différents, notamment en ce qui concerne les consultations avec leurs circonscriptions et leurs conseils.* »

**Brésil :** « *Pour l'évaluation nationale BES, nous avons fait appel à des étudiants autochtones et à des étudiants ayant des connaissances locales. Par la suite, ils ont été très mécontents de notre approche de l'intégration des connaissances autochtones et locales ; nous avons réalisé la complexité de la question et décidé de mener une évaluation distincte sur les connaissances autochtones et locales.* »

**Colombie :** « *Les peuples autochtones et les communautés locales ne sont pas encore membres de l'équipe centrale ou du conseil consultatif, car ni eux ni leurs ONG n'ont manifesté le désir d'en faire partie. Ils ont déclaré : "Nous voulons être indépendants et, grâce à notre indépendance, nous pouvons soutenir tout ce que vous faites ; si nous faisons partie d'un comité, nous ne serons peut-être pas aussi indépendants que nous le souhaitons." Ils préfèrent donc travailler en étroite collaboration avec leurs propres comités, ce qui leur permet de conserver leur crédibilité auprès de leurs membres. Ils ont leur propre stratégie de communication au sein de leurs communautés et associations.* »

**Colombie :** « *Afin de relever le défi de l'engagement des communautés locales, des représentants des communautés autochtones, afro-descendantes et rurales ont été réunis lors d'un événement du Dialogue national [des peuples] [...] pour présenter leurs perspectives [dans le processus NEA] sur les changements environnementaux et le rôle de leurs connaissances dans la gestion et la préservation de la biodiversité et des services écosystémiques.* »

**Colombie :** « *C'est la première fois qu'un chapitre de la NEA est consacré aux savoirs autochtones et locaux, car il y a beaucoup de peuples autochtones et de communautés locales en Colombie. Nous sommes encore en train d'expérimenter*

*des méthodes d'engagement : l'apprentissage par la pratique [...]. Au cours de la première étape, nous n'avons eu d'engagement qu'avec les personnes ayant une expérience en matière de savoirs autochtones et locaux, mais pas avec les détenteurs de savoirs autochtones et locaux eux-mêmes. Nous avons lancé un appel spécifique aux experts des peuples autochtones et des communautés locales, et cet appel comportait différentes conditions préalables à la participation. Par exemple, dans la discipline scientifique, un appel à experts au niveau national exigerait un diplôme universitaire, des publications, etc. Cependant, un professionnel ou un détenteur de connaissances autochtones et locales n'aura peut-être pas ces qualifications académiques et ces conditions préalables ne sont donc pas adaptées à l'appel. Au contraire, leur propre communauté les reconnaît comme des experts. Nous avons reçu un certain nombre de CV qui ont été examinés par des experts en connaissances autochtones et locales et des détenteurs de connaissances autochtones et locales, qui ont identifié des lacunes en matière de connaissances ou de représentation et ont ensuite proposé leurs propres collègues issus des peuples autochtones et des communautés locales pour combler ces lacunes.* »

**Mexique :** « *CONABIO promeut la reconnaissance des valeurs et la conservation de la diversité bioculturelle dans diverses utilisations (aliments et boissons, artisanat, médecine, céréales, etc.). Nous avons soutenu différentes communautés en leur fournissant des informations utiles pour améliorer leur production, la conservation des ressources qu'elles utilisent et la protection intellectuelle de leurs produits. Nous avons également collaboré avec le Ministère de l'Éducation Publique pour produire et distribuer 500 000 affiches de six groupes de plantes d'importance écologique et culturelle dans les écoles autochtones, traduites dans les langues autochtones tenek, mixtèque, tepehuano, nahuatl et maya, entre autres (14 langues au total).* »

**Mexique :** « *Un représentant mexicain des peuples autochtones et des communautés locales a participé à l'IPBES-5, établissant une première relation avec CONABIO (point focal national de l'IPBES). Ils ont promu les résultats de l'IPBES au niveau infranational/local, notamment dans la mise en œuvre de protocoles bioculturels à Oaxaca, au Mexique. En outre, CONABIO a collaboré avec le président de l'évaluation des valeurs de l'IPBES et l'unité de soutien technique des valeurs de l'IPBES, ce qui a favorisé l'inclusion de multiples systèmes de connaissances.* »

## 7. SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

**Message clé :** *Les défis font partie du processus de gestion d'une PNB. Le suivi, l'évaluation et le retour constructif d'information favorisent l'apprentissage pour surmonter les difficultés.*

Il y a plusieurs bonnes raisons pour qu'une PNB établisse une routine de suivi et d'évaluation de son impact, de ses résultats, de ses activités et de ses produits, qui sont des éléments de son plan stratégique (voir le [tableau 4.1](#) et l'[illustration 4.3](#)). Les processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) contribuent à :

- ❁ Anticiper, identifier et gérer les défis existants et émergents à court et à long terme ;
- ❁ Évaluer l'efficacité de l'utilisation des ressources et adapter les budgets et les plans de travail en conséquence ;
- ❁ Concevoir de meilleures approches stratégiques pour obtenir un impact à l'interface science-politique-pratique ;
- ❁ Améliorer la réussite de la collecte de fonds en faisant preuve d'une planification et d'une exécution stratégiques approfondies.
- ❁ Faire preuve de redevabilité et de transparence, ce qui permet d'instaurer un climat de confiance avec les parties prenantes (bailleurs de fonds, partenaires, membres des organes de gouvernance), ce qui pourrait améliorer l'accès aux ressources, aux forums décisionnels, etc.

**Danemark:** *« Notre financement de base est renouvelé tous les trois ans sur la base de performances satisfaisantes ; le financement actuel se termine en 2022. Il sera renouvelé si les institutions hôtes sont satisfaites. »*

Enfin, la SEA contribue à la constitution d'une « mémoire institutionnelle » - une compilation de l'histoire, de la culture et des enseignements tirés de la PNB, qui aide les nouveaux employés ou les participants au conseil de gouvernance à comprendre l'évolution et l'identité de la PNB, ses défis et ses réussites.

### 7.1 Suivi et évaluation

Le suivi est le processus de collecte de données sélectionnées sur les éléments du plan stratégique d'une PNB - impact, résultats, activités et produits. L'évaluation est le processus qui consiste à utiliser les données de suivi pour évaluer « ce qui fonctionne » et « ce qui ne fonctionne pas » dans la réalisation des résultats escomptés et de l'impact du travail de la PNB dans le paysage national science-politique-pratique. Alors que le suivi est souvent un processus interne mené par l'équipe de PNB, l'évaluation peut être menée en interne ou en externe, idéalement par l'intermédiaire d'un expert en évaluation indépendant. Néanmoins, les deux processus fonctionnent ensemble.

Pour en faire un processus gérable offrant un retour sur investissement élevé, le suivi devrait, au minimum, se concentrer sur les données essentielles relatives à l'exécution et à la réalisation du plan stratégique qui sont nécessaires pour les cycles successifs de prise de décision interne. Lorsque des ressources supplémentaires seront disponibles, le suivi pourra être étendu à d'autres éléments de données qu'il pourrait être intéressant d'étudier.

Les principes directeurs de l'évaluation sont les suivants : intentionnelle, avec un objectif clairement défini, indépendante du travail opérationnel, répondant aux besoins des utilisateurs, participative en impliquant les parties prenantes, et éthique en garantissant l'intégrité (comme l'impartialité et la transparence) du processus. <sup>[24]</sup>



### 7.1.1 Évaluation formative

L'évaluation formative consiste à déterminer dans quelle mesure une PNB mène ses activités et s'il est nécessaire d'y apporter des modifications. Il peut s'agir de contrôler, par exemple, la quantité de ressources (temps du personnel, financement, soutien en nature, etc.) utilisées pour mener à bien tel ou tel type d'activité, ainsi que les problèmes de mise en œuvre (par exemple, si le plan de travail est réalisé dans les délais impartis). Ces informations permettent de répondre à la question : « Faisons-nous les choses correctement ? » Cela permet d'identifier rapidement les obstacles (à court terme) et d'informer les cycles de planification ultérieurs afin que la plateforme puisse équilibrer stratégiquement ses ressources et ses ambitions. Cela permet de maintenir le réalisme dans la planification, de gérer les attentes des parties prenantes et de l'organe de gouvernance d'une PNB (bailleurs de fonds, institutions hôtes, etc.) et, en fin de compte, d'être perçu comme fiable, compétent et digne de confiance (des facteurs qui contribuent à établir la crédibilité, la pertinence et la légitimité).

**Brésil :** « *Nous avons mené des activités de relations publiques autour de l'évaluation nationale, de l'évaluation de la pollinisation et de l'évaluation de l'eau et nous avons surveillé la présence dans les médias [...]. Nous avons engagé une entreprise pour faire des "clippings" - elle définit des mots clés et surveille le type de médias dans lesquels les nouvelles sont apparues et quand elles sont apparues, sur une période de 15 jours. L'entreprise a également calculé ce qu'il en aurait coûté de payer des services de publicité et de relations publiques pour atteindre ce niveau de diffusion au niveau national, au lieu de réaliser ces activités en interne, ce qui a été estimé à environ 3 millions d'USD.* »

### 7.1.2 Évaluation sommative

Comprendre dans quelle mesure une PNB atteint ses objectifs à l'interface science-politique-pratique est connu sous le nom d'« évaluation sommative ». Cela implique un suivi, par exemple :

- ✿ Retour d'information des parties prenantes après leur participation à un processus de production de connaissances (par exemple, les parties prenantes font état d'une meilleure compréhension et d'une meilleure évaluation des approches transdisciplinaires ou d'une meilleure compréhension des questions socio-environnementales) ;
- ✿ Indices d'engagement pour les réseaux sociaux (par exemple, contenu et exécution des posts sur les médias sociaux qui ont conduit à un intérêt accru des parties prenantes ciblées) ;
- ✿ Développements politiques (par exemple, l'adoption de nouveaux outils de prise de décision proposés par la PNB).

Cela aide une PNB à comprendre si ses stratégies et ses activités ont eu l'effet escompté (par exemple, un intervenant a-t-il changé de comportement, au niveau individuel ou organisationnel?) <sup>[21]</sup> et aussi si son travail a eu des effets inattendus (par exemple, des développements politiques inadaptés qui ont miné les conditions propices aux projets de conservation). Ces informations répondent à la question « Faisons-nous ce qu'il faut ? » et peuvent ensuite être utilisées pour déterminer quelles stratégies et activités devraient être poursuivies, ajustées pour améliorer l'impact ou supprimées du portefeuille de la PNB. L'évaluation sommative implique généralement des examens par des experts externes et devrait être réalisée à l'occasion de la planification stratégique (généralement tous les 3 à 5 ans). Là encore, ce type d'évaluation permet également de réfléchir à la manière de renforcer la crédibilité, la pertinence et la légitimité de l'interface science-politique-pratique par le biais d'interventions plus efficaces.

**Belgique:** « *Nous avons utilisé une quinzaine d'indicateurs pour suivre nos travaux sur la transmission de connaissances, la prospective et l'encadrement de la recherche, et les données ouvertes à l'appui de la prise de décision. Nous contrôlons nos performances pour chaque activité, sur une base annuelle, et déterminons ensuite comment nous adapter. Tous les quatre ans, nous redéveloppons les indicateurs en fonction du nouveau plan stratégique ou de l'existence d'indicateurs mieux adaptés.* »

## 7.2 Apprentissage et partage des enseignements

La réflexion sur les résultats des exercices d'évaluation - ce qui fonctionne et ce qui doit être amélioré - peut permettre l'apprentissage au sein de l'équipe de la PNB et aider la PNB à évoluer en tant qu'interface science-politique-pratique. Générer des idées permet d'utiliser les « échecs » comme des opportunités pour informer la gestion adaptative. <sup>[24]</sup>

Idéalement, un expert en évaluation facilite les exercices de réflexion (par exemple, ateliers ou groupes de discussion), en guidant à travers des questions telles que :

- ❁ Que s'est-il passé ?
- ❁ Quels sont les processus reproductibles et efficaces que nous avons utilisés ?
- ❁ Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?
- ❁ Comment faire en sorte que les projets futurs se déroulent aussi bien, voire mieux ?
- ❁ Qu'est-ce qui aurait pu mieux se passer ?
- ❁ Quels sont les aspects qui vous ont empêché d'aller encore plus loin ?
- ❁ Quels conseils donneriez-vous aux futures équipes de projet, sur la base de votre expérience ?

Basé sur l'UNEP (2020) p. 33. <sup>[24]</sup>

**Allemagne :** « *NeFo était un projet hébergé par deux institutions de recherche non universitaires (le Centre Helmholtz pour la recherche environnementale - UFZ et le Musée d'histoire naturelle). Bien qu'il s'agisse de grandes institutions, elles ne sont que deux et aucune d'entre elles n'est une université, ce qui pose un problème de représentativité du paysage universitaire.* »

Le partage des leçons apprises peut se faire en interne au sein de la PNB (lors des réunions annuelles de planification stratégique par exemple) et par le biais d'échanges externes avec des parties prenantes importantes (les donateurs, d'autres interfaces science-politique-pratique, etc). Les échanges externes permettent aux autres de bénéficier de votre expérience et d'améliorer la pratique collective globale de l'interface science-politique-pratique dans le domaine de la biodiversité telles que d'autres PNB). Les enseignements tirés peuvent être partagés par le biais de rapports annuels, de blogs sur votre site Internet, d'articles universitaires, de la participation à des initiatives de recherche sollicitant des expériences d'interfaces science-politique-pratique, etc.

**Belgique:** « *Nous ne rédigeons plus seulement un rapport annuel interne ; nous disposons désormais d'un rapport annuel sur les faits marquants destiné à des publics autres que le comité de pilotage et d'une brochure sur les faits marquants de nos 20 années de travail, qui explique notre évolution depuis des initiatives ayant comme dénominateur commun la biodiversité jusqu'à des activités plus stratégiques.* »

Dans l'ensemble, le processus SEA peut être plus efficace s'il est soutenu par la direction de la PNB, s'il dispose de ressources adéquates (comme le temps du personnel) et s'il est intégré dans une culture et des pratiques qui valorisent l'amélioration continue. <sup>[25]</sup> Il peut s'agir de :

- ❁ Intégrer la réflexion et l'apprentissage dans la gestion quotidienne de la PNB ;
- ❁ Rechercher activement des retours d'information internes et externes, par exemple de la part du personnel, d'experts de confiance et de parties prenantes, sur la manière d'améliorer le travail de la PNB ;
- ❁ Échanger des enseignements avec des pairs dans le cadre de processus science-politique-pratique dans d'autres domaines (par exemple la santé, le changement climatique, le développement durable, etc).

## 7.3 Défis communs et solutions possibles

Des difficultés peuvent survenir à toutes les étapes de la mise en place et de la gestion d'une PNB. Sur la base d'entretiens avec 18 PNB et trois plateformes régionales de biodiversité et de l'analyse de Matsumoto et al. (2020), <sup>[26]</sup> le tableau 7.1 présente quelques défis

à relever en travaillant à l'interface science-politique-pratique. Étant donné que chaque contexte national présente des défis uniques, l'évaluation et l'apprentissage facilitent l'adaptation et l'élaboration de réponses adéquates à des contextes (nationaux) changeants.

**Tableau 7.1 : défis et solutions possibles pour les plateformes nationales de biodiversité.** Sur la base d'entretiens avec 18 plateformes nationales de biodiversité et une plateforme régionale de biodiversité et de Matsumoto et al. (2020) Mapping the Current Understanding of Biodiversity Science– Policy Interfaces (Cartographie de la compréhension actuelle des interfaces entre la science et la politique en matière de biodiversité). <sup>[26]</sup>

DÉFIS	SOLUTIONS POSSIBLES
<b>DÉFI : ACTIVITÉS</b>	
<p><b>Améliorer l'inclusion des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques dans la prise de décision</b></p> <p>Voir <u>le chapitre 4 – section 4.1, section 4.2 et le tableau 4.1</u>; voir également <u>le chapitre 6 – section 6.1 et section 6.2</u></p>	<p>Identifier les lacunes dans l'interface science-politique-pratique que la PNB peut combler (par exemple, mettre en relation les détenteurs de connaissances, synthétiser et partager les connaissances, fournir des services consultatifs, etc.)</p> <p>Identifier les besoins des parties prenantes souhaitant collaborer à l'amélioration de l'échange de connaissances entre les détenteurs de connaissances et les décideurs (voir UNEP (2017) Strengthening the Science-Policy Interface : A Gap Analysis) (Renforcer l'interface science-politique : une analyse des lacunes). <sup>[7]</sup></p> <p>Engager les décideurs à l'identification des besoins en matière de prise de décision (données, outils, services de conseil et de coordination) que la PNB peut fournir. Impliquer les parties prenantes ciblées dans le processus d'élaboration conjointe des objectifs et des activités de la PNB.</p>

Tableau 7.1 suite

DÉFIS	SOLUTIONS POSSIBLES
<p><b>Niveau élevé de complexité des processus décisionnels</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 5</a> – <a href="#">section 5.1</a> et la <a href="#">section 5.2</a></p>	<p>Mettre en place des équipes transdisciplinaires (comprenant, par exemple, des chercheurs, des décideurs politiques, des experts juridiques, des professionnels de différents secteurs, etc.) car leurs différentes perspectives, connaissances et expériences peuvent aider à relever les défis.</p> <p>Développer des collaborations avec des organisations dont les compétences et les réseaux sont complémentaires de ceux de la PNB afin de partager les efforts pour naviguer dans le paysage science-politique-pratique.</p> <p><i>Réévaluer les stratégies afin de s'assurer qu'elles soient orientées vers l'échelle de décision appropriée.</i></p> <p><i>Cameroun: « Avec le processus de décentralisation, et la création et l'opérationnalisation récentes des conseils régionaux, il est nécessaire de mettre en place des plateformes régionales [infranationales] pour soutenir et pérenniser le travail de la PNB. »</i></p>
<p><b>Comblent les fossés entre les décideurs et les détenteurs de connaissances</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 6</a> – <a href="#">section 6.2</a> et <a href="#">l'illustration 6.1</a></p>	<p>Fournir des espaces de mise en réseau sur des questions d'intérêt commun (ateliers, conférences, plateformes en ligne) - se concentrer sur la relance des interactions en face à face afin d'améliorer la familiarité, établir des relations et rencontrer ceux qui sont inaccessibles par les canaux en ligne.</p> <p><i>Belgique: « Les interactions personnelles sont essentielles dans le type de travail que nous effectuons. Je le vois très bien au niveau national : nous avons des interactions personnelles très directes avec les gens, ce qui fait avancer le travail au jour le jour. Cela aide également lors des réunions plus officielles : parce que vous avez eu ces interactions personnelles, les choses vont beaucoup plus vite. »</i></p> <p>Veiller à ce que les activités créent un climat de confiance et d'apprentissage mutuel (par exemple, en rythmant l'engagement de manière à laisser suffisamment de temps aux parties prenantes pour comprendre leurs points de vue respectifs et parvenir à des accords en utilisant des approches légitimes) ; si les gens apprécient les activités et ont confiance dans le processus, ils sont plus susceptibles de participer sur le long terme.</p> <p>Élaborer une stratégie de communication qui utilise divers canaux d'engagement pour être inclusive (bulletins d'information, notes d'orientation, ateliers, webinaires, etc.) et qui peut contribuer à combler les fossés.</p> <p>Renforcer la capacité des détenteurs de connaissances et des décideurs à comprendre les différents processus, terminologies et visions du monde dans lesquels chacun d'entre eux travaille, communique et collabore.</p> <p>Assurer la réussite de petits projets pilotes qui démontrent la valeur de l'interfaçage, afin de motiver une plus grande participation.</p>

Tableau 7.1 suite

DÉFIS	SOLUTIONS POSSIBLES
<p>Augmenter la participation des détenteurs de connaissances pertinents</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 5 – section 5.1</a>; voir également le <a href="#">chapitre 6 – section 6.1</a> et <a href="#">section 6.2</a></p>	<p>Développer des stratégies de communication créatives et ciblées, qui expliquent la valeur ajoutée de la PNB au travail et aux intérêts des différentes parties prenantes, afin de susciter l'intérêt et d'inciter à la participation (commentaires dans les journaux, spots à la télévision et à la radio publiques, etc.).</p> <p>Définir des buts et des objectifs pertinents pour la société.</p> <p>Assurer la transparence, la visibilité et la reconnaissance adéquate des contributions des participants afin de créer la confiance et la copropriété ainsi que la crédibilité du produit.</p> <p><b>Colombie :</b> « <i>L'Institut Humboldt apporte son soutien [à ses chercheurs pour qu'ils participent en tant qu'experts à l'évaluation nationale des écosystèmes] : le Directeur Général a autorisé les experts à participer à une évaluation et les experts ont également reçu une lettre de soutien de l'université, officialisant ainsi leur participation.</i> »</p> <p><b>Suisse :</b> « <i>À l'issue du processus d'évaluation scientifique, 80 % des participants ont indiqué qu'ils appréciaient l'expérience sur le plan professionnel et personnel. Il est gratifiant de participer à une initiative importante en faveur de la biodiversité, à la pointe du programme de recherche, d'obtenir davantage de citations et de visibilité, et d'élargir son réseau professionnel.</i> »</p> <p>Éviter la lassitude des parties prenantes en définissant et en acceptant conjointement le processus d'implication et les efforts qu'il requiert.</p> <p><b>Suisse :</b> « <i>Les chercheurs sont surpris et dépassés par le volume de travail nécessaire à l'examen des documents de l'IPBES, et frustrés par le manque de soutien (comme le financement de l'assistance) de la part de leurs institutions. Nous gérons cela en sensibilisant les experts aux exigences en termes de temps et de ressources avant de s'engager, en finançant les déplacements vers les réunions de l'IPBES et en écrivant des lettres aux recteurs d'université pour leur demander de soutenir leurs experts dans leur participation (par exemple, en leur fournissant une assistance administrative, en les déchargeant de certaines de leurs tâches habituelles).</i> »</p> <p>S'engager avec des organisations parapluies (associations, communautés de pratique, réseaux, etc.) pour toucher une population plus large et plus étendue.</p> <p><b>Brésil :</b> « <i>Nous travaillons par l'intermédiaire d'une société scientifique nationale et d'autres organisations limitrophes. Grâce à cette approche, il a été beaucoup plus facile de contacter d'autres experts et d'améliorer la participation, sans être liés aux décisions du gouvernement.</i> »</p> <p>Faire appel à des « mobilisateurs locaux » (au niveau infranational par exemple) qui ont de bonnes relations et qui sont dignes de confiance pour atteindre les groupes de parties prenantes importants.</p> <p>Organiser des processus qui permettent l'apprentissage entre les différents détenteurs de connaissances afin de motiver un engagement à long terme.</p> <p><b>Suède :</b> « <i>En Suède du moins, les spécialistes des sciences naturelles rencontrent rarement les psychologues de l'environnement, par exemple. Ils sont donc heureux de se rencontrer et de discuter. Nous avons donc créé un réseau qui n'existait pas auparavant ; l'intérêt transdisciplinaire s'est accru.</i> »</p>

Tableau 7.1 suite

DÉFIS	SOLUTIONS POSSIBLES
<p><b>Collecter et accéder à un large éventail de données et de connaissances</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 6 – section 6.1</a> et la <a href="#">section 6.2</a></p>	<p>Établir une base de données des détenteurs de connaissances (experts individuels, organisations) qui peuvent être contactés pour fournir des données et des connaissances.</p> <p>Établir des accords de coopération en matière de partage de données et de connaissances avec des organismes de recherche, des agences publiques, des détenteurs de connaissances autochtones et locales, des organisations de la société civile, des entreprises, etc.</p> <p>Créer des coalitions afin de garantir un accès ouvert aux informations sur la biodiversité et les services écosystémiques.</p> <p>Le cas échéant, créer un appel à expertise ouvert sur un sujet particulier afin d’inviter une large représentation des points de vue et de l’expertise des parties prenantes (assurer des ressources suffisantes pour gérer le processus et la transparence dans la sélection et l’engagement des détenteurs de connaissances).</p>
<p><b>DÉFI : CONCILIER CRÉDIBILITÉ, PERTINENCE ET LÉGITIMITÉ</b></p>	
<p><b>Garantir la pertinence sociétale des activités et des résultats (comme des produits du savoir)</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 4 – section 4.2</a>, <a href="#">chapitre 5 – tableau 5.1</a>, et <a href="#">chapitre 6 – tableau 6.1</a></p>	<p>Se concentrer sur les questions actuelles et émergentes d’intérêt national pour lesquelles les décideurs politiques ont besoin d’aide pour les traiter.</p> <p>Concevoir et produire des activités et des résultats en collaboration avec les publics cibles afin de s’assurer qu’ils répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>Souligner la pertinence des questions de biodiversité pour différents secteurs d’importance nationale (comme l’impact socio-économique de la perte de la biodiversité sur le secteur du tourisme).</p> <p>Mettre en évidence les bénéficiaires de la biodiversité et des services écosystémiques ainsi que les possibilités de conservation et d’utilisation durable.</p>

Tableau 7.1 suite

DÉFIS	SOLUTIONS POSSIBLES
<p><b>Fournir, en temps utile, des données consolidées et crédibles pour la prise de décision</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 4 – section 4.2</a>, <a href="#">chapitre 5 – tableau 5.1</a> et <a href="#">chapitre 6 – tableau 6.1</a></p>	<p>Suivre en permanence les processus politiques et consulter les décideurs pour savoir quel type d'information est nécessaire, sous quelle forme et à quel moment au regard des processus décisionnels.</p> <p>Mettre en place un réseau et une base de données de détenteurs de connaissances qui peuvent être facilement contactés pour obtenir des conseils et des contributions sur des sujets spécifiques.</p> <p>Planifier à l'avance pour gérer le travail afin d'informer les cycles politiques connus (prévisibles, fixes).</p> <p><i>Suisse : « L'un des défis consiste à respecter les délais d'élaboration des politiques. Le rythme est différent dans le processus scientifique (lent : production de produits consolidés représentant des positions), le processus administratif de l'académie (lent : nécessite l'approbation de l'académie et du conseil consultatif et l'autorisation des conflits d'intérêts des experts) et l'arène politique (rapide, souvent avec un délai de deux semaines). Il est difficile de garantir une qualité scientifique élevée dans des délais courts. Pour ce faire, la PNB suit le rythme régulier (connu) de certains cycles politiques : par exemple la politique agricole est révisée tous les quatre ans (avec des révisions semestrielles plus modestes), nous savons donc qu'il faut se préparer à l'avance [et] apporter des contributions à ce processus. »</i></p> <p>Mettre en place des mécanismes internes permettant d'apporter des réponses ad hoc aux demandes politiques tout en garantissant la transparence et le contrôle de la qualité.</p> <p><i>Suisse : « Nous avons déjà été en mesure de produire une note d'information sur les insectes en l'espace de deux semaines pour examen au Parlement. Habituellement, le processus d'élaboration d'une note politique prend plusieurs semaines, mais dans le cas présent, le président de l'Académie des sciences a donné son accord administratif rapidement (une heure après la soumission de la demande) et les experts scientifiques ont ensuite travaillé d'arrache-pied pour s'assurer que la note était à la fois de grande qualité et respectait les délais. »</i></p>
<p><b>Trouver un juste équilibre entre complexité scientifique et simplification excessive</b></p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 4 – section 4.2</a> et <a href="#">chapitre 6 – tableau 6.1</a></p>	<p>Communiquer les hypothèses et les incertitudes liées à l'information scientifique, par exemple en établissant une distinction en fonction du niveau de preuve (par exemple, preuve forte ou faible).</p> <p>Fournir des produits et des services de conseil qui synthétisent et traduisent les connaissances disponibles et mettent en évidence les grandes tendances (résumés pour les décideurs politiques), tout en permettant de retracer la base factuelle sous-jacente (par exemple, références à des travaux originaux).</p>

## PARTIE 4: Des outils pratiques pour démarrer

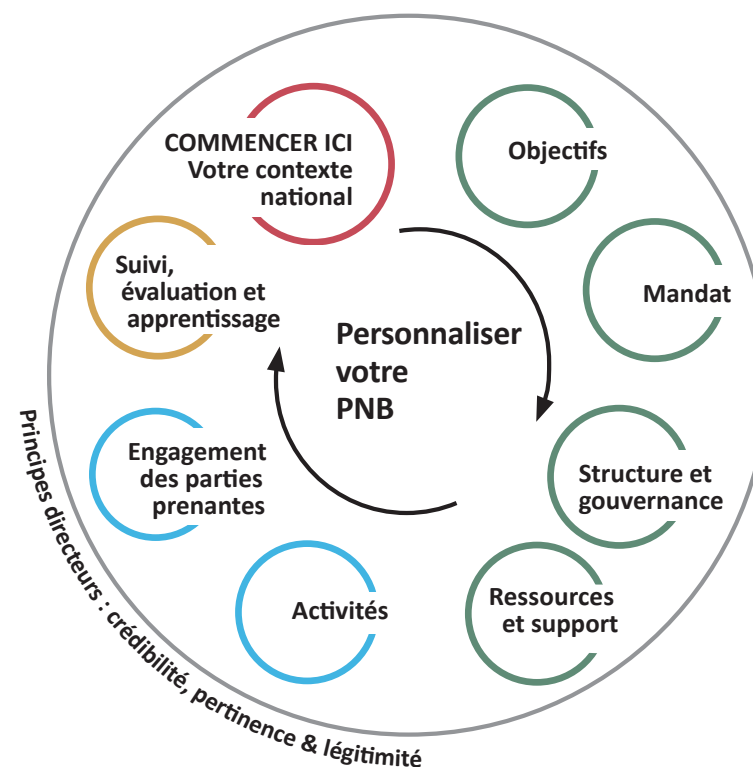
# 8. BOÎTE À OUTILS POUR LA MISE EN PLACE ET LA GESTION D'UNE PLATEFORME NATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ

## 8.1 Processus de mise en place et de gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité

Si vous parcourez ce manuel rapidement et que vous cherchez une vue d'ensemble, ce chapitre résume les points essentiels - qui vous aideront à savoir où démarrer le travail. Le cadre présenté s'inspire de l'expérience de 18 plateformes nationales sur la biodiversité,<sup>1</sup> en plus de la documentation et des connaissances d'experts sur les interfaces science-politique-pratique. Tous les éléments sont pertinents pour les PNB, mais comme chaque pays est différent, vous devez adapter l'utilisation du cadre à votre contexte national. La liste de contrôle ci-jointe peut aider à identifier le meilleur point de départ et à hiérarchiser les tâches. De plus amples informations sur les principes directeurs de crédibilité, de pertinence et de légitimité, qui sont importants pour toute planification et toute décision, sont disponibles dans le [chapitre 3](#) de ce guide.

**La mise en place et la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité et sa structure de travail ne sont pas des processus linéaires.** L'illustration 8.1 montre la dynamique des différents aspects du développement de la plateforme et comment l'utiliser. À tous les stades du processus, il est important de réfléchir à l'évolution actuelle du paysage scientifique, politique et pratique, aux objectifs, aux ressources et aux modes de communication. À tous les stades, le fait de documenter et de discuter des obstacles et des solutions, des échecs et des réussites, facilite l'apprentissage à partir de ces expériences.

<sup>1</sup>Consultation des plateformes nationales sur la biodiversité: Afrique du Sud, Allemagne, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Cameroun, Colombie, Danemark, France, Grenade, Madagascar, Maroc, Mexique, Nigeria, République démocratique du Congo, Suède, Suisse, Vietnam.



**Illustration 8.1 : éléments clés de la mise en place et de la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité.** Vue d'ensemble des éléments clés du processus de conception et de gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité, tels que décrits par les PNB consultées, la documentation sur les interfaces science-politique-pratique et les experts. Le cercle de cadrage montre la prise en compte des principes directeurs de crédibilité, de pertinence et de légitimité à toutes les étapes. Ces étapes ne se suivent pas et doivent être adaptées au contexte national. Les couleurs des cercles sont reprises dans le code couleur des chapitres de ce guide.



## 8.2 Messages clés, liste de contrôle et ressources supplémentaires

Le [tableau 8.1](#) donne une vue d'ensemble de tous les éléments de la mise en place et de la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité, comme indiqué dans [l'illustration 8.1](#). Pour chaque élément du processus, il existe des questions directrices que vous pouvez utiliser comme liste de contrôle : Quels sont les aspects qui vous concernent ? Pouvez-vous citer un défi récent dans votre travail ? Quelles sont les autres questions qui vous viennent à l'esprit et dont vous pourriez débattre avec vos réseaux de parties

prenantes ? Dans toutes les étapes, vous devez vous efforcer d'équilibrer la crédibilité, la pertinence et la légitimité de votre PNB (comme indiqué dans la première ligne grisée). Vous serez également renvoyé aux chapitres pertinents de ce guide et à des ressources spécifiques en dehors de ce guide pour vous aider à aborder chaque élément. L'outil « mots-clés » vous aidera à rechercher davantage d'informations sur un sujet dans la littérature académique et grise, si vous souhaitez approfondir le sujet.

**Tableau 8.1: messages clés, liste de contrôle et autres ressources à consulter pour la mise en place et la gestion d'une plateforme nationale sur la biodiversité**

(À noter : les ressources complémentaires mentionnées sont destinées à fournir de l'inspiration, mais les auteurs n'assument aucune responsabilité quant au contenu des ressources externes).



<p><b>PRINCIPES DIRECTEURS : CRÉDIBILITÉ, PERTINENCE ET LÉGITIMITÉ</b></p>	<p><b>Comprendre les approches en matière de crédibilité, de pertinence et de légitimité</b></p> <p>Déterminez ce qui est crédible, pertinent et légitime dans votre contexte national de politique, science et pratique et concevez des stratégies qui intègrent ces qualités dans les objectifs et les fonctions, les structures institutionnelles, les processus institutionnels, les activités et les résultats de votre PNB.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❁ Qu'est-ce qui influence (augmente ou diminue) la crédibilité, la pertinence et la légitimité dans le contexte national de politique-science-pratique ?</li> <li>❁ Quels sont les aspects de la crédibilité, de la pertinence et de la légitimité qui intéressent les différentes parties prenantes ?</li> <li>❁ Quelle est la perception actuelle de la crédibilité, de la pertinence et de la légitimité de la PNB parmi les parties prenantes et pourquoi ?</li> <li>❁ Quelles stratégies la PNB doit-elle mettre en œuvre pour améliorer sa crédibilité, sa pertinence et sa légitimité ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 3</a> sur les principes directeurs de crédibilité, de pertinence et de légitimité ; consulter le <a href="#">tableau 5.1</a> et le <a href="#">tableau 6.1</a> pour des stratégies de gestion de ces attributs.</p> <p>&gt; Mots clé: interface science-politique, crédibilité, pertinence, légitimité, prépondérance, CRELE</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Effective interfaces between science, policy and society: the SPIRAL project handbook (Interfaces efficaces entre la science, la politique et la société : le manuel du projet SPIRAL )</a>, (Young et al., 2013)</p>
<p><b>COMMENCER ICI</b> Votre contexte national</p>	<p><b>Cernez votre contexte national</b></p> <p>Discutez et identifiez la valeur ajoutée d'une plateforme nationale sur la biodiversité dans son pays et démarrez avec ce qui existe déjà.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❁ Quels sont les réseaux et les structures institutionnelles en place dans votre pays ?</li> <li>❁ Seraient-ils aptes à assumer certaines tâches d'une PNB ?</li> <li>❁ Quels sont les besoins en matière de connaissances qui ne sont pas satisfaits ?</li> <li>❁ Qui sont les initiateurs et les partisans potentiels ?</li> <li>❁ Quelles sont les parties prenantes qui ont des enjeux ou des impacts importants sur la biodiversité et les services écosystémiques ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 2 – section 2.2</a> pour les avantages éventuels d'une PNB et consulter le <a href="#">chapitre 3</a> sur les principes directeurs de crédibilité, de pertinence et de légitimité.</p> <p>&gt; Mots clés : interface science-politique-pratique, interface science- politique, services écosystémiques, cartographie des parties prenantes, contexte national, besoins en connaissances</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Keep it CRELE: Credibility, Relevance and legitimacy for Science-Policy (« Keep it CRELE » : crédibilité, pertinence et légitimité pour la science-politique)</a></p>

Tableau 8.1 suite







 <p><b>Objectifs</b></p>	<p><b>Définir les objectifs de votre initiative</b></p> <p>Identifiez vos buts et objectifs en dressant la carte des structures existantes, des processus politiques en cours, des priorités nationales, des parties prenantes et des besoins en matière de connaissances et de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Quels sont les sujets de priorité nationale auxquels la PNB pourrait apporter une contribution importante ?</li> <li>✿ Existe-t-il des processus politiques concrets qui ont besoin d'informations sur la biodiversité et les services écosystémiques ?</li> <li>✿ Quels sont les sujets qui ont reçu trop peu d'attention dans le paysage scientifique, politique et pratique existant ?</li> <li>✿ Quelles sont les structures, les collaborations et les projets que vous souhaitez renforcer et développer ?</li> <li>✿ Quelles parties prenantes pourriez-vous impliquer ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 4</a> et le <a href="#">tableau 4.1</a> sur les objectifs potentiels d'une PNB. Voir également le <a href="#">chapitre 2 – section 2.2</a> pour les éventuels avantages.</p> <p>&gt; Mots clés : accords multilatéraux sur l'environnement (MEA), évaluations nationales des écosystèmes, transmission de connaissances, communautés de pratique, processus politiques, besoins d'information, contexte national.</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Mainstreaming biodiversity and development: Tips &amp; tasks from African experience (Intégration de la biodiversité et du développement : conseils et tâches tirés de l'expérience africaine)</a>, (IIED &amp; UNEP-WCMC, 2015)</p>
 <p><b>Mandat</b></p>	<p><b>Obtenir un mandat</b></p> <p>Identifiez les institutions ou les parties prenantes qui peuvent donner un mandat à votre PNB. Déterminez les compétences dont la PNB a besoin pour remplir ce mandat.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ De quel mandat la PNB a-t-elle besoin pour atteindre les principaux objectifs ?</li> <li>✿ Qui pourrait donner à la PNB un mandat pour assumer des rôles spécifiques ?</li> <li>✿ Qui soutiendra ou pourrait soutenir l'obtention d'un mandat ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 4 – section 4.2</a> et le <a href="#">chapitre 5 – section 5.1</a> sur le mandat et la gouvernance de la PNB.</p> <p>&gt; Mots clés : institution hôte, pertinence, légitimité</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Strengthening the Science-Policy Interface: A gap analysis (Renforcer l'interface science-politique : une analyse des lacunes)</a>, (UNEP, 2017)</p>
 <p><b>Structure et gouvernance</b></p>	<p><b>Développez la structure institutionnelle et les processus de gouvernance</b></p> <p>Mettez en place une structure adaptée aux fonctions de votre PNB et garantisiez sa crédibilité, sa pertinence et sa légitimité. Assurez l'adaptabilité à l'évolution du paysage institutionnel. Mettez en œuvre des processus de gouvernance allégés mais efficaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Comment pouvez-vous intégrer ou vous relier aux réseaux et aux structures institutionnelles existants ?</li> <li>✿ Quelles sont les parties prenantes qui doivent être impliquées dans les aspects liés à la gouvernance de la PNB et quels pourraient être leur rôle ?</li> <li>✿ Quels types de dispositions institutionnelles sont utiles à la réalisation de vos objectifs en matière de conservation de la biodiversité ?</li> <li>✿ Quels types de processus décisionnels seront appropriés ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 5</a>, <a href="#">illustration 5.1</a> et le <a href="#">tableau 5.1</a> sur les structures et les processus institutionnels d'une PNB. Voir également <a href="#">chapitre 6</a> et le <a href="#">tableau 6.1</a> fonctionnement, l'engagement des parties prenantes et la gestion des compromis potentiels en matière de crédibilité, de pertinence et de légitimité.</p> <p>&gt; Mots clés : crédibilité, pertinence, légitimité, institution d'accueil, gouvernance, engagement des parties prenantes, structure institutionnelle</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Developing a Strategic Plan &amp; Organisational Structure (Élaboration d'un plan stratégique et d'une structure organisationnelle)</a>, (Community Tool Encadré, 2021a)</p>

Tableau 8.1 suite









 <p>Ressources et support</p>	<p><b>Gérer ses ressources et son système de support</b></p> <p>Évaluez et cultivez votre réseau, les points forts de votre équipe, vos parties prenantes et les sources potentielles de ressources financières, et identifiez les sources de soutien pour différents sujets.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Quels réseaux, acteurs et organisations ont intérêt à soutenir les travaux de la PNB ?</li> <li>✿ Quelles sont les sources de financement disponibles, le cas échéant ?</li> <li>✿ Qui pourraient être des partenaires pertinents pour la coopération et la demande conjointe de financement auprès de sources spécifiques ?</li> <li>✿ Qui pourrait vous aider par des contributions en nature ?</li> <li>✿ Votre équipe dispose-t-elle des compétences nécessaires ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 5 – section 5.3</a> et le <a href="#">chapitre 6 – section 6.2</a> sur la gestion des ressources et l’engagement stratégique avec les partenaires.</p> <p>&gt; Mots clés : présentation, communications, financement, en nature, ressources humaines, ressources financières, équipe</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Stakeholder Analysis (Analyse des parties prenantes)</a>, (ValuES, 2017)</p>
 <p>Activités</p>	<p><b>Élaborer un plan de travail</b></p> <p>Les aspects clés de la coordination de vos activités sont des collaborations solides, l’établissement de priorités, un tour d’horizon régulier, la flexibilité ainsi que le suivi et l’évaluation de vos activités et de vos résultats.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Quelles sont les stratégies appropriées pour atteindre vos objectifs ?</li> <li>✿ Quelles sont les activités nécessaires à la mise en œuvre de vos stratégies ?</li> <li>✿ Quels sont les besoins des prochains processus décisionnels ?</li> <li>✿ Comment pouvez-vous rester attentif aux nouvelles opportunités ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 4, illustration 4.3</a> sur la planification stratégique et le <a href="#">tableau 4.1</a> sur les objectifs et stratégies possibles. Voir également le <a href="#">chapitre 6 – section 6.1</a> et <a href="#">section 6.2</a> sur les opérations et l’engagement des parties prenantes et le <a href="#">chapitre 7</a> sur le suivi et l’évaluation.</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Developing Strategic and Action Plans Élaborer des plans stratégiques et des plans d’action</a>), (Community Tool Encadré, 2021b)</p>
 <p>Engagement des parties prenantes</p>	<p><b>Concevoir l’engagement des parties prenantes</b></p> <p>Mettre en place des structures adaptées et transparentes pour une implication et une coopération fortes des parties prenantes afin de renforcer et de légitimer vos activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✿ Quels sont les détenteurs de connaissances et les décideurs avec lesquels la PNB devrait s’engager ?</li> <li>✿ Que voulez-vous apprendre des différents groupes ?</li> <li>✿ Où voulez-vous établir des liens plus étroits ?</li> <li>✿ Quelles sont les possibilités d’engagement, de coopération, de co-conception et de co-gestion ?</li> <li>✿ Quelles sont les vulnérabilités spécifiques, les structures sociales et les sensibilités culturelles à prendre en compte et à gérer avec soin ? De quelles capacités supplémentaires votre équipe a-t-elle besoin pour cela ?</li> <li>✿ Comment inclure au mieux les peuples autochtones, les communautés locales et les détenteurs d’autres systèmes de connaissances ?</li> </ul>	 <p>&gt; Voir l’<a href="#">illustration 2.2</a> et l’<a href="#">illustration 4.2</a> pour identifier les avantages d’une PNB pour les parties prenantes et le <a href="#">chapitre 6 – section 6.2, illustration 6.1</a> sur l’engagement stratégique des parties prenantes.</p> <p>&gt; Mots clés : diversité bioculturelle, co-conception, co-production, transdisciplinaire, peuples autochtones et communautés locales, savoirs autochtones et locaux, consentement préalable, libre et éclairé, approche fondée sur les droits, justice, équité, diversité, inclusion, systèmes de connaissances multiples, approche fondée sur des bases factuelles multiples</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Working with indigenous, local and scientific knowledge (Travailler avec les connaissances autochtones, locales et scientifiques)</a>, (Hill et al., 2020)</p>

Tableau 8.1 suite

 <p><b>Suivi, évaluation et apprentissage</b></p>	<p><b>Mettre en place des processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage</b></p> <p>À chaque étape du travail, il est indispensable de rester flexible et de savoir s'adapter. Suivre vos activités et l'impact de votre travail vous aidera à anticiper et à surmonter les difficultés. Intégrez des points de réflexion dans vos processus pour permettre des expériences d'apprentissage.</p> <p>Quels processus utilisez-vous pour examiner et évaluer vos activités et vos résultats ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Comment recueillir et évaluer le retour d'information du personnel, des organisations partenaires ou d'autres parties prenantes ?</li><li>Comment utiliserez-vous ces éléments de réflexion pour améliorer votre travail ?</li><li>Quels sont vos succès et vos échecs et quels enseignements en tirez-vous ?</li><li>Quels sont les points forts et les points faibles de votre travail ?</li><li>Quels sont les principaux défis à relever et comment s'y préparer ?</li><li>Dans les situations compliquées : quelle question doit être traitée en premier ?</li><li>Qui pourrait donner des conseils sur la manière de surmonter les obstacles ?</li><li>Quelles méthodes et quels processus peuvent être mis en place pour surmonter les prochains obstacles ?</li></ul>	 <p>&gt; Voir le <a href="#">chapitre 7</a> sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage et le <a href="#">tableau 7.1</a> sur les possibilités de relever les défis.</p> <p>&gt; Mots clés : suivi, évaluation formative, évaluation sommative, apprentissage, crédibilité, pertinence, légitimité, durabilité.</p> <p>&gt; Autres ressources : <a href="#">Organisational Learning in NGOs: Creating the Motive, Means and Opportunity (L'apprentissage organisationnel dans les ONG : créer le motif, les moyens et l'opportunité)</a>, (Britton, 2005)</p>
--	--	--

## Glossaire

TERME	DÉFINITION
<p><b>Approche basée sur les droits humains</b></p>	<p>« L'approche fondée sur les droits humains est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui est normativement fondé sur les normes internationales en matière de droits opérationnellement orienté vers la promotion et la protection des droits humains. Elle cherche à analyser les inégalités qui sont au cœur des problèmes de développement et à remédier aux pratiques discriminatoires et aux répartitions injustes du pouvoir qui entravent les progrès du développement. [...] Une approche fondée sur les droits humains identifie les détenteurs de droits et leurs droits, ainsi que les détenteurs de devoirs et leurs obligations, et vise à renforcer les capacités des détenteurs de droits à faire valoir leurs droits et des détenteurs de devoirs à respecter leurs obligations. »</p> <p><i>Référence : Nations Unies Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits humains (2006). Frequently asked questions on a human rights-based approach to development cooperation (Questions fréquemment posées sur l'approche de la coopération au développement fondée sur les droits humains). Genève. HR/PUB/06/8, p. 15. <a href="http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FAQen.pdf">www.ohchr.org/Documents/Publications/FAQen.pdf</a></i></p>
<p><b>Approche fondée sur des bases factuelles multiples</b></p>	<p>Elle « met l'accent sur la complémentarité des systèmes de connaissance et sur l'importance de laisser chaque système de connaissance s'exprimer pour lui-même, dans son propre contexte, sans assigner à un système de connaissance dominant le rôle de validateur externe. Des éclairages complémentaires provenant de différents systèmes de connaissances permettent d'enrichir l'image d'une étude de cas ou d'un sujet d'enquête plus large. »</p> <p><i>Référence : Tengö, M., Brondizio, E.S., Elmqvist, T., Malmer, P. and Spierenburg, M. (2014). Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: the multiple evidence base approach (Connecter divers systèmes de connaissances pour améliorer la gouvernance des écosystèmes : l'approche des bases de données multiples). AMBIO 43(5), 579–591. <a href="https://doi.org/10.1007/s13280-014-0501-3">doi.org/10.1007/s13280-014-0501-3</a></i></p>
<p><b>Biodiversité</b></p>	<p>« On entend par « diversité biologique » la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes ».</p> <p><i>Référence : Convention on Biological Diversity (2006). Article 2: Utilisation des termes. <a href="http://www.cbd.int/convention/articles/?a=cbd-02">www.cbd.int/convention/articles/?a=cbd-02</a></i></p>
<p><b>Coproduction</b></p>	<p>Dans le contexte des plateformes nationales sur la biodiversité, il s'agit de la contribution conjointe d'individus et d'institutions issus de différents groupes de parties prenantes à l'élaboration de produits et à la mise en œuvre d'activités.</p> <p><i>Voir le chapitre 5 – section 5.2 et le chapitre 6 – section 6.2 de ce guide.</i></p>
<p><b>Communautés de pratique</b></p>	<p>« Les communautés de pratique sont des groupes de personnes qui partagent une préoccupation ou une passion pour une activité et qui apprennent à l'améliorer en interagissant régulièrement. »</p> <p><i>Référence : Wenger-Trayner, E. and Wenger-Trayner, B. (2015). Communities of practice. A brief introduction. (Communautés de pratique. Une brève introduction), <a href="https://wenger-trayner.com/introduction-to-communities-of-practice/">https://wenger-trayner.com/introduction-to-communities-of-practice/</a></i></p>

TERME	DÉFINITION
<b>Concevoir ensemble</b>	<p>Dans le contexte des plateformes nationales sur la biodiversité, il s'agit de la contribution conjointe d'individus et d'institutions issus de différents groupes de parties prenantes à un processus créatif d'élaboration de nouveaux concepts, approches ou produits.</p> <p><i>Voir le chapitre 6 – section 6.2 de ce guide.</i></p>
<b>Connaissances autochtones et locales</b>	<p>« Les systèmes de connaissances autochtones et locales sont généralement considérés comme des ensembles dynamiques de connaissances, de pratiques et de croyances intégrées, holistiques, sociales et écologiques concernant la relation des êtres vivants, y compris les personnes, les uns avec les autres et avec leur environnement. Les savoirs autochtones et locaux sont ancrés dans le territoire, sont très diversifiés et évoluent en permanence grâce à l'interaction des expériences, des innovations et des différents types de savoirs (écrits, oraux, visuels, tacites, sexospécifiques, pratiques et scientifiques). Ces connaissances peuvent fournir des informations, des méthodes, des théories et des pratiques pour une gestion durable des écosystèmes. De nombreux systèmes de connaissances autochtones et locales sont testés, appliqués, contestés et validés de manière empirique par différents moyens dans différents contextes. » (IPBES 2017, p. 32)</p> <p>« Les connaissances locales et autochtones font référence aux connaissances, aux compétences et aux philosophies développées par des sociétés ayant une longue histoire d'interaction avec leur environnement naturel. Pour les populations rurales et autochtones, les connaissances locales éclairent la prise de décision sur des aspects fondamentaux de la vie quotidienne. Ces connaissances font partie intégrante d'un complexe culturel qui englobe également la langue, les systèmes de classification, les pratiques d'utilisation des ressources, les interactions sociales, les rituels et la spiritualité. Ces modes de connaissance uniques sont des facettes importantes de la diversité culturelle mondiale et constituent la base d'un développement durable adapté au contexte local. » (UNESCO 2021)</p> <p>Références :</p> <p>IPBES - Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (2017). <i>Report of the Plenary of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services on the work of its Fifth Session (Rapport de la plénière de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques sur les travaux de sa cinquième session.)</i> Bonn, Allemagne. 7-10 Mars. IPBES/5/15. <a href="https://ipbes.net/events/ipbes-5-plenary">https://ipbes.net/events/ipbes-5-plenary</a></p> <p>UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2021). <i>Local and Indigenous Knowledge Systems (LINKS) (Systèmes de connaissances locales et autochtones (LINKS))</i>. <a href="https://en.unesco.org/links">https://en.unesco.org/links</a></p>
<b>Conseil consultatif</b>	<p>Dans le contexte d'une plateforme nationale sur la biodiversité (PNB), il s'agit d'un organe organisationnel composé de représentants d'institutions et de personnes possédant des connaissances et une expérience utiles aux travaux de la PNB, qui fournit des conseils stratégiques non contraignants à la direction de la PNB. Pour mettre l'accent sur une large représentation, il est également appelé « conseil consultatif des parties prenantes ».</p> <p><i>Voir le chapitre 5 – section 5.1 de ce guide.</i></p>

TERME	DÉFINITION
<p><b>Consentement préalable, libre et éclairé</b></p>	<p>« Le consentement préalable, libre et éclairé (CPLÉ) est un droit spécifique des peuples autochtones, reconnu dans la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Ils peuvent ainsi donner ou refuser leur consentement à un projet susceptible de les affecter ou d'affecter leurs territoires. Une fois qu'ils ont donné leur consentement, ils peuvent le retirer à tout moment. En outre, le CPLÉ leur permet de négocier les conditions dans lesquelles le projet sera conçu, mis en œuvre, suivi et évalué. Cela fait également partie du droit universel à l'autodétermination. »</p> <p><i>Référence : Food and Agriculture Organisation of the United Nations (2021). Indigenous peoples. Free, Prior and Informed Consent (FPIC). (Les peuples autochtones. Le consentement préalable, libre et éclairé - CPLÉ).</i>  <a href="http://www.fao.org/indigenous-peoples/our-pillars/fpic/en/">www.fao.org/indigenous-peoples/our-pillars/fpic/en/</a></p>
<p><b>Courtier de connaissances</b></p>	<p>Un acteur qui 1) facilite l'échange de connaissances entre les détenteurs et les utilisateurs de connaissances (par exemple entre les parties prenantes de la science, de la politique et de la pratique), 2) crée des espaces pour traduire et communiquer les questions et les réponses en matière de connaissances, et 3) crée des espaces pour la création conjointe de nouvelles connaissances. Les activités des courtiers de connaissances comprennent la gestion et la facilitation des processus, l'intégration et la transformation des connaissances existantes en connaissances utilisables, la localisation et l'implication d'experts et de compétences pertinents, et et l'établissement de passerelles entre les disciplines.</p> <p><i>Inspiré par : Turnhout, E., Stuver, M., Klostermann, J., Harms, B. and Leeuwis, C. (2013). New roles of science in society: different repertoires of knowledge brokering (Nouveaux rôles de la science dans la société : différents répertoires de transmission des connaissances). Science and Public Policy 40(3), 354–365.</i>  <i>doi: 10.1093/scipol/scs114</i></p>
<p><b>Crédibilité</b></p>	<p>La qualité, la validité et l'adéquation scientifique perçues des personnes, des processus et des connaissances.</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 3</a> de ce guide. Inspiré par :</p> <p><i>Cash, D.W., Clark, W.C., Alcock, F., Dickson, N.M., Eckley, N., Guston, D.H. et al. (2003). Knowledge systems for sustainable development. (Systèmes de connaissances pour le développement durable). Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (Actes de l'Académie nationale des sciences des États- Unis d'Amérique) 100(14), 8086–8091. doi.org/10.1073/pnas.1231332100</i></p> <p><i>Sarkki, S., Tinch, R., Niemelä, J., Heink, U., Waylen, K., Timaeus, J. et al. (2015). Adding 'iterativity' to the credibility, relevance, legitimacy: A novel scheme to highlight dynamic aspects of science-policy interfaces. (Ajouter l'« itérativité » à la crédibilité, la pertinence et la légitimité : un nouveau schéma pour mettre en évidence les aspects dynamiques des interfaces science-politique), Environmental Science &amp; Policy 54, 505–512. doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016</i></p> <p><i>Programme des Nations Unies pour l'environnement (2017). Strengthening the Science-policy Interface: A Gap Analysis. (Renforcer l'interface science-politique : une analyse des lacunes). Nairobi, Kenya: UNON/Section des services d'édition. DEW/2143/NA. https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261</i></p>

TERME	DÉFINITION
<p><b>Détenteur de connaissances</b></p>	<p>En général, il s'agit d'une personne reconnue pour son expertise sur un sujet particulier. Dans le contexte des peuples autochtones, les détenteurs de savoirs sont « les membres des peuples autochtones et des communautés locales qui connaissent les différents aspects et formes de savoirs autochtones ; ces membres sont reconnus dans leurs communautés pour leur expertise et l'étendue de leurs connaissances ».</p> <p>Référence : IGI Global Publisher of Timely Knowledge (2022). <i>What are Knowledge Holders. (Qu'est-ce qu'un détenteur de connaissances ?)</i> <a href="http://www.igi-global.com/dictionary/research-protocols-and-ethical-considerations-in-indigenous-knowledge-systems/56629">www.igi-global.com/dictionary/research-protocols-and-ethical-considerations-in-indigenous-knowledge-systems/56629</a></p>
<p><b>Diversité bioculturelle</b></p>	<p>Diversité qui n'est pas seulement constituée par la diversité biologique (espèces, écosystèmes, ressources génétiques) mais qui inclut la diversité des cultures humaines et des langues. La diversité biologique et la diversité culturelle sont interdépendantes et (éventuellement coévolutives).</p> <p>Référence : Maffi, L. (2007). <i>Biocultural Diversity and Sustainability</i>, in Pretty, J. et al. (eds.). <i>The SAGE Handbook of Environment and Society. (Manuel SAGE sur l'environnement et la société)</i>, p. 269. ISBN 9781446250082.</p>
<p><b>Interface science-politique-pratique</b></p>	<p>« Initiatives ou projets qui travaillent à la frontière de la science, de la politique et de la société. »</p> <p>Voir <u><a href="#">l'encadré 1.1</a></u> de ce guide.</p> <p>Référence : Sarkki, S., Tinch, R., Niemelä, J., Heink, U., Waylen, K., Timaeus, J. et al. (2015). <i>Adding 'iterativity' to the credibility, relevance, legitimacy: A novel scheme to highlight dynamic aspects of science-policy interfaces</i> ((Ajouter l'« itérativité » à la crédibilité, la pertinence et la légitimité : un nouveau schéma pour mettre en évidence les aspects dynamiques des interfaces science-politique). <i>Environmental Science &amp; Policy</i> 54, 505-512. <a href="https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016">doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016</a></p>
<p><b>Légitimité</b></p>	<p>Perception de l'équité, de la transparence et de l'inclusivité des processus de l'interface science-politique-pratique.</p> <p>Voir le <u><a href="#">chapitre 3</a></u> de ce guide.</p> <p>Inspiré par :</p> <p>Cash, D.W., Clark, W.C., Alcock, F., Dickson, N.M., Eckley, N., Guston, D.H. et al. (2003). <i>Knowledge systems for sustainable development. (Systèmes de connaissances pour le développement durable)</i>. <i>Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (Actes de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique)</i> 100(14), 8086-8091. <a href="https://doi.org/10.1073/pnas.1231332100">doi.org/10.1073/pnas.1231332100</a></p> <p>Sarkki, S., Tinch, R., Niemelä, J., Heink, U., Waylen, K., Timaeus, J. et al. (2015). <i>Adding 'iterativity' to the credibility, relevance, legitimacy: A novel scheme to highlight dynamic aspects of science-policy interfaces</i>. ((Ajouter l'« itérativité » à la crédibilité, la pertinence et la légitimité : un nouveau schéma pour mettre en évidence les aspects dynamiques des interfaces science-politique), <i>Environmental Science &amp; Policy</i> 54, 505-512. <a href="https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016">doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016</a></p> <p>Programme des Nations Unies pour l'environnement (2017). <i>Strengthening the Science-policy Interface: A Gap Analysis. (Renforcer l'interface science-politique : une analyse des lacunes)</i>. Nairobi, Kenya: UNON/Section des services d'édition. DEW/2143/NA. <a href="https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261">https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261</a></p>



TERME	DÉFINITION
<p><b>Mémoire institutionnelle</b></p>	<p>Il s'agit des connaissances et de l'expérience des individus au sein d'une organisation, ainsi que des informations stockées sous forme de fichiers (par exemple, des rapports et des bases de données) qui contribuent aux récits partagés du passé (par exemple, la manière dont les décisions ont été prises). Elle peut permettre l'apprentissage au sein d'une organisation en réfléchissant à l'histoire et à l'objectif de cette organisation, ainsi qu'à ses succès et échecs passés. Une forte rotation du personnel peut saper la mémoire institutionnelle.</p> <p><i>Inspiré par : Corbett, J., Grube, D.C., Lovell, H. and Scott, R. (2018). Singular memory or institutional memories? Toward a dynamic approach. (Mémoire singulière ou mémoire institutionnelle ? Vers une approche dynamique.) Governance 31(3), 555–573. doi: 10.1111/gove.12340</i></p>
<p><b>Parties prenantes</b></p>	<p>Toutes les personnes concernées par un projet, une politique, une étude ou une décision, ou qui ont une influence importante sur son résultat.</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 6 – section 6.2</a> de ce guide.</p> <p><i>Inspiré par : ValuES – Methods for integrating ecosystem services into policy, planning and practice (Méthodes d'intégration des services écosystémiques dans la politique, la planification et la pratique) (2017). Stakeholder Analysis. (Analyse des parties prenantes). <a href="http://aboutvalues.net/data/method_navigator/values_method_profile_identification_of_stakeholders_en.pdf">http://aboutvalues.net/data/method_navigator/values_method_profile_identification_of_stakeholders_en.pdf</a></i></p>
<p><b>Pertinence</b></p>	<p>La perception de l'utilité de l'interface science-politique pour répondre aux besoins de la société. Plus précisément, l'adéquation des informations fournies en termes de portée, d'échelle, de calendrier, de qualité et de niveau de détail aux décisions d'un acteur ou aux choix qui affectent une partie prenante donnée.</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 3</a> de ce guide.</p> <p><i>Inspiré par :</i></p> <p><i>Cash, D.W., Clark, W.C., Alcock, F., Dickson, N.M., Eckley, N., Guston, D.H. et al. (2003). Knowledge systems for sustainable development (Systèmes de connaissances pour le développement durable). Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (Actes de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique) 100(14), 8086–8091. doi.org/10.1073/pnas.1231332100</i></p> <p><i>Sarkki, S., Tinch, R., Niemelä, J., Heink, U., Waylen, K., Timaeus, J. et al. (2015). Adding 'iterativity' to the credibility, relevance, legitimacy: A novel scheme to highlight dynamic aspects of science-policy interfaces ((Ajouter l'« itérativité » à la crédibilité, la pertinence et la légitimité : un nouveau schéma pour mettre en évidence les aspects dynamiques des interfaces science-politique). Environmental Science &amp; Policy 54, 505–512. doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016</i></p> <p><i>Programme des Nations Unies pour l'environnement (2017). Strengthening the Science-policy Interface: A Gap Analysis. (Renforcer l'interface science-politique : une analyse des lacunes). Nairobi, Kenya: UNON/Section des services d'édition. DEW/2143/NA. <a href="https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261">https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261</a></i></p>
<p><b>Peuples autochtones et communautés locales</b></p>	<p>« Les peuples autochtones et les communautés locales sont généralement des groupes ethniques qui descendent des premiers habitants d'une région donnée et s'identifient à eux, par opposition aux groupes qui se sont installés, ont occupé ou colonisé la région plus récemment. »</p> <p>Référence : Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (sans date). Glossaire. <a href="https://ipbes.net/glossary">https://ipbes.net/glossary</a></p>

TERME	DÉFINITION
<p><b>Planification stratégique</b></p>	<p>« Activité de gestion organisationnelle utilisée pour fixer des priorités, concentrer l'énergie et les ressources, renforcer les opérations, s'assurer que les employés et les autres parties prenantes travaillent à la réalisation d'objectifs communs, établir un accord sur les résultats escomptés, et évaluer et ajuster l'orientation de l'organisation en réponse à un environnement changeant. »</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 4 – section 4.2</a> de ce guide.</p> <p>Référence : Kushi, S. (2017). <i>Strategic planning for NGOs: A guide to understand the basics of strategic planning (La planification stratégique pour les ONG : un guide pour comprendre les bases de la planification stratégique)</i>.  <a href="https://www.linkedin.com/pulse/strategic-planning-ngos-guide-understand-basics-samina-khushi/">https://www.linkedin.com/pulse/strategic-planning-ngos-guide-understand-basics-samina-khushi/</a></p>
<p><b>Plateforme</b></p>	<p>Dans le contexte des plateformes nationales sur la biodiversité, une plateforme est une structure organisationnelle permettant de réunir les principaux détenteurs de connaissances et décideurs dans le cadre de relations de collaboration. Elle peut prendre diverses formes, depuis les réseaux informels de partage des connaissances jusqu'aux organisations plus formelles ayant pour mandat clair de créer et de gérer une interface entre la science, la politique et la pratique.</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 5 – section 5.1</a> de ce guide.</p>
<p><b>Plateforme nationale sur la biodiversité</b></p>	<p>Une interface science-politique-pratique au niveau national. Elle réunit des parties prenantes de différents secteurs afin de favoriser une meilleure intégration des considérations relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques dans la prise de décision.</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 1</a> de ce guide.</p>
<p><b>Services écosystémiques</b></p>	<p>La biodiversité est essentielle pour fournir des services écosystémiques, c'est-à-dire les « avantages que les gens tirent des écosystèmes. Selon la formulation initiale de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, les services écosystémiques ont été divisés en services de soutien, de régulation, d'approvisionnement et culturels. Cette classification est toutefois remplacée par les contributions de la nature au système humain dans les évaluations de l'IPBES. »</p> <p>Référence : Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2019). <i>Draft Glossary. Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. (Projet de glossaire. Rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de la plateforme intergouvernementale)</i>. Brondizio, E.S., Settele, J., Díaz, S. and Ngo, H.T. (eds). Bonn, Allemagne : secrétariat de l'IPBES, p. 14. <a href="http://www.ipbes.net/sites/default/files/ipbes_global_assessment_glossary_unedited_31may.pdf">www.ipbes.net/sites/default/files/ipbes_global_assessment_glossary_unedited_31may.pdf</a></p>

TERME	DÉFINITION
<p><b>Suivi et évaluation</b></p>	<p>« Le suivi est un processus continu et méthodique de collecte de données et d'informations, tout au long de la durée de vie d'un projet. [...] L'évaluation est un outil d'apprentissage et de gestion ; il s'agit d'évaluer ce qui s'est passé afin d'améliorer le travail futur. »</p> <p>Voir le <a href="#">chapitre 7 – section 7.1</a> de ce guide.</p> <p>Référence : Garbutt, A. (2013). <i>Monitoring and Evaluation: A Guide for Small and Diaspora NGOs</i>. (Suivi et évaluation : un guide pour les petites ONG et les ONG de la diaspora). Intrac pour la société civile, pp. 2-3.  <a href="http://www.intrac.org/wp-content/uploads/2013/10/ME_A-Guide-for-Small-and-Diaspora-Organisations.pdf">www.intrac.org/wp-content/uploads/2013/10/ME_A-Guide-for-Small-and-Diaspora-Organisations.pdf</a></p>
<p><b>Système de connaissances</b></p>	<p>« Ensemble de propositions auxquelles on adhère, de manière formelle ou informelle, et qui sont couramment utilisées pour affirmer la vérité. Il s'agit de structures organisées et de processus dynamiques (a) générant et représentant des contenus, des composants, des classes ou des types de connaissances, qui sont (b) spécifiques à un domaine ou caractérisés par des éléments pertinents pour le domaine tels que définis par l'utilisateur ou le consommateur, (c) renforcés par un ensemble de relations logiques qui relient le contenu des connaissances à leur valeur (utilité), (d) améliorés par un ensemble de processus itératifs qui permettent l'évolution, la révision, l'adaptation et les progrès, et (e) soumis à des critères de pertinence, de fiabilité et de qualité. »</p> <p>Référence : Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (sans date). Glossaire. <a href="https://ipbes.net/glossary">https://ipbes.net/glossary</a></p>
<p><b>Tour d'horizon</b></p>	<p>« Le tour d'horizon est une démarche systématique visant à détecter les signes précurseurs d'évolutions potentiellement importantes. Il peut s'agir de signaux faibles (ou précoces), de tendances, de jokers ou d'autres évolutions, de problèmes persistants, de risques et de menaces, y compris des questions en marge de la réflexion actuelle qui remettent en cause des hypothèses antérieures. »</p> <p>Référence : Commission européenne, Direction générale de la recherche et de l'innovation (2016). <i>Models of Horizon Scanning. How to Integrate Horizon Scanning into European Research and Innovation Policies</i>. (Modèles de tour d'horizon. Comment intégrer le tour d'horizon dans les politiques européennes de recherche et d'innovation). Bruxelles : Office des publications, p. 4.  <a href="https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/88ea0daa-0c3c-11e6-ba9a-01aa75ed71a1/language-en">https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/88ea0daa-0c3c-11e6-ba9a-01aa75ed71a1/language-en</a></p>
<p><b>Transmission de connaissances</b></p>	<p>Un processus qui consiste à 1) fournir des connaissances aux utilisateurs de connaissances, 2) s'engager dans des processus interactifs de rapprochement entre les producteurs de connaissances et les utilisateurs de connaissances en communiquant des questions et des réponses sur les connaissances, et 3) faciliter « l'intégration de la production et de l'utilisation des connaissances afin de créer des solutions aux problèmes qui se posent. » En particulier, au cours du processus de facilitation de l'intégration de la production et de l'utilisation des connaissances, « tous les acteurs impliqués, y compris le courtier de connaissances, sont considérés comme des détenteurs de connaissances pertinents et deviennent des partenaires dans un processus commun. »</p> <p>Inspiré par : Turnhout, E., Stuiver, M., Klostermann, J., Harms, B. and Leeuwis, C. (2013). <i>New roles of science in society: different repertoires of knowledge brokering</i> (Nouveaux rôles de la science dans la société : différents répertoires de transmission des connaissances). <i>Science and Public Policy</i> 40(3), 354-365.  doi: <a href="https://doi.org/10.1093/scipol/scs114">10.1093/scipol/scs114</a></p>

## Références

1. Hill, R., Adem, Ç., Alangui, W.V., Molnár, Z., Aumeeruddy-Thomas, Y., Bridgewater, P., Tengo, M. *et al.* (2020). Working with indigenous, local and scientific knowledge in assessments of nature and nature's linkages with people (Travailler avec les connaissances autochtones, locales et scientifiques pour évaluer la nature et les liens entre la nature et l'homme). *Current Opinion in Environmental Sustainability* (Avis actuel sur la durabilité environnementale) 43, 8–20. [doi.org/10.1016/j.cosust.2019.12.006](https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.12.006)
2. Cash, D., Clark, W., Alcock, F., Dickson, N., Eckley, N., Jäger, J. (2002). *Saliency, Credibility, Legitimacy and Boundaries: Linking Research, Assessment and Decision Making*. (Prépondérance, crédibilité, légitimité et frontières : lier la recherche, l'évaluation et la prise de décision). Série de documents de travail de la faculté de l'université de Harvard. RWP02-046.
3. Cash, D.W., Clark, W.C., Alcock, F., Dickson, N.M., Eckley, N., Guston, D.H. *et al.* (2003). Knowledge systems for sustainable development. (Systèmes de connaissances pour le développement durable). *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (Actes de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique)* 100(14), 8086–8091. [doi.org/10.1073/pnas.1231332100](https://doi.org/10.1073/pnas.1231332100)
4. Sarkki, S., Tinch, R., Niemelä, J., Heink, U., Waylen, K., Timaeus, J. *et al.* (2015). A novel scheme to highlight dynamic aspects of science–policy interfaces (Ajouter l'itérativité à la crédibilité, la pertinence et la légitimité : un nouveau schéma pour mettre en évidence les aspects dynamiques des interfaces science–politique). *Environmental Science & Policy* 54, 505–512. [doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016](https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.02.016)
5. UNEP - Programme des Nations Unies pour l'environnement (2015). *Sourcebook of Opportunities for Enhancing Cooperation Among the Biodiversity-Related Conventions at National and Regional Levels*. (Recueil des possibilités de renforcement de la coopération entre les conventions relatives à la biodiversité aux niveaux national et régional). Nairobi, Kenya. DEL/1909/CA. [www.unep-wcmc.org/resources-and-data/sourcebook-of-opportunities-for-enhancing-cooperation-among-the-biodiversity-related-conventions-at-national-and-regional-levels](http://www.unep-wcmc.org/resources-and-data/sourcebook-of-opportunities-for-enhancing-cooperation-among-the-biodiversity-related-conventions-at-national-and-regional-levels). Consulté le 3 septembre 2021.
6. IPBES– Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (2021). What is IPBES? (Qu'est-ce que l'IPBES ?) [www.ipbes.net/about](http://www.ipbes.net/about). Consulté le 3 septembre 2021.
7. Programme des Nations Unies pour l'environnement (2017). *Strengthening the Science-policy Interface: A Gap Analysis*. (Renforcer l'interface science- politique : une analyse des lacunes). Nairobi, Kenya: UNON/Section des services d'édition. DEW/2143/NA. <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22261>. Consulté le 5 mai 2020.
8. Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité Mexique. (2012). *CONABIO: Two decades of history 1992 – 2012*. (CONABIO : deux décennies d'histoire 1992 - 2012). Mexique. [www.conabio.gob.mx/web/pdf/Two\\_Decades\\_synthesis\\_web.pdf](http://www.conabio.gob.mx/web/pdf/Two_Decades_synthesis_web.pdf). Accessed 20 August 2021.
9. Heink, U., Marquard, E., Heubach, K., Jax, K., Kugel, C., Neßhöver, C. *et al.* (2015). Conceptualizing credibility, relevance and legitimacy for evaluating the effectiveness of science–policy interfaces: challenges and opportunities (Conceptualiser la crédibilité, la pertinence et la légitimité pour évaluer l'efficacité des interfaces science–politique : défis et opportunités). *Science & Public Policy* 42(5), 676–689. [doi.org/10.1093/scipol/scu082](https://doi.org/10.1093/scipol/scu082)
10. Dunn, G. and Laing, M. (2017). Policy-makers perspectives on credibility, relevance and legitimacy (CRELE) (Le point de vue des décideurs politiques sur la crédibilité, la pertinence et la légitimité (CRELE)). *Environmental Science & Policy* 76, 146–152. [doi.org/10.1016/j.envsci.2017.07.005](https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.07.005)
11. Young, J.C., Watt, A.D., van den Hove, S. and the SPIRAL Project Team. (2013). *Effective interfaces between science, policy and society: the SPIRAL project handbook (Interfaces efficaces entre la science, la politique et la société : le manuel du projet SPIRAL)*. <https://oppla.eu/sites/default/files/uploads/spiral-handbook-website.pdf>. Consulté le 15 juillet 2020.
12. Weichselgartner, J. and Kasperson, R. (2010). Barriers in the science-policy- practice interface : toward a knowledge- action-system in global environmental change research (Obstacles à l'interface science-politique-pratique : vers un système de connaissance- action dans la recherche sur le changement environnemental mondial). *Global Environmental Change* 20(2), 266–277. [doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2009.11.006](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2009.11.006)
13. Kirchhoff, C.J., Esselman, R. and Brown, D. (2015). Boundary organizations to boundary chains: prospects for advancing climate science application (Des organisations frontalières aux chaînes frontalières : perspectives d'avancement de l'application de la science du climat). *Climate Risk Management* 9, 20–29. [doi.org/10.1016/j.crm.2015.04.001](https://doi.org/10.1016/j.crm.2015.04.001)

14. Scarano, F.R., Padgurschi, M.C.G., Pires, A.P.F., Castro, P.F.D., Farinaci, J.S., Bustamante, M. *et al.* (2019). Increasing effectiveness of the science-policy interface in the socioecological arena in Brazil (Accroître l'efficacité de l'interface science-politique dans le domaine socio-écologique au Brésil). *Biological Conservation* 240, 108227. [doi.org/10.1016/j.biocon.2019.108227](https://doi.org/10.1016/j.biocon.2019.108227)
15. Agence internationale de l'énergie atomique (2022). Stakeholder Analysis. (Analyse des parties prenantes). [www.iaea.org/resources/nuclear-communicators-toolEncadré/methods/planning/stakeholder-analysis](http://www.iaea.org/resources/nuclear-communicators-toolEncadré/methods/planning/stakeholder-analysis). Consulté le 2 février 2022.
16. Paulsch, A. and Shakhnazarov, M. (2021). *Pathways to a Regional Biodiversity Platform in Central Asia. (Vers une plateforme régionale de biodiversité en Asie centrale). Final report to the Norwegian Environment. (Rapport final à l'Agence norvégienne de l'environnement)*. Institute for Biodiversity-Network e.V. (ibn).
17. SPIRAL. (2013). *SPIRAL Policy Brief: Science-Policy Interfaces: Research, Action and Learning (Note d'information SPIRAL : Interfaces science-politique : Recherche, action et apprentissage). Keep it CRELE: Credibility, Relevance and Legitimacy for Science-Policy Interfaces (Keep it CRELE : crédibilité, pertinence et légitimité des interfaces science-politique)*. <https://issuu.com/inbo/docs/keep-it-crele>. Consulté le 2 février 2022.
18. van der Hel, S. and Biermann, F. (2017). The authority of science in sustainability governance: A structured comparison of six science institutions engaged with the Sustainable Development Goals (L'autorité de la science dans la gouvernance de la durabilité : une comparaison structurée de six institutions scientifiques engagées dans les objectifs de développement durable). *Environmental Science & Policy* 77, 211–220. [doi.org/10.1016/j.envsci.2017.03.008](https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.03.008)
19. Perez Salgado, F., Abbott, D. and Wilson, G. (2018). Dimensions of professional competences for interventions towards sustainability (Dimensions des compétences professionnelles pour les interventions en faveur de la durabilité). *Sustainability Science* 3(1), 163–177. [doi.org/10.1007/s11625-017-0439-z](https://doi.org/10.1007/s11625-017-0439-z)
20. Cvitanovic, C. and Hobday, A.J. (2018). Building optimism at the environmental science-policy-practice interface through the study of bright spots (Renforcer l'optimisme pour l'interface science environnementale-politique-pratique par l'étude des points lumineux). *Nature Communications* 9(1), 3466. [doi.org/10.1038/s41467-018-05977-w](https://doi.org/10.1038/s41467-018-05977-w)
21. Ison, R.L., Collins, K.B. and Iaquinto, B.L. (2021). Designing an inquiry-based learning system: Innovating in research praxis to transform science-policy-practice relations for sustainable development (Conception d'un système d'apprentissage fondé sur la recherche : innover dans la praxis de la recherche pour transformer les relations science-politique-pratique pour le développement durable). *Systems Research & Behavioral Science* 38(5), 610–624. [doi.org/10.1002/sres.2811](https://doi.org/10.1002/sres.2811)
22. Groupe des Nations Unies pour le développement (2009). *UNDG Guidelines on Indigenous Peoples' Issues (Lignes directrices du GNUD sur les questions relatives aux peuples autochtones)*. Genève. HR/P/PT/16. [www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/publications/2009/08/undg-guidelines-on-indigenous-peoples-issues/](http://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/publications/2009/08/undg-guidelines-on-indigenous-peoples-issues/). Consulté le 2 février 2022.
23. Tengö, M., Brondizio, E.S., Elmqvist, T., Malmer, P. and Spierenburg, M. (2014). Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: the multiple evidence base approach (Connecter divers systèmes de connaissances pour améliorer la gouvernance des écosystèmes : l'approche des bases de données multiples). *AMBIO* 43(5), 579–591. [doi.org/10.1007/s13280-014-0501-3](https://doi.org/10.1007/s13280-014-0501-3)
24. Programme des Nations Unies pour l'environnement (2020). *Monitoring, Evaluation and Learning Strategy and Action Plan. (Stratégie et plan d'action pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage)*. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/35798/MELSAP.pdf>. Consulté le 1er octobre 2021.
25. Preskill, H. and Mack, K. (2013). *Building a Strategic Learning and Evaluation System for Your Organization (Construire un système stratégique d'apprentissage et d'évaluation pour votre organisation)*. [www.fsg.org/publications/building-strategic-learning-and-evaluation-system-your-organization](http://www.fsg.org/publications/building-strategic-learning-and-evaluation-system-your-organization). Consulté le 2 février 2022.
26. Matsumoto, I., Takahashi, Y., Mader, A., Johnson, B., Lopez-Casero, F., Kawai, M. *et al.* (2020). Mapping the current understanding of biodiversity science-policy interfaces (Cartographie de la compréhension actuelle des interfaces entre la science et la politique en matière de biodiversité). Dans *Managing Socio-ecological Production Landscapes and Seascapes for Sustainable Communities in Asia. (Gestion des paysages de production socio-écologiques et des paysages marins pour des communautés durables en Asie)*. Saito, O., Subramanian, S.M., Hashimoto, S., Takeuchi, K. (eds.) Singapore: Springer Singapore. Chapitre 8. 147–170. [http://link.springer.com/10.1007/978-981-15-1133-2\\_8](http://link.springer.com/10.1007/978-981-15-1133-2_8)

## Annexe

### Plateformes nationales et régionales sur la biodiversité consultées pour ce guide

PAYS	PLATEFORME NATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ	SITE INTERNET
Azerbaïdjan	Plateformes nationales sur la biodiversité en Azerbaïdjan	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Belgique	Plateforme belge sur la biodiversité (BBPF)	<a href="http://www.biodiversity.be">www.biodiversity.be</a>
Brésil	Plataforma Brasileira de Biodiversidade e Serviços Ecossistêmicos (BPBES) / Plateforme brésilienne sur la biodiversité et les services écosystémiques	<a href="http://www.bpb.es.net.br">www.bpb.es.net.br</a>
Cameroun	Plateforme nationale d'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Colombie	Comité national colombien de l'IPBES	<a href="http://www.humboldt.org.co/es/component/k2/item/1104-ipbes-Colombie">http://www.humboldt.org.co/es/component/k2/item/1104-ipbes-Colombie</a>
Danemark	IPBES Danemark	<a href="http://www.ipbes.dk">www.ipbes.dk</a>
République démocratique du Congo	Biodiversité et Services Écosystémiques en République Démocratique du Congo (BioSE-RDC)	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
France	Comité français pour l'IPBES	<a href="http://www.fondationbiodiversite.fr/la-frb-en-action/nos-implications/ipbes/">www.fondationbiodiversite.fr/la-frb-en-action/nos-implications/ipbes/</a>
Allemagne	Forum du réseau allemand pour la recherche sur la biodiversité (NeFo)	<a href="http://www.biodiversity.de">www.biodiversity.de</a>
Grenade	Conseil du développement durable	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Madagascar	La plateforme n'est pas encore formalisée, mais le « groupe IPBES » restreint ou « Noyau dur » travaille depuis 2015 - hébergé au sein de la Direction de la biodiversité et des aires protégées, Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Mexique	Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO) / Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité	<a href="http://www.biodiversidad.gob.mx">www.biodiversidad.gob.mx</a>
Maroc	Ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement - Département de l'environnement	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Nigeria	Plateforme nigériane sur la biodiversité et les services écosystémiques	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Afrique du Sud	Centre national IPBES d'Afrique du Sud	<a href="http://www.environment.gov.za/projectsprogrammes/ipbes">www.environment.gov.za/projectsprogrammes/ipbes</a>
Suède	Conseil scientifique sur la biodiversité et les services écosystémiques de l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Suisse	Forum suisse de la biodiversité	<a href="https://biodiversity.scnat.ch/">https://biodiversity.scnat.ch/</a>
Vietnam	Plateformes nationales sur la biodiversité du Vietnam	Vous trouverez ici les informations disponibles sur le <a href="#">site Internet de l'IPBES</a>
Plateforme régionale : Afrique de l'Ouest	WABES (plateforme sur la biodiversité et les services écosystémiques en Afrique de l'Ouest), qui soutient la contribution de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES	<a href="https://wabes.org/">https://wabes.org/</a>